

**Enfants victimes et témoins.  
Une question de justice... et de droits.**

**Children as Victims and Witnesses.  
A Question of Law... and of Rights.**

# **Enfants victimes et témoins. Une question de justice... et de droits.**

## **Children as Victims and Witnesses. A Question of Law... and of Rights.**

14<sup>e</sup> Séminaire de l'IDE  
14 au 18 octobre 2008



### Déjà parus dans la même collection IDE :

- Etrangers, migrants, réfugiés, requérants, clandestins... Et les droits de l'enfant ?  
Avril 2001.
- L'enfant et la guerre.  
Avril 2002.
- Les Droits de l'Enfant : et les Filles ?  
Avril 2003.
- Droits de l'enfant et SIDA : du tabou aux stratégies d'intervention.  
The Rights of the Child and HIV/AIDS: from Taboos to Intervention Strategies.  
Juin 2004.
- Trafics d'enfants : une fatalité ? De la réalité du terrain aux meilleures pratiques.  
Child Trafficking: a Fatality? From Field Reality to better practices.  
Mai 2005.
- Droit à l'éducation : solution à tous les problèmes ou problème sans solution ?  
Right to Education: Solution to all Problems or Problem without Solution?  
Mai 2006.
- Droit des enfants en situation de handicap.  
Right of Children living with Disabilities.  
Mai 2007.
- Enfants en situations de rue. Prévention, interventions, respect des droits.  
Children in Street Situations. Prevention, Interventions, Rights-Based Approach.  
Mai 2008.

### *Ces ouvrages peuvent être obtenus à l'IDE.*

Mai 2009. Tous droits réservés.

Reproduction, même partielle, interdite sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit sans l'accord écrit de l'éditeur.

### **Editeur**

Institut international des Droits de l'Enfant

Case postale 4176 - 1950 SION 4 - Suisse

Tél +41 (0) 27 205 73 03 - Fax +41 (0) 27 205 73 02

E-mail : [ide@childsrightrg.org](mailto:ide@childsrightrg.org) - Web: <http://www.childsrightrg.org>

### **Comité de rédaction**

Jean Zermatten, éditeur responsable

Geneviève Lévine – Patricia Roduit

Alexandra Prince

Ana Gil – Roman Gisler (traductions)

## **INSTITUT INTERNATIONAL DES DROITS DE L'ENFANT**

[www.chidsrights.org](http://www.chidsrights.org)

L'Institut international des Droits de l'Enfant a organisé son 14<sup>e</sup> séminaire « Enfants victimes et témoins » du 14 au 18 octobre 2008. Il a bénéficié de l'aide et du soutien de :

La Direction du Développement et de la Coopération (DDC), Suisse

La Loterie Romande

Le Bureau des Nations Unies sur les Drogues et la Criminalité (UNODC)

Le Bureau International des Droits des Enfants (BIDE)

Le Centre de Recherches Innocenti (IRC) - UNICEF

Il remercie ces institutions de leur contribution.

## **TABLE DES MATIÈRES**

Préface Jean ZERMATTEN	7
---------------------------	---

Allocutions d'ouverture Eve-Marie DAYER-SCHMID	12
Renate WINTER	15
Alexandra SOUZA MARTINS	19

## **PREMIÈRE PARTIE PLANTONS LE DÉCOR**

Nevena VUCKOVIC-SAHOVIC The Committee on the Rights of the Child and Children Victims and Witnesses of Violence, including Crime	23
--	----

Jean-Pierre ROSENCZVEIG Les Lignes Directrices de l'ECOSOC : Guidelines on Justice in Matters involving Child Victim and Witness of Crime (2005) et le projet d'application des Lignes directrices (Projet GLO/S61)	38
--	----

Cyril LAUCCI Une loi modèle d'application pour le respect des droits des enfants victimes et témoins	46
--	----

Marta SANTOS PAIS Sexual Exploitation: the Lot of Children as Victims and Witnesses	55
--	----

## **DEUXIÈME PARTIE LA PAROLE DE L'ENFANT VICTIME OU TÉMOIN**

Oscar D'AMOURS L'enfant victime aussi dans sa famille. Des expériences de juge	63
---	----

Lena KARLSSON Children as Victims and Witnesses of Crime - Key learning's from UNICEF Innocenti Research Centre Research on Child Trafficking	77
---	----

	6
An MICHELS Psychosocial Needs of the Child Victim and Witness	92
Nadja POLLAERT et Terry WATERHOUSE Supporting Child Victims and Witnesses of Crime	101
 <b>TROISIÈME PARTIE DU CONCRET</b>	
Philip D. JAFFÉ Expertises de crédibilité = Exercice judiciaire de haute voltige	114
Nesrin LUSHTA Witness/Victim Protection According to the Kosovo Legislation	125
Cyril LAUCCI Enfants soldats : victimes, auteurs et témoins d'infractions	137
Anne GRANDJEAN UN Guidelines on Justice in Matters involving Child Victims and Witnesses of Crime – Some common Features of successful Projects	144
 <b>QUATRIÈME PARTIE CONCLUSIONS</b>	
Rapport des ateliers et Recommandations	156
Renate WINTER Closing Remarks	163
Sabrina CAJOLY Travaux du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants : développements récents	172
Lena KARLSSON World Congress III against Sexual Exploitation of Children and Adolescents - update on the Preparatory Process	189

# PRÉFACE

**JEAN ZERMATTEN**

Directeur, Institut international des Droits de l'Enfant, Suisse

## DES DROITS POUR LES ENFANTS VICTIMES ET TÉMOINS ?

Entre 1979 et 1989, durant le temps où les Etats de l'organisation des Nations Unies, aidés de manière remarquable par un nombre significatif d'organisations non gouvernementales actives dans la protection des enfants, préparaient la Convention, il fut peu question de l'enfant **témoin**, voire pas du tout. Comme si ce cas de figure n'avait pas été abordé, ou n'avait pas été jugé assez important pour être traité de manière distincte et spécifique.

Par contre, le sort de l'enfant **victime** fut au centre de très nombreuses discussions, mais il fut toujours envisagé sous l'angle de ses maux et souffrances, comme victime malgré lui et en prenant en compte ses besoins, surtout en matière de soins de réhabilitation et de réinsertion. Néanmoins, la Convention ne consacra pas une ligne de son préambule à cette situation pourtant courante et il faut lire aujourd'hui la Convention jusqu'à son article 39, pour trouver une disposition relative à l'enfant victime, à ses besoins en matière de soins de santé physique et psychique, à la nécessité de le prendre en charge et de le réinsérer.

Par contre du statut de l'enfant victime dans les procédures, de ses droits et de ses besoins en termes de reconnaissance de sa posture particulière (comme enfant et comme enfant victime), pas un traitre mot !

Entre 1989 et aujourd'hui, il y eut le **Congrès mondial de Stockholm** de 1996, qui ouvrit les yeux de la communauté internationale sur la question des enfants victimes (avant tout d'exploitation sexuelle) et qui permit de mettre cette question à l'agenda des réunions internationales et des préoccupations de grandes agences onusiennes et de quelques grandes ONGs. Néanmoins, c'est tout le domaine des abus et de la maltraitance, très souvent dans le cadre familiale qui fut abordé avant tout lors de ce congrès et plus tard dans les nombreuses manifestations de suivi. L'effet Stockholm fut donc d'initier un dialogue entre les experts, les ONGs et les Etats pour définir un nouveau cadre juridique. De là, sortit la décision d'adopter un Protocole additionnel à la Convention pour protéger davantage les enfants et notamment dans le domaine de la vente d'enfants (à peine effleuré dans l'article 35 de la Convention, entre la traite et l'enlèvement), la prostitution des enfants et la pornographie, avec les effets pervers soudainement mis en lumière des nouvelles technologies. On aborda ces questions sous un angle

nouveau : l'angle pénal, en considérant les auteurs de ces faits comme des criminels et en demandant aux Etats de légiférer et d'adopter des normes pénales incriminant les actes de vente d'enfants, d'exploitation des enfants par la prostitution et d'utilisation des enfants dans la pornographie; avec le souci de ne pas permettre plus longtemps l'impunité. Dès lors que l'on entrait dans le champ du droit pénal, il fallait donc également s'occuper des enfants dont le témoignage pouvait accabler un ou des adultes, voire des sociétés et des personnes morales et les conduire à une condamnation, à une privation importante de leur liberté, ou à des sanctions économiques très lourdes. Il s'avéra dès lors nécessaire de prévoir un statut spécial pour ces enfants. D'ailleurs victimes, la plupart du temps, autant que témoins.

Il n'est donc pas étonnant que le Protocole facultatif<sup>1</sup> de 2000 sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (OPSC) ait prévu **un long article 8** consacré à leur statut et à l'attention que l'on doit leur accorder, dans le respect des articles 3 et 12 de la Convention des droits de l'enfant, texte de base et de référence au Protocole.

A vrai dire, et c'est important de le souligner lorsque l'on se penche sur la question des victimes dans ce domaine sensible, ce Protocole n'est pas tombé des nues, mais doit son inspiration à des instruments antérieurs, comme :

- La Convention internationale pour la suppression de la traite des femmes et des enfants (Genève, septembre 1921),
- La Convention relative à l'esclavage du 25 septembre 1926,
- La Convention de l'ONU du 2 décembre 1949 pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui,
- La Convention complémentaire de 1956 concernant l'abolition de l'esclavage, du commerce des esclaves ainsi que de l'institution et des pratiques proches à l'esclavage,
- La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adoptée le 18 décembre 1979,
- *La Convention de La Haye du 29 mai 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.*

---

<sup>1</sup> Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants du 25 mai 2000, entré en vigueur le 18.01.2002; 131 Etats parties au 28.02.2009



Ce qui est intéressant, c'est que ce Protocole facultatif a, à son tour, influencé de nouveaux instruments internationaux, comme

- La Convention de l'OIT no 182 sur l'élimination des pires formes du travail des enfants (1999),
- Le Protocole pour prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, complétant la Convention des Nations Unies contre le crime organisé transnational (également connu comme le Protocole de Palerme), adopté le 15 Novembre 2000<sup>2</sup>.

Chacun de ces instruments apporte une pierre importante à l'édifice de protection des enfants et démontre la volonté de la communauté internationale de lutter contre l'exploitation des enfants et de poursuivre les criminels. Le protocole facultatif n'en a que plus de valeur puisqu'il constitue la clé de voûte du système et son approche de l'enfant victime et témoin influence, à l'évidence, toute l'approche « droits » et toutes démarches judiciaires qu'elles soient pénales ou civiles (reparation, dédommagement).

Puis le **2<sup>e</sup> Congrès mondial de Yokohama** (2001), à cheval entre l'adoption (2000) du Protocole facultatif à la Convention des droits de l'enfant et son entrée en vigueur (2002) a été le point de départ d'un effort législatif intense, tant au plan international qu'au plan national. Plusieurs nouvelles Conventions ont vu le jour après ce grand rendez-vous, prenant appui sur cet instrument facultatif nouveau, mais dont le niveau de ratification a été rapidement impressionnant. Ainsi, la Convention du Conseil de l'Europe contre la Cybercriminalité du 23.11.2001. En octobre 2007, le Conseil de l'Europe a ouvert à ratification une Convention pour la protection des enfants et des adolescents contre les abus sexuels<sup>3</sup>; cette Convention n'est pas encore entrée en vigueur, mais devrait l'être courant 2009.

Et les pays, sous la pression de ces textes, doivent légiférer, comme la Suisse qui a adhéré au Protocole facultatif de la Convention et qui doit adapter son arsenal répressif. Donc, ça a été le temps de la norme légale; et il a été produit de très nombreuses lois dans le monde.

Mais bien sûr, dans le domaine qui nous intéresse, le texte le plus important est « Les Lignes directrices en matière de justice pour les enfants et témoins d'actes criminels »<sup>4</sup>; certes ces règles ne sont pas contraignantes et constituent de

---

<sup>2</sup> UNGA Resol. 55/25 (15 November 2000)

<sup>3</sup> [Conventions.coe.int/Treaty/Commun/ChercheSig.asp?NT=201&CM=8&DF=7/1/2008&CL=ENG](http://conventions.coe.int/Treaty/Commun/ChercheSig.asp?NT=201&CM=8&DF=7/1/2008&CL=ENG)

<sup>4</sup> Adoptées par le Conseil économique et social dans sa résolution 2005/20 du 22 juillet 2005

la soft law, néanmoins elles ont une importance fondamentale dans la question du statut juridique des enfants victimes et témoins.

D'une manière schématique ce texte vise :

- « a) Aider au réexamen des lois, procédures et pratiques nationales et internes de manière que celles-ci garantissent le respect total des droits des enfants victimes et témoins d'actes criminels et contribuent à l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant<sup>1</sup> par ceux qui y sont parties;
- b) Aider les gouvernements, les organisations internationales, les organismes publics, les organisations non gouvernementales et communautaires ainsi que les autres parties intéressées à élaborer et appliquer des lois, politiques, programmes et pratiques qui traitent des principales questions concernant les enfants victimes et témoins d'actes criminels;
- c) Guider les professionnels et, le cas échéant, les bénévoles qui travaillent avec des enfants victimes et témoins d'actes criminels dans leur pratique quotidienne du processus de justice pour adultes et mineurs aux niveaux national, régional et international, conformément à la Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir;
- d) Aider et soutenir ceux qui s'occupent d'enfants pour qu'ils traitent les enfants victimes et témoins d'actes criminels avec sensibilité. »<sup>5</sup>

Lors de l'application des Lignes directrices, chaque pays devrait s'assurer qu'une formation, une sélection et des procédures appropriées sont mises en place pour protéger les enfants victimes et témoins d'actes criminels et répondre à leurs besoins spécifiques lorsque la nature de la victimisation affecte diversement différentes catégories d'enfants, par exemple l'agression sexuelle des enfants, en particulier des filles.

Ces règles ne sont que de 2005; c'est hier ! L'enfant victime et témoin fait ainsi sa grande entrée dans le domaine des droits de l'enfant et voit son statut enfin pris en compte.

Un grand effort a donc été accompli, un grand pas je dirai, vers une meilleure reconnaissance des droits des enfants lorsqu'ils se trouvent victimes ou témoins, ou les deux à la fois. C'est bien.

Mais il y a bien d'autres questions qui se posent : liées à l'exercice de l'art 12 (Le droit de l'enfant d'exprimer son opinion), à l'interprétation de cette parole, à son recueil, à sa manipulation aussi...

Et le plus difficile reste à accomplir : passer de la norme à l'acte : c'est-à-dire

- l'intégration par les Etats des normes internationales dans leurs pratiques nationales;

---

<sup>5</sup> Voir la publication UNICEF / UNODC V.07-80743 (F), p 1.

- la sensibilisation des systèmes judiciaires à ces nouvelles exigences;
- la formation de tous les professionnels non seulement de la justice, mais aussi de la police et des services de prise en charge des enfants;
- l'utilisation concrète des normes et leur application dans le quotidien des faiseurs de décisions.

C'est un grand défi. Et c'est le pari du séminaire de l'IDE, que de vouloir contribuer, par l'information et la formation, par le travail de réseau aussi, à une meilleure reconnaissance effective du statut de l'enfant victime et témoin.

C'est aussi une contribution non négligeable au troisième congrès mondiale de Rio qui recevra les recommandations des participants de Sion !

# ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

## **EVE-MARIE DAYER-SCHMID**

Présidente, Tribunal Cantonal de Sion, Suisse

Monsieur le Directeur de l'IDE,  
Monsieur le Directeur de l'IUKB,  
Mesdames et Messieurs,

C'est avec beaucoup de plaisir qu'au nom du Tribunal cantonal je répons aujourd'hui à l'invitation de l'Institut international des Droits de l'Enfant en participant à l'ouverture de ce séminaire sur la justice pour les enfants victimes et témoins d'actes criminels.

L'enfant est l'avenir de l'homme. Il s'agit du titre d'une très belle chanson. Mais c'est aussi une prise de conscience, à savoir qu'avec l'avenir des enfants se joue celui de l'humanité toute entière. Comme le rappelle dans son préambule la Convention internationale des droits de l'enfant, la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine ainsi que le caractère inaliénable de leurs droits sont le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde. Par son action, l'Institut international des Droits de l'Enfant contribue à remettre l'enfant à sa juste place dans l'échelle des valeurs de la société. Sa vocation affichée est d'attirer l'attention sur les enfants en général et l'accueil qu'ils sont en droit d'attendre de leurs parents, de leur famille et de toute la société, aux différents moments de leur vie.

Dans certains domaines, les droits de l'enfant ont bénéficié de l'avancée générale du respect des droits de l'homme. Ainsi ne sont plus contestés son droit inhérent à la vie, son droit, dans la mesure du possible, d'être élevé au sein de sa famille naturelle, son droit d'être nourri, vêtu, protégé, soigné et éduqué pour que se développent en lui et pour qu'il développe, plus tard par lui-même, toutes ses capacités. Il est vrai que dans certaines parties du globe, ces droits fondamentaux sont encore souvent bafoués, pour des raisons cependant qu'il ne nous appartient pas de juger. Quoiqu'il en soit, on ne peut rester insensibles à ces enfants qui demeurent les victimes de choix des abus sexuels et de la prostitution. Beaucoup trop d'enfants continuent à être astreints à des travaux pénibles qui compromettent leur développement physique et psychologique, qui les empêchent de fréquenter l'école et d'y recevoir l'instruction à laquelle ils ont droit. Que l'on songe aux enfants-soldats enrôlés de force et engagés dans des conflits et des guerres, aux enfants trouvant refuge dans la rue pour échapper à la détresse familiale et à la

misère sociale, aux fillettes mutilées dans leur intimité et à celles qui sont victimes d'un système patriarcal allant jusqu'à l'infanticide féminin.

La liste des offenses faites aux droits de l'enfant est longue. Mais il serait faux de penser qu'elles sont le triste apanage de quelques formes de sociétés en voie d'évolution. Au contraire, l'enfant est devenu la nouvelle victime de certaines mutations dans la société moderne. Les nouvelles maltraitances prennent le nom de famille désagrégée, migration, clandestinité, drogue, internet, violence, pornographie infantile, et même dans certains cas, sport.

Le champ de bataille est vaste, les fronts se multiplient et c'est une guerre sans relâche qu'il faut mener avec une stratégie et des armes puissantes. L'IDE l'a bien compris et a mis en application un moyen efficace entre tous: la coopération entre spécialistes et professionnels engagés dans les différents domaines concernés. Ces compétences doivent collaborer à l'amélioration des conditions de vie des enfants dans tous les pays, dans tous les systèmes et en toutes circonstances.

Au cours de ces dernières années, la Suisse a eu l'occasion de bénéficier des avis éclairés de spécialistes des droits de l'enfant; je pense en particulier à l'actuel directeur de l'IDE, autrefois juge des mineurs en Valais. Notre pays a eu ainsi l'avantage de se doter d'une nouvelle législation fédérale sur la condition pénale des mineurs performante, une loi résolument éducative, avec des éléments de justice réparatrice et des éléments punitifs. Voilà déjà un beau résultat pour le mineur auteur. Il ne s'agit pas de s'arrêter en si bon chemin et c'est avec beaucoup d'intérêt que la Justice valaisanne prend connaissance de ce nouveau challenge que se fixe l'IDE: traiter de l'enfant victime au regard notamment des Lignes directrices en matière de justice pour les enfants victimes et témoins d'actes criminels émises par l'ECOSOC. Il est évident que pour poursuivre efficacement les auteurs de différentes formes de criminalité dont souvent les enfants sont les seuls témoins, comme par exemple l'exploitation sexuelle, la prostitution et le tourisme sexuel, la participation de l'enfant victime à la procédure pénale est essentielle. Toutefois, cela doit rester sans danger pour lui. Il est dès lors fondamental que l'enfant victime et témoin d'actes criminels soit protégé, qu'il puisse disposer d'une assistance et d'un soutien particuliers appropriés à son âge, à son niveau de maturité et à ses besoins individuels afin de lui éviter des épreuves supplémentaires du fait de sa participation à la procédure pénale.

Vous tous participants à ce séminaire allez vous consacrer ces prochains jours à définir les moyens d'éviter une re-victimisation durant l'enquête pénale et la procédure judiciaire, d'enfants qui ont déjà souffert en tant que victimes d'actes criminels. Vous contribuerez ainsi à élaborer un instrument précieux pour tous les acteurs de la Justice, soucieux de l'intérêt de l'enfant. D'avance, nous vous en sommes reconnaissants.

C'est dans cet esprit, qu'au nom du Tribunal cantonal, je vous souhaite de bons et fructueux travaux au cours de ce séminaire. Un rapide coup d'œil sur le

programme m'a permis de constater que la partie conviviale et culturelle de votre séjour en Valais n'était pas en reste. Je me réjouis que vous puissiez ainsi également faire plus ample connaissance avec notre canton et nouer certains liens qui en définitive profiteront certainement à ce projet ainsi qu'aux futurs chantiers de l'IDE.

**RENATE WINTER**

President of the International Association of youth and Family Judges and Magistrates (IAYFJM), and President of the UN Court for Sierra Leone

Dear colleagues,

Dear participants,

It is indeed a great honour for me, not to mention the pleasure, to welcome you in my capacity as chair to this international seminar that takes place in such a charming environment as is the IDE, situated in the heart of the Valais, the most charming place (at least for me) in utterly charming Switzerland!

Charming in both meanings of the word: nice, welcoming, witty at the one handside, but sending out a spell, a charm, at the other handside.

You will see for yourself: Once you get in contact with IDE, you will stay in contact with IDE, as there is a constant exchange of information between professions, institutions, colleagues and friends dealing with issues concerning protection of children and juvenile justice.

If you look at the many subjects all former international seminars here have addressed: the Rights of the Child: a nice declaration and after? The Rights of the Child and their application. Child and Work. A Champion at any Price: Children's Rights and Sport. 100 Years of Juvenile Justice. Foreigners, Migrants, Refugees, Asylum seekers, Illegal Immigrants... and the Rights of the Child? Child and War. The Rights of the Child: What about Girls? The Rights of the Child and HIV/AIDS. Child Trafficking: A Fatality? Right to Education. Rights of Children living with Disabilities. Children in Street Situations: you will observe, that protection of children at risk and protection of children in conflict with the law have been the two big themes for deliberation, debate and resolutions by participants from approximately 20 to 30 nations each time. One subject though has not been addressed in this context: the subject of child victims and witnesses in the judicial process.

Why should that be a special issue? Why to deal separately with child victims and witnesses? Why should they get special protection?

Mary, 12 years old, has accused her foster father of having sexually abused her. She will be witness at court in the procedure against her foster father. She has done so because her natural mother, a prostitute, has asked it from her while exercising her visiting rights. The mother had tried before to extort money from the foster family in exchange for "letting them in peace", and as she was unsuccessful, had talked her daughter into accusing the foster father, hoping to get money this way in claiming damages for her daughter.

Undoubtedly, Mary is not only a witness, but a victim as well, either of the foster father, or of her mother or of both. She will be put under pressure by both sides constantly from the beginning of the procedure until the very end. Don't you think that she would need somebody to assist her, to safeguard her interest, and her interests only?

In one of the terrible war crimes I had to deal with, the Court needed the testimony of a former child soldier. The frightened child asked for protection, the defence agreed to it, restricted to the time at court. When the prosecution agreed as well, I asked if nobody would consider that this child could be killed in revenge by the family of the accused after the court procedure and therefore would need extended protection. The answer of the parties was that after giving evidence, the child was not important for the court anymore. Don't you think that this witness would need special measures to safeguard at least his life?

Hassan's father is concierge in a big hotel in a big capital. Often hotel guests ask Hassan's father about providing young company for the night. Hassan has an underage son and an underage daughter. He wants to soon marry his daughter into a respectable, well-to-do family and therefore needs an important dowry. He furthermore wants to open later on a shop for his son and again needs money, more than he could have saved. He therefore "rents out" his children, insisting that the daughter can only be sodomized, to keep her virgin for the wedding. He is convinced that he acts in the best interest of the children. When at court the medical expert has rendered his/her expertise, when the children did not even understand what was done wrong or if they didn't want to testify, who is then willing to protect them, to look after their rights?

Will children be protected only, when they are ready to testify?

If Pierre had to leave the family home due to the violence of his father and doesn't want to testify against him, frightened about what would happen to him when his father will be released eventually, who will pay for the place he has to stay outside the family home, for school, for his daily life?

If beaten up Pedro has witnessed his mother killing the violent stepfather who tried to rape his little sister and doesn't want to testify as he doesn't want to see his mother in jail and thus to be without father and mother, does he not deserve some kind of protection?

If trafficked Ana has only the choice to testify against her traffickers to get some temporary shelter provided by court order and to risk to be killed later on by member of Organized Crime or not to testify and to be kept in police custody for illegally entering a country and then be sent back home, where nobody wants here and where the traffickers already wait for her, what would she choose?



The bodies of three girls who had chosen to testify in fall without proper protection of anonymity by the court were found in spring, after the melting of the snow, in the surrounding of the said court.

Shouldn't the most important question to answer for a judge be the one concerning the impact of his/her decision for a just and right system guiding our societies and ways of life? Would he/she not have to be conscious of the difference between "justice" and "right"?

*Jus est ars boni et aequi*, such the definition of the Roman jurist Celsus approximately two thousand years ago. Justice is the art of good and balance. To balance what?

What about to balance the rights and interests of offender and victim and/or a witness (and not to use a victim only as a commodity for getting evidence)? What about considering the special needs of especially vulnerable victims and witnesses, such as children? What about rendering justice to them as well?

As I have mentioned already, many seminars at IDE (and not only there, of course) have dealt with the one part of the balance, the offending child. It is high time now to deal with the other one, the child victim/witness to be able to find balanced solutions.

It really seems to be the appropriate time to do so, as the UN have provided a Model Law on the protection of child victims/witnesses, a Commentary and a Manual to assist all professionals trying to implement this new law.

A lot of questions will have to be addressed during interventions and workshops, such as

- How to protect a child victim/witness if the offender is a child as well and to consider the possibilities of restorative justice?
- How to protect a child witness, not being a victim, e.g. in cases of domestic violence not addressed to him/her?
- What has the justice system to know about the needs of and the kind of problems concerning child victims?
- What about the needs of children as witnesses?
- What about a child victim not wishing to testify?
- What about a child witness frightened already by the thought to have to stand up against the aggressor?
- What about protection in cases where Organized Crime is involved and highly qualified lawyers are protecting the interests of the adult offender?
- What about medical, psychological and other necessary assistance and its financing?

- What about defence lawyers attacking child witnesses at cross-examination and accusing them of lying when they get confused?
- What to do, if it is evident that a child witness is under the influence and dominance of a party?
- What about a notion that the testimony of a child is not as valuable as the one of an adult?
- What about redress, remuneration, compensation?
- What to do, when the accused, the convicted is set free?

As you will agree, this list is by any means not exhaustive!

But as you will agree as well, I hope, there are key experts concerned with all matters to be addressed at your disposal for discussions, debates and, as I would like to expect, for drafting agendas on implementation of this Model Law taking into consideration the different legal systems existing world wide and advancing appropriate solutions for specific problems.

I am very sure that we will achieve this important goal due to the inter-professionalism and the internationality of you, the participants, the typical actors in this working environment, set up according to the tradition of this Institute.

I wish you all the success possible and am expecting remarkable results!

Have a great time!

**ALEXANDRA SOUZA MARTINS**

Crime Prevention Expert, Division of Operations, UNODC, Vienna, Austria

Madame la Présidente,  
Ladies and Gentlemen

I am honored to open this seminar, on behalf of the United Nations Office on Drugs and Crime, together with such eminent personalities as Judge Renate Winter and Mrs Eve-Marie Dayer-Schmid and in the presence of so many high level and distinguished speakers and seminar participants.

The issue of children victims and witnesses of crime has been receiving increased national and international attention in the last years.

Millions of children throughout the world suffer harm as a result of crime and abuse of power. Yet the rights of those children have not been adequately recognized and respected, and they may suffer additional hardship when assisting in the justice process.

It is true that the participation of child victims and witnesses in the criminal justice process is necessary for effective prosecutions, in particular where the child victim may be the only witness. But it is also true that children who are victims and witnesses are particularly vulnerable and need special protection, assistance and support in order to prevent further hardship and trauma that may result from their participation in the justice process.

Indeed, a fair, effective and humane criminal justice system is a system which respects not just the fundamental rights of suspects and alleged offenders but also the rights of victims. A fair criminal justice system is a system which is based on the principle that victims should be adequately recognized and treated with respect for their dignity. Those categories of victims who are particularly vulnerable, including children, should therefore benefit from measures tailored to their specific situation.

The United Nations plays a key role in setting international standards aimed to promote justice systems that are fair, effective and humane. In particular, the UNODC is the custodian of a growing body of standards and norms in crime prevention and criminal justice that cover areas of criminal justice reform, treatment of offenders and protection of victims.

Although relevant provisions for the protection of victims are contained in various international legal instruments, and although the Convention on the Rights of the Child contains general provisions relating to children victims of abuse, it was not until 2005, with the adoption of the Guidelines on Justice in Matters

involving Child Victims and Witnesses of Crime that the international Community filled an important gap in international standards in this area.

The existence of these Guidelines is a recognition of the need to ensure that child victims and witnesses of crime receive equivalent protection in all countries. It is a legal framework that could be useful for the development of legislation, procedures, policies and practices for children who are victims of crime or witnesses in criminal proceedings.

The challenge now is to ensure the implementation of this framework, to make sure it does not remain a mere aspiration or declaration of intent.

The current seminar is the result of a fruitful collaboration between UN agencies, international NGOs, renowned international experts, and we appreciate the leading role of Mr Jean Zermatten and the Institute for the Rights of the Child. This seminar represents an opportunity for all of us together to translate into practice the Guidelines on Justice in Matters involving Child Victims and Witnesses of Crime.

We are in the process of developing a number of tools which we hope will be used by policy-makers, parliamentarians and professionals in countries all over the world, to adapt their laws, procedures, policies and practices to the needs and rights of the child victim and witness. The rights, as outlined in the Guidelines, are:

- the right to be treated with dignity and compassion;
- the right to be protected from discrimination;
- the right to be informed;
- the right to be heard and to express views and concerns;
- the right to effective assistance;
- the right to privacy;
- the right to be protected from hardship during the justice process;
- the right to safety;
- the right to reparation;
- the right to special preventive measures.

Most of these are of course also rights of all children, but in the case of child victims and witnesses the content of the right has been spelled out with regard to different stages of the justice process and particular vulnerabilities of these children. The duty-bearers are of course all traditional actors of the justice system (lawyers, police, prosecutors, judges) but also other groups of professionals (medical, psychological, social services), volunteers, NGOs and the community at large.

You will hear in the next days about the following tools that we are currently developing: a Model Law, a Handbook or Implementation Guide and an online training tool. You will also hear about national examples of good practices and implementation of the Guidelines and how the UN and other partners can help countries address the need for justice and protection of children as victims and witnesses.

To conclude, I believe that at the end of this Seminar we will have learnt tremendously from each others experience and perspective. With regard to the presentations relating to the work of UNICEF-UNODC and the International Bureau for Children Rights, I welcome you to provide us with criticism, good practices from your countries, inputs and comments, which will be very helpful for the work we are doing.

I would like to thank Justice Renate Winter and Mr Jean Zermatten for this initiative and the excellent collaboration in the preparation of this seminar and beyond. I also would like to thank all of you in advance for your contributions over the next days.

Thank you for your attention.

# **PREMIÈRE PARTIE**

## **PLANTONS LE DÉCOR**

# THE COMMITTEE ON THE RIGHTS OF THE CHILD AND CHILDREN VICTIMS AND WITNESSES OF VIOLENCE, INCLUDING CRIME

**NEVENA VUCKOVIC-SAHOVIC**

Member of the Committee on the Rights of the Child, Belgrade, Serbia

## **Résumé**

La mise en œuvre par un Etat des droits des enfants victimes et témoins de violence incluant des crimes, est une constante préoccupation du Comité des Droits de l'Enfant de l'ONU. Cette action est basée sur la CDE et le Protocole facultatif relatif à la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (OPSC). La procédure d'examen périodique du Comité insiste systématiquement sur le fait que les états assurent toutes les mesures légales, administratives, procédurales et autres, afin de protéger les enfants contre tous les types de violence, aussi bien que sur la mise sur pied de programmes de sensibilisation. Ainsi, pour l'examen périodique des Etats Parties au Protocole Facultatif, où les enfants victimes sont explicitement mentionnés, ceux-ci ont l'obligation de protéger l'intérêt supérieur de l'enfant victime, à tous les stades de la procédure judiciaire. Le but final est d'amener les Etats Parties à comprendre les besoins et les droits particuliers des enfants témoins et victimes de crimes. Dans ses Lignes Directrices aux Etats membres, le Comité de l'ONU a englobé avec succès les Lignes Directrices de l'ECOSOC (2005).

## **Zusammenfassung**

Ein stetiges Anliegen des UNO-Sonderkomitees für Kinderrechte ist die Umsetzung ebendieser Rechte für Kinder, die Opfer und –zeugen von Verbrechen wurden, durch die Staaten. Diese Tätigkeit basiert auf der CDE und dem fakultativen Protokoll bezüglich Verkauf und Prostitution von Kindern, sowie Kinderpornographie (OPSC). Das periodische Prüfverfahren des Komitees betont systematisch die Tatsache, die Staaten würden alle gesetzlichen, administrativen, prozeduralen und ggf. weiteren Schritte gewährleisten, um so die Kinder gegen jegliche Form von gewalttätigen Übergriffen zu schützen, wie auch die Schaffung von Sensibilisierungsprogrammen. So sind die Vertragsstaaten des fakultativen

Protokolls, in dem die Kinderopfer ausdrücklich erwähnt sind, verpflichtet, die übergeordneten Belange letzterer zu schützen, und zwar in jeder Phase des gerichtlichen Verfahrens. Ziel ist es schliesslich, die Vertragsstaaten dazu zu bringen, die Bedürfnisse und besonderen Rechte der Kinder zu verstehen, die Opfer oder Zeugen von Verbrechen geworden sind. In den Grundsätzen zuhanden der Mitgliederstaaten hat das UNO-Komitee die Richtlinien des ECOSOC (2005) erfolgreich miteinbezogen.

### **Resumen**

La puesta en marcha por un Estado de los derechos de los niños víctimas y testigos de violencia que incluyen los crímenes, es una constante preocupación del Comité de Derechos del Niño de la ONU. Esta acción está basada en la CDE y el Protocolo Facultativo relativo a la venta de niños, la prostitución de los niños y la pornografía que pone en escena a los niños (OPSC). El procedimiento de examen periódico del Comité insiste sistemáticamente sobre el hecho de que los estados aseguran todas las medidas legales, administrativas, procesales y otras, a fin de proteger a los niños contra todos los tipos de violencia, al igual que sobre la puesta en marcha de programas de sensibilización. De esta manera, gracias al examen periódico de Estados Partes al Protocolo Facultativo, en el que los niños están expresamente mencionados, estos tienen la obligación de proteger el interés superior del niño víctima, en todos los estados del procedimiento judicial. El objetivo final es llevar los Estados Partes a comprender las necesidades y los derechos particulares de los niños testigos y víctimas de crímenes. En estas Líneas Directrices de los Estados miembros, el Comité de la ONU ha englobado con éxito las Líneas Directrices del ECOSOC (2005).

### **Summary**

A State's performance towards the rights of victims and witnesses of violence including crimes is a constant preoccupation of the UN Committee on the Rights of the Child. This action is based on the CRC and the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Sale of Children, Child prostitution and Child Pornography (OPSC). The process of periodic review of the CRC, systematically insists that states ensure all legal, administrative, procedural and other measures to protect children from falling victims of violence of any kind, as well as awareness-raising programmes. As for the periodic review of States parties to the OPSC, where child witnesses are mentioned explicitly, they are obliged to protect the best interest of the child victim, in all phases of the criminal proceedings. The final goal is to bring States Parties to understand the special needs and rights of child witnesses and victims of crime. In its reporting



Guidelines to member States, the UN Committee has successfully encompassed the ECOCOC Guidelines (2005).

\* \* \*

## INTRODUCTION

The general aim of the international human rights system is that the rights set forth are fully exercised. Whenever a person's human right is denied or not provided for, he/she becomes a victim of violation of rights. In a broad sense, victims of crimes are victim of violation of rights and witnesses may easily fall into this category. The overall goal of the work of the Committee on the Rights of the Child (hereinafter: *the Committee*) is to make sure that the Convention on the Rights of the Child (hereinafter: *the CRC*) is implemented in all areas covered by this instrument. That includes making sure that all measures are taken within each State Party to enable realization of rights, prevent violation of rights by all means and protect victims of any such violation.

As set forth in the Article 43 of the CRC, for

“the purpose of examining the progress made by States Parties in achieving the realization of the obligations undertaken in the present Convention, there shall be established a Committee on the Rights of the Child, which shall carry out the functions hereinafter provided.”

The Committee consists of 18 experts of recognized competence in the area of the rights of the child, and it is those members, in support of the Office of the High Commissioner of Human Rights and many other organizations and individuals, that work hard to make sure the States Parties would make the rights of the Convention a reality for all its children. The Committee works in three Sessions a year, reviews the States Parties' reports on the implementation of the CRC and adopts for each a set of recommendations called the Concluding Observations. Given the fact that 193 States are parties to this international treaty, it is expected that the CRC would work for all children around the World. In reality, that goal is still distant and that is particularly due to the enormous scope of violence to which millions of children, in all parts of the world are daily exposed to.

A State's performance towards the rights of victims and witnesses of violence including crimes is a constant preoccupation of the Committee. In all its activities, such as review of the State's reports on the implementation of the CRC, adoption of interpretative documents – the General Comments, regional workshops or visits to the States, the Committee is eager to see progress achieved in the protection of rights of children victims and witnesses of crime.

Each crime is violent in its nature. Violence against children can in its worst forms amount to crime. Children are especially vulnerable and often fall victims of violence and crimes. Exploitation of children such as sexual, labour, use of narcotics and psychotropic substances, recruitment of children for participation in

armed conflicts, use of children for criminal activities, abuse for purposes of adoption, for medical or scientific purposes or social exploitation, makes millions of children victims of such criminal acts. The methods used, such as trafficking or sale of children is clearly criminal in its nature and international law requires adequate criminal prosecution of perpetrators.

Numerous activities of international governmental and non-governmental organizations, Governments and individuals are directed at awareness raising, improvement of international standards and national laws and successful protection of children victims of violence. The world movements against all forms of violence, in particular exploitation of children in armed conflicts, sexual exploitation and child labour, contribute a lot to a better and more successful work of the Committee on the issues of treatment of children victims and witnesses of crimes. The aim of this text is to describe the Committee's work on the issue of violence, exploitation, and in particular on the promotion of the treatment of children victims and witnesses of crimes.

## **I. THE COMMITTEE AND VIOLENCE AGAINST CHILDREN**

From its early days, the Committee paid due attention to the issue of violence against children. The CRC's Article 19 defines violence as

“all forms of physical or mental violence, injury or abuse, neglect or negligent treatment, maltreatment or exploitation, including sexual abuse, while in the care of parent(s), legal guardian(s) or any other person who has the care of the child.”

Further, it requires that the States parties to this Treaty to take all appropriate legislative, administrative, social and educational measures to protect the child from all forms of violence, including as appropriate,

“effective procedures for the establishment of social programmes to provide necessary support for the child and for those who have the care of the child, as well as for other forms of prevention and for identification, reporting, referral, investigation, treatment and follow-up of instances of child maltreatment described heretofore, and, as appropriate, for judicial involvement.”

Inspired by the need for a broader interpretation of the Article 19 of the CRC, and taking into account a holistic approach to child rights, the Committee devoted 3 of its General Discussion Days to the issue of violence: Economic exploitation<sup>1993</sup>, State violence against children in 2000 and Violence against children within the family and in school in 2001.

Still, the Committee experienced nothing but growing concern for children falling, day after day, victims of violence. More needed to be done. In order to address the issue of violence, the Committee initiated in 2002 a process of drafting a UN Study on Violence, which became a reality when the Secretary General of the UN appointed Mr Sergio Pinheiro as an individual expert and tasked him with carrying out a study and drafting a report<sup>1</sup>. He produced the Report, based on the in-depth study which provides a global picture of violence against children and proposes recommendations to prevent and respond to this issue. It provides information on the incidence of various types of violence against children within the family, schools, alternative care institutions and detention facilities, places where children work and communities. The Study finds that violence against children is a global problem. Among numerous recommendations, one is particularly relevant to victims; the States are required

“to provide accessible, child-sensitive and universal health and social services, including pre-hospital and emergency care, legal assistance to children and, where appropriate, their families when violence is detected or disclosed. Health, criminal justice and social service systems should be designed to meet the special needs of children<sup>2</sup>. The complementary World Report on Violence against Children notes: The impact of violence can stay with its victims throughout their lifetime. Early access to quality support services can help to mitigate the impact of the event on the victim, including preventing longer term consequences such as becoming a perpetrator of violence.”<sup>3</sup>

In follow up to all the said activities, including its on-going monitoring of the Convention's implementation, the Committee not only remained active in promotion of all measures leading to fight against all forms of violence against children, but became more focused on children who are victims and witnesses of violence. The Committee owes it in particular to the entry into force of the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Sale of Children, Child prostitution and Child Pornography. More than the Convention, this Treaty focuses on children who are victims and witnesses of violence. Further, this international instrument contains a clear demand that the States Parties move on from vague definitions of violent acts and introduce precise definitions of now criminal acts against children.

---

<sup>1</sup> General Assembly resolution 57/90 of 2002

<sup>2</sup> UN Doc: A/61/299, 2006; Paragraph 102

<sup>3</sup> Sérgio Pinheiro, Paulo, *World Report on Violence against Children*, United Nations, Geneva, 2006, p. 337

## II. THE COMMITTEE AND CHILD VICTIMS AND WITNESSES OF VIOLENCE, INCLUDING CRIME

### 1. *Convention on the Rights of the Child*

In its work on children victims and witnesses of violence, including crime, the Committee primarily works with the two treaties: the CRC and the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Sale of Children, Child prostitution and Child Pornography (hereinafter: the OPSC). The Committee refers often and attaches a great importance to other relevant international treaties, in particular the Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, supplementing the United Nations Convention against Transnational Organized Crime. The Committee also reaches in almost all of its Concluding Observations for several other international documents, such as Beijing Rules or ECOSOC Guidelines on Justice in Matters Involving Child Victims and Witnesses of Crime.

Article 39 of the Convention is especially devoted to children victims:

“States Parties shall take all appropriate measures to promote physical and psychological recovery and social reintegration of a child victim of: any form of neglect, exploitation, or abuse; torture or any other form of cruel, inhuman or degrading treatment or punishment; or armed conflicts. Such recovery and reintegration shall take place in an environment which fosters the health, self-respect and dignity of the child.”

The article provides that recovery and reintegration must take place in an environment that fosters the health, self-respect and dignity of the child. The holistic approach to the rights of the child becomes crucial in this issue. The general principles of the Convention on the Rights of the Child require that measures

“to promote physical and psychological recovery and social reintegration of a child victim”

must be available without discrimination to all child victims; the best interests of the child must be a primary consideration; the maximum survival and development of the child must be ensured; and the views of the child should be respected. Other rights in the Convention, namely Article 19: protection from all forms of violence, Article 22: refugee children, Article 32: child labour, Article 33: drug abuse, Article 34: sexual exploitation, Article 35: sale, trafficking and abduction, Article 36: other forms of exploitation, Article 37: torture or any other

cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, Article 38: armed conflict, Article 40: juvenile justice are closely related and their exercise necessary for the victim's recovery and social integration.

In search through the rich corpus of the Committee's Concluding Observations, there is virtually no set of respective recommendation that does not refer to children victims of violence, their treatment and measures taken in the process of recovery and reintegration. Also, recommendations frequently encourage States Parties to introduce all legal, administrative, procedural and other measures to protect children from falling victims of violence of any kind. Further, the Committee refers often to awareness raising efforts that include training of professionals, parents and children as well as dissemination of relevant information.

In Concluding Observations on States Parties' reports, the Committee has frequently grouped article 39 with the Convention's provisions on torture, inhuman or degrading treatment or punishments (Article 37) as well as to children who are alleged as, accused of, or recognized as having infringed the penal law (40). Article 40(1) requires that all children who come within the scope of the juvenile justice system must be treated in a manner consistent with

“promoting the child's reintegration and the child's assuming a constructive role in society.”

Interestingly, the CRC's provisions, including those in Article 40, do not refer explicitly to children victims of crime or criminal offences. Children remain victims of acts listed in Article 39, and the CRC's provisions appear neutral to possible criminal nature of such acts. For example, the Committee found on numerous occasions that children who are alleged as, accused of, or recognized as having infringed the penal law, fall victims of violence in the course of criminal proceedings and have recommended that the States Parties take adequate measures to prevent such abuse of children. On top of that, the Committee frequently found that children have fell victims of the acts that were either not prohibited by national or international law at the time the alleged offences happened (children who beg, run away from home, involve into prostitution).

Thus, in spite of a lack of clear definitions in the CRC of children victims of violence and crimes, the Committee recognized the need to raise those issues in its Concluding Observations. To make it more clear for the States Parties, the Committee in its *Guidelines for Periodic Reports (Revised 2005)* requests data on rehabilitation measures available to child victims across a range of issues, asking States to provide it with the number of information regarding, for example, children who receive medical and/or psychological treatment as a consequence of

armed conflict; participate in juvenile justice programmes of special rehabilitation; are employed in the worst forms of child labour and have access to recovery and reintegration assistance, including free basic education and/or vocational training; receive treatment assistance and recovery services as a result of substance abuse, have access to rehabilitation programmes having been involved in sexual exploitation including prostitution, pornography and trafficking. Actually, the Committee uses very often a standard formulation in its recommendations:

“(The State should) ensure, through adequate legal provisions and regulations, that all children victims and or witnesses of crimes e.g. child victims of abuse, domestic violence, sexual and economic exploitation, abduction and trafficking, and witnesses of such crimes, are provided with protection required by CRC.”<sup>4</sup>

Such broad recommendation may be difficult to implement in its entirety and some States parties expressed wish for a more specific, targeted recommendation.

A thorough research through the Committee’s Concluding Observations is the best source of information regarding its involvement with the issue of child victims of violence, all within the scope of the CRC’s provisions. Such research is made easy through useful electronic tools<sup>5</sup> or relevant research literature<sup>6</sup>.

## ***2. Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Sale of Children, Child prostitution and Child Pornography***

The Committee’s work on child victims and witnesses of crime gained weight with the adoption and entry into force of the OPSC. That is due to several reasons. Firstly, the States Parties clearly agreed on the need to broaden the existing international law dealing with exploitation of children and the sale. Secondly, they agreed on the definitions of the crimes of prostitution, pornography and sale, making it clear that such acts should be part of national criminal laws; perpetrators punished and proceeds confiscated. Thirdly the States Parties agreed on the issues of extradition, jurisdiction, international cooperation and prevention. Finally, they made a list of measures that the States Parties should undertake to protect the rights of child victims of the offences prohibited in the OPSC. For the first time in

---

<sup>4</sup> [Paragraph\(s\) 9 CRC/C/CHL/CO/3 \(CRC, 2007\)](#), [Paragraph\(s\) 9 CRC/C/SUR/CO/2 \(CRC, 2007\)](#), [Paragraph\(s\) 11 CRC/C/KAZ/CO/3 \(CRC, 2007\)](#), [Paragraph\(s\) 10 CRC/C/SVK/CO/2 \(CRC, 2007\)](#) and many more.

<sup>5</sup> [www.universalhumanrightsindex.org](http://www.universalhumanrightsindex.org)

<sup>6</sup> *Implementation Handbook for the Convention on the Rights of the Child*, Fully revised third edition, prepared for UNICEF by Rachel Hodgkin and Peter Newell, United Nations Children’s Fund 2007

international law on children, in Article 8 (1(a)) of the OPSC, the States parties are required to recognize special needs and vulnerability of child victims *including their special needs as witnesses*.

In the remaining provisions of the Article 8 and Article 9 (3, 4) the State Party is obliged to undertake legislative, judicial and administrative measures to protect the best interest of the child victim of the acts prohibited by the Protocol. The protection has to be ensured in all phases of the criminal proceedings with the utmost respect of the principles of fairness and impartiality. Besides this, the state has to respect other principles, such as adopting procedures in light of the vulnerability of the participating child, informing the child about his or her rights and all facts relevant to the proceeding, allowing the views, needs and concerns of the child victim to be presented and considered in the proceedings, protection of the privacy and identity of the child, protection of the security of the child and his or her family, avoiding unnecessary delay in the proceedings and in the execution of decisions. Furthermore, the State Party has to ensure that the child victim realises his or her right to compensation for the harm endured, as well as adequate assistance in social reintegration and physical and psychological rehabilitation.

Even though the Protocol does not explicitly guarantee that a child perpetrator of illegal acts is granted immunity from prosecution, the Committee on the Rights of the Child is of the view that the child should always be considered as a victim. However, even when the child is criminally responsible for offences listed in the Protocol, the Committee expects that the State Party elaborates on every measure that relates to child offenders, and expects protection in accordance with the provisions of the Convention on the Rights of the Child. A paradox exists in reality, as there are situations where both the offender and the victim are children. Also one single child can, at the same time, be an offender and a victim (children recruited to commit criminal acts). Therefore, if the child victim is criminally prosecuted as an offender (in accordance with the domestic law), it must be in accordance with international juvenile justice standards<sup>7</sup>.

The Committee overwhelmingly embraced the new Protocol and looked forward towards the first States Parties' reports on the implementation of this Treaty. While reports poured in, the Committee improved the Guidelines for the reporting, introducing, among other, guidance for the States parties on the issue of

---

<sup>7</sup> Vučković Šahović, Nevena: Brief Guide on Child Exploitation, with special reference to the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Sale of Children, Child prostitution and Child Pornography, Save the Children Norway, Sarajevo, 2006



victims and witnesses<sup>8</sup>. It devoted the Guidelines' chapter VI to the protection of the rights of victims, namely requesting that:

“Reports should contain information on the measures adopted by the State party to implement article 8 of the Protocol with a view to ensure that the rights and best interests of children who have been the victims of the practices prohibited under the present Protocol are fully recognized, respected and protected at all stages of criminal investigations and proceedings which concern them. States also may wish to describe any efforts made to implement the Guidelines on Justice in Matters involving Child Victims and Witnesses of Crime adopted by the Economic and Social Council in 2005. Further: Reports should describe the law, policy and practice throughout the territory of the State party regarding the investigation of the offences referred to by the Protocol, in cases in which the victim appears to be below the age of 18 but his or her actual age is unknown and that reports should describe any rules, regulations, guidelines or instructions that have been adopted by relevant authorities in order to ensure that the best interests of the child are a primary consideration in the treatment afforded by the criminal justice system to children who are victims of any of the offences described in the present Protocol.”

#### Further guidelines on child victims envisage that

“reports should indicate which provisions of the existing laws, procedures and policies are meant to ensure that the best interests of child victims of such offences are adequately identified and taken into account in criminal investigations and proceedings and, if not, what steps it considers necessary or plans to take to improve compliance with article 8, paragraph 3, of the Protocol, that reports should indicate what measures are taken to ensure legal, psychological or other training for those who work with victims of the offences prohibited in this Protocol, whether measures in place that provide the agencies, organizations, networks and individuals with the conditions necessary to carry out their work without fear of interference or reprisals and, if not, what measures are planned or considered necessary to ensure compliance with article 8, paragraph 5, of the Protocol. Reports should describe any special safeguards or compensatory measures that have been introduced or strengthened in order to ensure that measures designed to protect the rights of child victims of the offences referred to by this Protocol do not have any undue impact on the rights of accused persons to a fair and impartial trial. Reports should describe existing public and private programmes that provide child victims of sale, prostitution and pornography with assistance in social reintegration, paying special attention to family reunification, and physical and psychological recovery. Reports should also describe the measures taken by the State party to help the child recover his or her identity, when the exploitation to which the child has been exposed has adversely affected any elements of his or her identity, such as name, nationality and family ties (see annex). Information contained in

---

<sup>8</sup> Revised Guidelines regarding initial reports to be submitted by states parties under article 12, paragraph 1, of the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Sale of Children, Child Prostitution and Child Pornography CRC/C/OPSC/2, 2006

reports concerning assistance in social reintegration, physical and psychological recovery and the recovery of identity should indicate any differences between the assistance provided to children who are nationals or presumed to be nationals of the State party and those who are not nationals, or whose nationality is unknown. Reports should contain information on existing remedies and procedures that may be used by child victims of sale, prostitution or pornography to seek compensation for damages from those legally responsible.”

This long quotation was introduced to show how the Committee went far beyond the wording of the relevant OPSC’s provisions, in order to try and make it easier for the States Parties to understand the special needs and rights of child witnesses and victims of crime. And more than that, there is an Annex to these Guidelines which provides explanations in even greater detail.

The Committee’s Guidelines even encompass the important ECOSOC document, whose adoption made significant difference in the Committee’s work on the OPSC. It is in 2005 that the United Nations Economic and Social Council adopted the Guidelines on Justice in Matters Involving Child Victims and Witnesses of Crime<sup>9</sup>. The Guidelines add to the OPSC some new requirements and reinforce some already contained in the OPSC, namely asking that child victims involved in criminal or judicial procedures against alleged abusers are treated with dignity and compassion, protected from discrimination, hardship or danger to themselves and offered reparation.

After the ECOSOC Guidelines were adopted, the Committee was confident that significant international law that applies to child victims and witnesses of crimes, could be found there. It was immediately reflected in the Committee’s Concluding observations. Searching through those documents, an enhanced attention on child victims and witnesses of crimes becomes obvious as of 2005. Before that year, the Committee made mainly reference to victims in sense of exploitation or abuse or torture. The search tool points to no set of Concluding Observations adopted before 2000 (the year OPSC was adopted) mentioning children victims and witnesses of crime, meaning that it probably was not subject of concern of neither NGOs, not Governments or international organizations, and therefore not subject of discussion with States Parties.

The Committee so far received 47 Reports on the implementation of the OPSC and adopted more than 30 sets of Concluding Observations. In all of them, the Committee recommended that the Guidelines on Justice in matters Involving Child Victims and Witnesses of Crime are taken fully into account. Again, the

---

<sup>9</sup> ECOSOC Resolution 2005/20

Committee uses the standard form. Given the richness of the provisions of those guidelines, the Committee did not at first adopt specific enough recommendations, such as it did on several occasions before they were adopted. In its recommendations to Seychelles the Committee recommended that the State Party

“ease burden on child witnesses and victims by minimizing delays and postponements, ensuring their right to privacy and providing training for staff on how to work with these victims and witnesses in a child-sensitive manner.”<sup>10</sup>

The Committee is more specific in its observations and on occasions commends the State that

“measures taken with the amendment of the criminal law and procedure to protect the rights and interests of child victims and witnesses in the criminal justice process<sup>11</sup> or raises concerns that while Code of Criminal Procedure contains special provisions relating to the interrogation of witnesses under 15 years of age, juvenile witnesses between age of 15 and 18 do not seem to have such protection.”<sup>12</sup>

The good example of useful observations is also regarding Andorra, where the Committee welcomed

“information on Protocol of 10 June 2001 on children at risk which, inter alia, contains recommendations for protection of children victims of sexual abuse (including child prostitution and pornography) who are involved in criminal procedures as witnesses”

and the

“fact that these recommendations are supported by judiciary and other relevant professional groups but expressed concern that criminal procedure law does not contain specific provisions to protect child victim of sexual abuse or exploitation involved in criminal procedures as victim.”<sup>13</sup>

Regarding more specific recommendations, there are some good examples such as one to Kazakhstan, that the State party should

---

<sup>10</sup> Paragraph(s) 35, CRC/C/15/ADD.189 (CRC, 2002)

<sup>11</sup> Paragraph(s) 29, CRC/C/OPSC/CHL/CO/1 (CRC, 2008)

<sup>12</sup> Paragraph(s) 38, CRC/C/SVK/CO/2 (CRC, 2007)

<sup>13</sup> Paragraph(s) 18, CRC/C/OPSC/AND/CO/1 (CRC, 2006)

“undertake necessary legislative amendments in order to bring national law into full compliance with art 8 OP-CRC-SC paying special attention to right of child victim to present his/her views, needs and concerns in criminal procedure against alleged perpetrator, to be appropriately supported throughout process and to have his privacy and identity fully respected and protected”

and that the State should be

“guided in this respect by United Nations Guidelines on Justice in Matters involving Child Victims and Witnesses of Crime.”<sup>14</sup>

## CONCLUSIONS

Reporting to the Committee on the Rights of the Child is not an aim in itself. The States Parties should be encouraged to raise the standards and enable such laws and practices that would make child rights reality in all situations. That in particular applies to children who are in such difficult circumstances as being victims or witnesses of violence, including crimes. Therefore, the aim of the Committee is to, in cooperation of other state and non-state actors, encourage and support introduction and implementation of the highest standards in this area.

Broader Committee’s work on the issue of child victims and witnesses of violence, and crimes includes promotion of international standards, mainly through participation in discussions, publication, training and education. The Committee also considers organizing a Day of General Discussion with the topic of children victims and witnesses of crime, as well as adoption of a general comment on this issue. It is very crucial that the States, including all stakeholders, such as governments, judiciary, independent human rights bodies, civil society organizations and professional working with children are fully informed and their capacity built to successfully implement standards on children victims and witnesses of crimes.

The Committee is also committed to strive and develop its working methods, including related improvement and better targeting of its Concluding Observations, as well as to pursue even closer cooperation in this matter with other human rights treaty bodies and international, regional and national judiciary and monitoring mechanisms. At present, the issue of children victims and witnesses of violence

---

<sup>14</sup> Paragraph(s) 20, CRC/C/OPSC/KAZ/CO/1 (CRC, 2006)

including crime is permanently on the agenda of the Committee's work and it becomes more and more evident that the issue becomes an important and unavoidable agenda for the States parties to the CRC and OPSC.

# LES LIGNES DIRECTRICES DE L'ECOSOC : GUIDELINES ON JUSTICE IN MATTERS INVOLVING CHILD VICTIM AND WITNESS OF CRIME (2005) ET LE PROJET D'APPLICATION DES LIGNES DIRECTRICES (PROJET GLO/S61)

**JEAN-PIERRE ROSENCZVEIG**

Juge, Président du Conseil d'administration du Bureau International des Droits des Enfants (BIDE), Bobigny, France

## **Résumé**

L'auteur présente la genèse des Lignes Directrices ECOSOC, issues d'un travail développé en 2001 par le BIDE (Bureau International des Droits des Enfants), depuis leur conception jusqu'à leur adoption in extenso en 2005. Rappelant qu'elles sont le fruit d'une réflexion pluridisciplinaire, il insiste sur la nécessité de passer des recommandations à des développements concrets. Les défaillances de l'institution policière et de la justice sont mises en évidence, en référence notamment à « l'affaire d'Outreau ». Témoin privilégié du sort des enfants victimes ou témoins d'actes criminels, en sa qualité de Président du Tribunal pour enfants de Bobigny, il évoque le rôle de la victime et son triple handicap. L'évolution historique qui a substitué la puissance publique de l'Etat à la justice privée, inclut pour l'enfant un risque de dépossession de son procès. En conclusion, l'auteur soulève les efforts à mener afin de poursuivre la mise en œuvre de fait de ces « conquêtes juridiques ».

## **Zusammenfassung**

Der Referent stellt die Entstehung der ECOSOC-Richtlinien, von ihrer Konzeption bis zu ihrer Verabschiedung ‚in extenso‘ im Jahre 2005, dar. Diese wurden 2001 von einer Arbeitsgruppe des IBCR (Bureau für die Rechte des Kindes) entwickelt und erarbeitet. Er weist darauf hin, dass sie das Resultat pluridisziplinärer Überlegungen sind und betont die Notwendigkeit, Empfehlungen

in konkreten Entwicklungsschritten auch in die Tat umzusetzen. Er weist in seinem Referat Fehlleistungen, resp. Ohnmacht von Polizei und Justiz nach, bezugnehmend auf die «Affäre d'Outreau». In seiner Funktion als Präsident des Gerichtshofes für Kinder/Jugendliche in Bobigny, kennt er das Schicksal von Kindern als Opfer und Zeugen krimineller Handlungen sehr gut und erinnert die Rolle des Opfers und dessen Dreifach-Handicap. Die historische Entwicklung, durch die die öffentliche Macht des Staates durchs Privatrecht kompromittiert wird, erschwert es dem Kind, seinen Anspruch auf einen gerechten Prozess geltend zu machen. Folglich, so der Referent, müssten die laufenden Bemühungen um ein kindergerechtes Rechtssystem aufrechterhalten werden.

### **Resumen**

El autor presenta la génesis de las Líneas Directrices ECOSOC, nacidas de un trabajo desarrollado en 2001 por la BIDE (Departamento Internacional de los Derechos del Niño), desde su concepción hasta su íntegra adopción en 2005. Recordando que éstas son el fruto de una reflexión pluridisciplinaria, el autor insiste sobre la necesidad de pasar de las recomendaciones a desarrollos concretos. Los fallos de la Institución policial y de la justicia, se ponen de manifiesto, en relación en particular al “Asunto de Outreau”. Testigo privilegiado de la suerte de los niños víctimas o testigos de actos criminales, en su cualidad de Presidente del Tribunal para niños de Bobigny, el autor evoca el papel de la víctima y su triple handicap. La evolución histórica que ha substituido al poder público del Estado a la justicia privada, incluye para el niño un riesgo de desposesión de su proceso. En conclusión, el autor revela los esfuerzos que hay que realizar a fin de conseguir la puesta en marcha de hecho de estas “conquistas jurídicas”.

### **Summary**

The author expounds the genesis of the ECOSOC Guidelines, outcome of an action conducted since 2001 by ICBR (International Bureau for Children's Rights), from their conception to their in extensor adoption in 2005. Reminding those guidelines are the fruit of inter-disciplinary reflection, he insists on the need to turn recommendations into concrete developments. The flaws of police and justice institutions are best illustrated by the “Outreau case”. First hand witness of the plight of children victims or witnesses of crime, in his quality of President of the Bobigny Minor Court, he evokes the victim's position and the three-fold challenges related to it. The historical evolution that has substituted State public power to private justice, includes for any child the risk of being dispossessed of his/her law suit. As a conclusion, the author points out the efforts to sustain in order to implement what he phrases as “legal conquests”.

\* \* \*



Mesdames, Messieurs,

J'ai trois bonnes raisons de me réjouir d'être parmi vous aujourd'hui.

D'abord, comme militant en action depuis 35 ans je me devais, un jour, de faire mon pèlerinage à Sion, tenue pour être La Mecque des droits humains de l'enfant. Je remercie Jean Zermatten de m'avoir offert cette opportunité de faire de moi un militant majeur. Il fallait bien que cela arrive. J'attendais une opportunité. Elle s'est présentée; je ne pouvais pas la laisser passer.

Ensuite, comme président du Conseil d'administration du Bureau International des Droits des Enfants je ne peux que me réjouir de ce séminaire consacré aux Lignes directrices sur les enfants victimes et témoins d'actes criminels adoptées par l'ECOSOC en 2005.

Vous savez combien le Bureau est attaché à ce « bébé » qui a maintenant trois ans. Il n'est pas inintéressant de rappeler comment ce texte de référence a été conçu, dans quel contexte et par qui avant de s'interroger sur la manière dont ce bel enfant peut désormais vivre et prospérer dans les années à venir avec l'aide de tous ceux qui se sont penchés autour de lui ces dernières années. Nous avons une coresponsabilité à exercer.

Ce rappel peut aussi être rassurant pour les nombreux jeunes gens qui sont dans cette salle et qui pourraient s'interroger sur l'intérêt de militer pour les droits humains et d'y passer des jours, des nuits, sinon des années de sa vie. L'histoire positive des Lignes directrices peut leur fournir l'indispensable inspiration pour nourrir leur fibre militante. Il n'est pas nécessaire d'être des millions pour déplacer les montagnes. C'est en effet l'histoire de quelques personnes - une demi-douzaine - qui ont eu une bonne intuition au point d'en faire rapidement, en moins de 5 ans, une « norme internationale ».

Si je puis me permettre cette image je dirai que si l'ECOSOC est la mère de ces Lignes directrices, le Bureau revendique sans contestation d'ailleurs d'en être le père procréateur.

L'histoire de la conception d'un enfant n'est jamais neutre.

En l'espèce les Lignes directrices sont issues d'un travail développé en 2001 par le Bureau dans la foulée des travaux du Tribunal International des droits de l'enfant constitués par cette organisation, créé en 1994 par Bernard Kouchner et Madame la juge Ruffo, magistrat des enfants au Québec à laquelle j'ai l'honneur d'avoir succédé comme président depuis maintenant 10 ans.

Le Tribunal était un projet passionnant, certainement trop difficile à porter techniquement et même difficilement compréhensible sur le plan conceptuel par les politiques alors qu'en vérité, un peu à l'image du tribunal Russel sur le Vietnam il s'agissait, non pas de juger des hommes, mais de traiter une cause. La dernière session portait sur l'exploitation sexuelle des enfants.

Comme le rappelait Jean Zermatten ce matin : la prise de conscience de l'exploitation sexuelle des enfants est somme toute récente. Le travail sur la CDE, indépendamment d'affaires gravissimes comme l'affaire Dutroux, y a contribué. Stockholm, qui tire ses origines des constats déjà faits et non pas de l'affaire Dutroux, a donc été un grand moment dans l'histoire de la prise de conscience générale. Dans ce contexte les conclusions du Tribunal ont renforcé la conviction du Bureau.

Quand on y regarde bien, l'histoire de cette prise de conscience est récente. Qu'est ce que vingt ans au regard de l'histoire de l'humanité ?

L'une des recommandations adoptées par le Tribunal en 2001 était d'élaborer des lignes directrices de comportement à utiliser dans le domaine de la justice à l'égard des enfants victimes mais aussi témoins d'actes criminels.

Le Bureau laissant de côté la démarche du Tribunal a donc mis une grande partie de son énergie à l'élaboration de ces Lignes.

Une réflexion pluridisciplinaire a été lancée, animée fondamentalement par Me Jean-François Noël, directeur général du Bureau et techniquement par Me Anne Saris, notre collaboratrice de l'époque, devenue depuis professeure de droit à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

En 2003 ce travail a été bouclé et Jean-François Noël dont je dois saluer l'intelligence stratégique et la volonté a su manœuvrer pour amener l'ECOSOC à faire sienne ces Lignes; il a pu compter sur le soutien expérimenté de Mme l'ambassadrice Khatib, membre du Comité des droits de l'enfant et membre du Conseil d'administration du BIDE. Je dois ici affirmer que le gouvernement canadien (dont le Ministère de la Justice du Canada) qui globalement cautionne la démarche du Bureau, a été d'un appui essentiel dans cette démarche de conviction autant diplomatique que technique.

En vérité, notre surprise a été qu'en 2005, soit moins de deux ans après nos premiers contacts, donc plus vite que nous ne l'avions prévu, les Lignes directrices ont été adoptées in extenso comme cela a déjà été rappelé ce matin par l'ECOSOC.

L'enjeu est donc désormais de passer de ces belles recommandations, dont il a été dit, il y a quelques minutes, qu'elles n'avaient pas force contraignante, à des développements sonnants et réverbérants sur le terrain.

Si avec l'ECOSOC les Lignes directrices ont une belle-mère, elles ont toujours besoin de leur père.

Le Bureau a déjà apporté sa contribution au document de vulgarisation destiné aux enfants.

Dans quelques instants, Me Cyril Laucci, ancien collaborateur du BIDE, vous présentera la deuxième étape dans la mise en œuvre des Lignes directrices qu'est la loi modèle pour son application rédigée par Mme la Juge Winter.

En tout cas le Bureau se réjouit bien évidemment d'avoir pu contribuer à l'adoption de ces Lignes directrices et de la dynamique qui se développe depuis.

Nous piaffons tous d'impatience pour que la loi modèle soit adoptée et largement popularisée; nous attendons avec impatience que le guide pour les enfants soit largement diffusé, nous voulons surtout que sur le terrain les choses évoluent positivement.

Responsable, le Bureau reste disponible et mobilisable sur cette démarche qui lui tient toujours à cœur.

Dans le travail sur les profils nationaux qui présentent l'application de la CDE, que nous développons présentement dans la région des Grands lacs en Afrique ou sur les onze pays en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, nous entendons faire en sorte que les Lignes directrices soient la référence.

En troisième lieu, comme professionnel, j'ai encore une bonne raison de me réjouir de l'initiative prise par l'IDE et je veux prolonger à ce titre la réflexion sur les Lignes directrices pour montrer combien elles seront indispensables sur le terrain

Président à Bobigny du plus gros tribunal pour enfants de France je peux témoigner combien le sort fait par la justice aux enfants victimes ou témoins d'actes criminels est encore contestable, dans un pays qui se veut une référence en matière des droits de l'Homme comme la France.

Beaucoup parmi vous ont en tête l'affaire d'Outreau<sup>1</sup> où la parole des enfants a été singulièrement remise en cause parce que certains des enfants violentés ont ponctuellement menti. On sait qu'aujourd'hui devant les cours d'assises cette voix est plus dure que jamais à faire entendre.

En vérité on leur a facilement fait un faux procès oubliant que ces enfants étaient des victimes et qu'ils avaient été violés par leurs parents et des proches de ceux-ci. Ces enfants ont pu adopter par mimétisme et loyauté la ligne de défense de leurs parents, mais la faute dans l'interprétation de leurs propos revient aux policiers et magistrats sinon, aux experts qui n'ont pas su les comprendre. On voit bien dans cette affaire combien a cruellement manqué une enquête d'environnement qui aurait pu faire prendre conscience rapidement aux enquêteurs que certains des accusés ne pouvaient pas être coupables.

En d'autres termes à Outreau les défaillances de l'institution policière et de la justice ont été mises sur dos des enfants.

Le professionnel que je suis peut témoigner que les enfants victimes ou témoins de faits criminels souffrent encore malgré d'incontestables progrès d'un triple handicap.

D'abord comme enfants, par principe, leur parole est contestée. Même si l'on avance couramment que la vérité sort de la bouche des enfants, l'enfant, par définition est censé être dépourvu de discernement et ne serait donc pas crédible.

On se trompe bien sûr; d'autant qu'on généralise. J'ai reçu beaucoup de très jeunes enfants où, sans que je les interroge un instant, leurs comportement non verbal a trahi leur détresse, tel que le cas de cette enfant de 5 ans qui tentait de réunir physiquement ses parents séparés en s'asseyant sur les deux accoudoirs de leurs fauteuils qu'elle avait rapprochés.

Il a plus d'un désavantage à être victime. Or, on sait que dans nos systèmes de justice où la puissance publique de l'Etat s'est substituée aujourd'hui à la justice privée, les victimes sont dépossédées du procès. On a besoin d'elles pour faire preuve de l'infraction, même pas nécessairement pour porter plainte. Une fois leur témoignage donné sur les faits elles sont renvoyées à être des spectateurs du procès. Tout au plus, pour gagner du temps et éviter une nouvelle instance judiciaire, leur demandera-t-on si elles entendent demander des dommages et intérêts; certes il ne serait pas bon que le procès pénal se fasse autour de la victime. Ni qu'elle soit le pilote du procès : c'est le garant de la loi commune - le procureur - qui doit porter l'accusation au nom de l'intérêt général. On sait que la tendance est, même aujourd'hui, à conditionner les évolutions de mise en œuvre de la peine aux attentes de la victime. On va sûrement trop loin dans l'autre sens. Mais de là à la déposséder et à la bâillonner, il y a une marge.

Troisième tare de la victime : être souvent de sexe féminin même si en matière d'infractions sexuelle nombre de garçons sont souvent concernés. Je n'insisterai pas sur ce point.

Le cumul de ces trois handicaps est fréquent et peut être fatal

Ajoutons que l'auteur est souvent lui-même un enfant. Il appelle à encore plus d'intérêt de la part de l'institution judiciaire qu'il est jeune.

En France nous venons de loin même si depuis les années 90, nous évoluons positivement. Je veux donc attester de ce que pour un pays comme la France les Lignes directrices peuvent contribuer à l'adaptation du droit procédural des mineurs.

La loi du 17 juin 1998, pour excellente, doit être complétée et mieux mise en œuvre qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Des efforts bien évidemment ont été développés pour former les policiers et les gendarmes aux techniques d'audition des enfants victimes ou témoins. Certains policiers tiennent même un discours passionnant sur les droits de la victime retenue plus comme une personne que comme une victime.

Des guides méthodologiques ont été élaborés par le ministère de la justice.

Mais on reste loin du compte et j'attends que la dynamique lancée atteigne notre pays. J'ai pu faire le test auprès de ceux qui nous gouvernent. Tous ignorent l'adoption des Lignes directrices par l'ECOSOC. J'imagine donc le travail à entreprendre à l'échelle de la planète

Nadja Pollaert, notre directrice générale, va avoir l'occasion demain de vous présenter le contenu des lignes directrices et se tiendra à votre disposition pour approfondir cette présentation sommaire du Bureau; dans quelques minutes on vous présentera le travail développé pour en arriver à l'adoption de la loi-modèle.

Je retiendrai que le « bébé » dont nous parlons et qui nous est commun est jeune de 3 ans. Nous sommes bien évidemment impatients de le voir rapporter tous les bénéfices que nous attendons de lui. Nous sommes impatients non pas parce que l'enfant est l'avenir de l'humanité, mais parce qu'ici et maintenant il peut souffrir et ses droits doivent être pris en compte comme pour toute personne. Ne perdons pas de temps.

De même que nous avons du nous coaliser pour contribuer à sa naissance devons nous allier nos forces pour qu'il prospère demain. Comme parents qui le faisons nôtre et nous reconnaissons que nous devons exercer en commun nos responsabilités

Vous trouverez donc le Bureau à vos côtés pour ce nouveau combat. C'est un premier combat à mener pour faire avancer le droit mais c'est une seconde bataille tout aussi nécessaire à mener et à gagner que celle de la mise en œuvre de ces conquêtes juridiques.

Ce Séminaire de Sion sera, je n'en doute pas, une occasion majeure pour accélérer le pas.

Je vous remercie de votre attention.

<sup>1</sup> L'affaire d'Outreau part d'une affaire pénale de pédophilie. Elle débouchera sur une erreur judiciaire. Cette affaire a donné lieu à un procès aux assises de Saint-Omer (Pas-de-Calais) en France du 4 mai au 2 juillet 2004, puis à un procès en appel à Paris en novembre 2005.

Elle suscita une émotion dans l'opinion publique et mit en évidence les dysfonctionnements du monde politique, de l'institution judiciaire et des acteurs sociaux, notamment dans la lutte contre la pédophilie annoncée depuis 1996 au plus haut niveau de l'Etat, et dans le cas d'abus sexuels sur mineurs. Une commission d'enquête parlementaire fut mandatée en décembre 2005 pour analyser les causes des dysfonctionnements de la justice dans le déroulement de cette affaire et proposer d'éventuelles réformes sur le fonctionnement de la justice en France. L'impact législatif du travail de cette commission s'est toutefois avéré réduit. De même et s'il y en avait, les responsabilités du monde politique dans les antécédents et le début de l'affaire n'ont guère été évoquées.

# UNE LOI MODÈLE D'APPLICATION POUR LE RESPECT DES DROITS DES ENFANTS VICTIMES ET TÉMOINS

**CYRIL LAUCCI**

Expert, Bureau International des Droits des Enfants / UNODC,  
Conseiller juridique régional, Comité International de la Croix-Rouge, Délégation  
Régionale, Budapest, Hongrie

## **Résumé**

C'est par le biais de leur intégration dans les législations nationales, que les Lignes Directrices de l'ONU en matière de justice, dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels, acquièrent force de loi. L'UNODC, en collaboration avec le BIDE (Bureau International des Droits des Enfants), a travaillé à l'élaboration d'une loi modèle d'application, basée sur une recherche comparative portant sur les pratiques nationales de 105 différents états. Après un travail de sélection des bonnes pratiques, suivi de la rédaction finale du document, celui-ci a été approuvé en septembre 2007 par un comité international d'experts. L'auteur s'attache à expliciter les différentes étapes de la conception de cette loi modèle et définit le cadre des quatre chapitres qui la subdivisent, à savoir :

1. Définitions de termes généraux ou spécifiques directement empruntés aux Lignes Directrices et au langage spécialisé.
2. Dispositions générales
3. Assistance aux enfants victimes et témoins dans le cadre des procédures judiciaires
4. Dispositions finales

Focalisant plus spécifiquement son attention sur les chapitres 2 et 3, il conclut en détaillant de manière circonstanciée les divers articles de loi qui les composent.

## **Zusammenfassung**

Erst durch die Einbindung in die nationalen Gesetzgebungen werden die UNO-Richtlinien bezüglich der Gerichtsbarkeit bei Fällen von Kindern als Opfer und Zeugen von kriminellen Handlungen rechtskräftig. Die UNODC hat in Zusammenarbeit mit dem IBCR (Bureau International des Droits des Enfants) an einem modellmässig anwendbaren Gesetzesentwurf, der auf einer vergleichenden Studie basiert, die die Verfahrenspraxis in 105 Ländern untersucht hat. Nachdem

die brauchbarsten Praktiken ausgewählt waren, konnte der Entwurf in seine Endfassung gebracht werden. Dieser wurde im September 2007 von einem internationalen Expertenkomitee abgeseget. Der Referent erläutert die verschiedenen Phasen der Konzeption dieses Modellgesetzes und definiert den Rahmen der vier Unterkapitel:

1. Definition der allgemeinen oder spezifischen Begriffe, die direkt den UNO-Richtlinien und der Fachsprache entliehen wurden.
2. Allgemeine Bestimmungen
3. Beistand der Opfer- und Zeugenkinder im Rahmen von gerichtlichen Verfahren
4. Abschliessende Bestimmungen

Seine Aufmerksamkeit speziell auf die Kapitel 2 und 3 richtend, beschliesst er sein Referat mit ausführlichen Erläuterungen zu den einzelnen Gesetzesartikeln.

### **Resumen**

Es a través de su integración en las legislaciones nacionales, que las Líneas Directoras de la ONU en materia de justicia, en los asuntos que implican a los niños víctimas y testigos de actos criminales, adquieren fuerza de ley. UNODC, en colaboración con IBCR (Bureau International des Droits des Enfants, Departamento Internacional de Derechos del Niño), ha trabajado en la elaboración de una ley modelo de aplicación, basada en un estudio comparativo que trata sobre las prácticas nacionales de 105 estados diferentes.. Después de un trabajo de selección sobre las buenas prácticas, seguido de la redacción final del documento, ésta ha sido aprobada en septiembre 2007 por un comité internacional de expertos. El autor se esfuerza en explicitar las diferentes etapas de la concepción de esta ley modelo y define el marco de los cuatro capítulos que la subdividen, que son:

1. Definiciones de términos generales o específicos directamente tomados de las Líneas Directoras y del lenguaje especializado
2. Disposiciones generales
3. Asistencia a los niños víctimas y a testigos en el marco de los procedimientos judiciales
4. Disposiciones finales

Focalizando más específicamente su atención sobre los capítulos 2 y 3, concluye detallando de manera circunstanciada los diversos artículos de ley que los componen.

### **Summary**

To reach force of law, the UN Guidelines in Matters involving Childs Victims and Witnesses of Crime have to be integrated in national legislations. UNODC, jointly with IBCR (International Bureau for children's Rights), has worked out a

Model implementation Law based on comparative research encompassing the national practice of 105 States. After a good practice selection process, the finalized document was approved in September 2007 by an international expert Committee. Every of these steps of the conception of the Model Law is detailed, along with the definition of the frame of the four chapters it is made of, namely:

1. Definitions of general or specific terms directly taken from the Guidelines and the specialized language
2. General provisions
3. Support to child victims and witnesses during court processes
4. Final provisions

Focusing his lecture on chapters 2 and 3, he concludes by describing in detail the various articles enshrined in these chapters.

\* \* \*



Les lignes directrices de l'Organisation des Nations Unies (ci-après « ONU ») en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels (ci-après « Lignes directrices ») ont été adoptées par le Conseil économique et social de l'ONU (ci-après « ECOSOC ») dans sa résolution 2005/20 du 22 juillet 2005 (document E/2005/INF/2/Add.1). En tant que telles, ces lignes directrices ne sont pas directement applicables devant les juridictions nationales des États, et ce à un double titre.

Sur un plan formel, la source de droit qui les édicte, à savoir une résolution de l'ECOSOC, est dénuée de valeur contraignante à l'égard des États, telle que pourrait en bénéficier un traité. Les États demeurent donc libres de transposer ou de ne pas transposer ces lignes directrices dans leur droit national. La résolution de l'ECOSOC ne fait qu'inviter les États

« à s'inspirer, selon qu'il conviendra, des Lignes directrices pour l'élaboration d'une législation, de procédures, de politiques et de pratiques à l'intention des enfants qui sont victimes d'actes criminels ou témoins dans des poursuites pénales ».

Ce travail d'incorporation reste à fournir.

Du point de vue de leur substance, les lignes directrices constituent, par essence, des directives générales, prévues en des termes suffisamment larges pour pouvoir être adaptables à l'ensemble des systèmes de droit nationaux, qui ne peuvent être appliquées directement par le juge national sans qu'un travail minimum d'incorporation au droit national ait, là encore, été préalablement accompli.

Ce travail de mise en œuvre des Lignes directrices dans le droit national de chaque État constitue un préalable indispensable au vue de la complexité des problématiques couvertes, telles que les modalités de délivrance à un enfant de l'information à laquelle il a droit en relation avec la procédure pénale dans laquelle il se trouve impliqué en qualité de victime et/ou témoin, ou les mesures spéciales devant être mises en œuvre pour le protéger d'une potentielle re-victimisation. Il est également indispensable compte tenu de l'écart entre l'énonciation de principes généraux transposables à l'ensemble des systèmes de droit nationaux et les modalités concrètes de leur mise en œuvre. Par exemple, une fois posé le principe du droit de chaque enfant victime ou témoin d'être traité avec dignité et compassion, il reste à prévoir les conséquences concrètes de ce principe en matière, notamment, de formation des professionnels de police et de justice et des travailleurs sociaux.

Enfin, c'est par le biais de leur intégration dans les législations nationales des États que les lignes directrices acquièrent force de loi. Une fois ce travail accompli, il est permis aux parties de s'en prévaloir dans le cadre de la procédure et le juge

national dispose d'une base légale stable sur laquelle baser ses décisions. Les Lignes directrices passent ainsi du stade de directives non contraignantes à celui de lois que les juges nationaux ont pour mission de sanctionner.

Le rôle de l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ci-après « ONUDC ») dans l'adoption et la promotion des Lignes directrices a déjà été mentionné. L'assistance technique et juridique à la mise en œuvre des Lignes directrices par les États constitue une étape essentielle de leur promotion. Il s'agit ici de mettre à la disposition des États, en particulier des législateurs, les outils nécessaires à l'incorporation des Lignes directrices dans leur droit national, de façon à anticiper les problèmes techniques inhérents à la mise en œuvre d'un texte international de portée générale. L'ONUDC avait déjà entrepris un travail équivalent dans le passé, notamment en relation avec la Déclaration de 1985 sur les principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et d'abus de pouvoir. Pour les Lignes directrices, l'ONUDC a travaillé en collaboration avec le Bureau International des Droits des Enfants (ci-après « IBCR ») et l'UNICEF en vue de l'élaboration de deux outils complémentaires: un Guide de mise en œuvre des lignes directrices et une loi modèle d'application.

Les deux projets ont été menés conjointement. En effet, ils nécessitaient tous les deux en préalable la réalisation d'une recherche comparative sur les pratiques nationales des différents États partageant différentes traditions juridiques (*Common Law*, droit continental, droit musulman) dans les domaines couverts par les lignes directrices. Sur la base de cette documentation, qui devait être la plus large possible, a été par la suite entrepris le travail de sélection des « bonnes pratiques », c'est-à-dire des modalités de mise en œuvre nationale les mieux adaptées afin de garantir efficacement les droits des enfants victimes et témoins tout en respectant l'équilibre de la procédure pénale. C'est sur la base de ces bonnes pratiques identifiées sur la base de la recherche comparative que le guide de mise en œuvre et la loi modèle d'application des Lignes directrices ont été rédigés.

La recherche comparative a été confiée à un expert international recruté par l'IBCR, à savoir, l'auteur de cet article, assisté de deux stagiaires, Mesdames Suzie de Souza et Iba Agha. Elle s'est déroulée d'août à décembre 2006. A l'issue de cette recherche, une base de données couvrant des éléments de législation et de jurisprudence de 105 États, soit plus de 1'000 extraits répertoriés, a été préparée.

Liste des pays couverts par l'étude comparative préparatoire à la rédaction du Guide de mise en œuvre et de la loi modèle :

Afrique du s.	Burundi	États-Unis	Jordanie	Mexique	Qatar	Thaïlande
Algérie	Cambodge	Éthiopie	Kazakhstan	Mozambique	Rép. Dom.	Tunisie
Allemagne	Cameroun	Finlande	Kénya	Népal	Rép.Tchèque	Turquie
Arabie S.	Canada	France	Koweït	Nicaragua	Roumanie	Ukraine

Argentine	Chili	Guatemala	Kirghizstan	Norvège	Royaume Uni	Uruguay
Arménie	Chine	Haïti	Lettonie	N. Zélande	Russie	Venezuela
Australie	Colombie	Honduras	Liban	Oman	Rwanda	Yémen
Autriche	Comores	Inde	Libéria	Ouganda	Salvador	Zambie
Bangladesh	Congo (B)	Indonésie	Libye	Pakistan	Sénégal	Zimbabwe
Belgique	Costa rica	Iran	Lituanie	Paraguay	Sierra Leone	...
Biélorussie	Danemark	Iraq	Luxembourg	Pays-Bas	Slovaquie	
Birmanie	Djibouti	Irlande	Macédoine	Pérou	Sri Lanka	
Bolivie	Égypte	Islande	Malaisie	Philippines	Soudan	
Bosnie	Équateur	Israël	Malte	Pologne	Suède	
Brésil	Espagne	Italie	Maroc	Porto Rico	Suisse	
Bulgarie	Estonie	Japon	Mauritanie	Portugal	Syrie	

L'expert a également été chargé d'identifier les bonnes pratiques. Pour ce faire, il a procédé sur la base de l'évaluation des pratiques nationales opérée dans la littérature, y compris les travaux antérieurs de l'IBCR, de l'ONUUDC et de l'UNICEF et de son évaluation tous azimuts des garanties procédurales offertes par les législations nationales étudiées et de leur adéquation avec les Lignes directrices.

L'étape suivante a consisté en la rédaction du guide de mise en œuvre et de la loi modèle. Elle s'est déroulée de janvier à mars 2007. Le projet de guide de mise en œuvre a été rédigé par le même expert international qui avait déjà procédé à la recherche comparative. Le projet de loi modèle a été confié à la Juge Renate Winter, juge au Tribunal spécial pour la Sierra Leone et spécialiste internationale des droits de l'enfant, assistée de l'auteur de cette contribution.

La dernière étape enfin a été de soumettre les deux projets à un Comité international d'experts réuni à Vienne en mai 2007. Les commentaires des experts ont par la suite été incorporés et les deux textes finalisés en septembre 2007.

Le guide de mise en œuvre fait l'objet d'une présentation ultérieure. La présente présentation se concentrera à présent sur la loi modèle.

Les principaux défis dans la rédaction de la loi modèle étaient de rédiger une loi qui traduise les principes généraux contenus dans les Lignes directrices en dispositions concrètes directement applicables par les professionnels de police et de justice et les travailleurs sociaux et qui soit adaptable aux différents systèmes procéduraux, à savoir la Common Law, le droit continental et le droit musulman.

De ce point de vue, d'ailleurs, il convient de noter que le système de « loi modèle » est par nature davantage adapté à la Common Law, qui a pour habitude l'adoption de lois thématiques uniques couvrant la totalité des aspects liés à une problématique donnée. Le système de loi modèle est en revanche beaucoup plus difficile à transposer en droit continental, où la législation est divisée en différents codes. Dans le cas de la France, par exemple, la transposition des lignes directrices

nécessiterait idéalement des insertions dans le Code de procédure pénale, mais également dans le Code pénal, le Code de procédure civile, le Code civil, le Code de l'éducation nationale, le Code de santé publique, le Code de la presse, etc. La présente loi modèle ne pouvait naturellement pas prendre en compte les particularismes de chaque législation nationale et un travail d'adaptation reste à fournir par les législateurs. La loi modèle a tenté de rendre ce travail encore plus facile en séparant de façon nette les dispositions susceptibles d'être distribuées dans les différentes sections de la législation (dispositions générales, aspects procéduraux, etc.). Lorsque cela est possible un système d'options entre la Common Law et le système continental est proposé.

La structure générale de la loi modèle est la suivante. Après un préambule optionnel davantage adapté aux pays de Common Law, la loi est divisée en quatre chapitres : (1) Définitions; (2) Dispositions générales; (3) Assistance aux enfants victimes et témoins dans le cadre des procédures judiciaires; et (4) Dispositions finales. La loi modèle est présentée avec un commentaire, qui explique l'origine et le but de chaque disposition proposée et donne certains exemples de législations nationales dans lesquelles une disposition équivalente peut être trouvée. Ces exemples sont essentiellement tirés du Guide de mise en œuvre, qui constitue lui aussi un outil de référence de nature à faciliter le travail du législateur.

Le Chapitre 1<sup>er</sup> propose une série de définitions. Certains des termes définis sont des termes généraux dont on précise la définition dans le cadre de la présente loi : ainsi « enfant victime ou témoin », « professionnels », « procédure judiciaire », « gardien ». D'autres sont des termes spécifiques directement empruntés aux Lignes directrices et au langage spécialisé : ainsi « adapté à l'enfant », « personne de soutien », « gardien ad litem », « victimisation secondaire », « re-victimisation ».

Le Chapitre 2, consacré aux dispositions générales, commence par un article 1er relatif à « l'intérêt supérieur de l'enfant ». Conformément à la pratique majoritaire des États, « l'intérêt supérieur de l'enfant » n'est pas défini mais laissé à la libre appréciation des juges nationaux. Ce qui compte ici est qu'une considération primordiale soit donnée par le juge à cet intérêt supérieur.

L'article 2 reprend certains principes généraux énoncés dans les Lignes directrices, à savoir le principe de non-discrimination (para. 8(b) et Chapitre VI des Lignes directrices), de respect de la dignité (Chapitre V des Lignes directrices), de protection de la vie privée (Chapitre X des Lignes directrices) et du droit d'être entendu et d'exprimer ses opinions et préoccupations (Chapitre VIII des Lignes directrices).

L'article 3 met en œuvre l'obligation de dénoncer les cas apparents d'enfants victimes contenue dans le paragraphe 33 des Lignes directrices. L'article mentionne une obligation à la charge des médecins, des travailleurs sociaux et

d'autres catégories professionnelles. La recherche comparative permet néanmoins d'exclure a priori de cette liste les avocats, dont le privilège de confidentialité en relation avec les informations reçues de leurs clients est à peu près universellement reconnu par les législations nationales. Le principe de confidentialité est par ailleurs rappelé, sous réserve des dispositions de l'article 3, dans l'article 7 de la loi modèle.

L'article 4, intitulé « Protection contre les auteurs d'infractions contre les enfants » constitue un exemple de « stratégie spéciale de prévention » visée au Chapitre XIV des Lignes directrices. Il s'agit ici de s'assurer que les personnes qui ont été condamnées ou qui sont actuellement poursuivies pour certaines infractions sur mineurs ne puissent plus accéder à des positions professionnelles de nature à les placer directement en relation avec des enfants.

Les articles 5 et 6 de la loi modèle proposent la création d'un Bureau national en charge de la coordination des différentes activités relatives à l'assistance aux enfants victimes ou témoins. De tels organismes de coordination existent dans de nombreux États, comme par exemple la Belgique, le Canada, le Costa Rica, le Danemark, l'Islande, l'Italie, le Mexique, etc.

L'article 8 reprend les dispositions des Lignes directrices relatives à la formation des professionnels et clôt le chapitre consacré aux dispositions générales.

Le Chapitre 3 de la loi modèle (articles 9 à 34) a trait à l'adaptation de la procédure judiciaire, principalement pénale, à la situation des enfants victimes ou témoins.

L'article 9 met en œuvre les modalités pratiques du droit des enfants victimes et témoins de recevoir toute l'information pertinente relative à la procédure pénale dans laquelle ils sont impliqués et à l'assistance dont ils peuvent bénéficier.

L'article 10 instaure le droit de l'enfant victime ou témoin à l'assistance d'un avocat. Il s'agit là d'une innovation par rapport aux Lignes directrices, qui ne mentionnent pas le droit à l'avocat. La raison de cette omission dans les Lignes directrices est que l'assistance d'un enfant victime ou témoin par un avocat va à l'encontre de la conception accusatoire de la procédure pénale prévalant en Common Law, qui repose sur la confrontation bilatérale entre l'accusation et la défense. La victime ou le témoin ne sauraient être représentés et intervenir dans cette confrontation, autrement que pour délivrer la preuve dont ils sont détenteurs dans les conditions fixées par les parties lors des interrogatoires et contre-interrogatoires. Sans doute cet article 10 correspond-il à un choix délibéré de l'auteur de la loi modèle en faveur d'un système, la représentation par avocat, de nature à mieux garantir le respect des droits et de l'intérêt supérieur de l'enfant victime ou témoin. Les pays de Common Law et ceux qui ne reconnaissent pas le droit de la victime ou du témoin à l'assistance par un avocat pourront d'ailleurs

choisir de ne pas retenir cette disposition de la loi modèle. Toutefois, il convient de remarquer que le droit des victimes à l'assistance d'un avocat a été reconnu dans le cadre de la procédure internationale, largement fondée sur la Common Law, applicable devant la Cour pénale internationale.

Les articles 15 à 19, 23 et 32 sont relatifs à la « personne de soutien » attachée à l'enfant et détaillent son mode de désignation et ses fonctions, essentiellement en terme d'assistance à l'enfant, d'information et de protection contre toute victimisation secondaire susceptible de résulter de sa participation à la procédure. Ses fonctions s'étendent de la phase préliminaire au procès lui-même et à la phase postérieure.

Les articles 20 à 22 posent le principe essentiel de la recevabilité du témoignage de l'enfant, quel que soit son âge et des éléments à prendre en compte dans l'évaluation de sa valeur probante. En particulier, ces articles indiquent de quelle façon le juge peut mesurer la maturité de l'enfant et excluent le témoignage sous serment.

Les articles 24 à 28 sont relatifs à la comparution de l'enfant au procès. Ils prévoient un ensemble de mesures de nature à adapter autant que possible cette phase critique à la situation de l'enfant de façon à éviter, ou au moins limiter, la victimisation secondaire liée au stress. Ces mesures comprennent le recours à des salles d'attente adaptées, l'audition prioritaire des enfants victimes ou témoins afin de limiter leur attente, des aménagements dans les horaires et la procédure d'audition des enfants, la présence de la personne de soutien et/ou des parents de l'enfant, lorsqu'elle est appropriée, ainsi que des mesures de nature à protéger la vie privée de l'enfant. L'article 27 est un article optionnel à l'usage des seuls pays de Common Law qui pratiquent le contre-interrogatoire des témoins: il exclut le contre-interrogatoire direct de l'enfant par l'accusé et permet au juge d'intervenir pour interdire toute tentative d'intimidation ou de dénigrement à l'encontre de l'enfant.

Les articles 29 et 30 ont trait aux procédures de réparation dont peuvent bénéficier les victimes et à la justice transitionnelle. Là encore, en raison de la différence des systèmes, des dispositions alternatives sont proposées à l'attention des pays de Common Law et de ceux appliquant le système continental.

Les articles 31 à 33 prévoient les modalités d'information de l'enfant sur les suites du procès, avec là encore le rôle joué par la personne de soutien.

# SEXUAL EXPLOITATION: THE LOT OF CHILDREN AS VICTIMS AND WITNESSES

**MARTA SANTOS PAIS**

Director, Innocenti Research Center, UNICEF, Firenze, Italy

## **Résumé**

Les enfants, malheureusement, ne peuvent pas toujours compter sur le système de justice pénale pour la protection de leur dignité humaine et de leur intégrité physique. Les instruments internationaux et l'impact de la coopération à ce sujet ont un haut potentiel, toutefois la clé pour aller de l'avant consiste, pour les Etats, dans l'introduction d'une législation nationale appropriée. Afin de promouvoir une application de la loi et de rendre les enfants maîtres de leur destin, le Centre de Recherches Innocenti a mis au point, avec l'aide d'autres instances, une version des lignes directrices de l'ONU accessible aux enfants. De plus, les recherches actuelles du CRI sur la participation des enfants aux procédures juridiques et administratives dans des pays sélectionnés, révèlent des pratiques telles que l'extension du droit à être entendu, la formation du personnel, les investissements dans l'infrastructure, le recueil de données. Trois approches de la prise en charge des enfants victimes/témoins émergent de cette analyse préliminaire : 1. La production de lois à la fois pour les adultes et les enfants victimes/témoins; 2. L'introduction de lois et politiques spécialement conçues pour les enfants; 3. Favoriser des mesures spéciales de protection concernant l'enfant, en l'absence de lois spécifiques.

## **Zusammenfassung**

Leider können die Kinder nicht immer auf unser Strafrecht vertrauen, wenn es um den Schutz ihrer Menschenwürde oder körperlichen Unversehrtheit geht. Die internationalen Instrumentarien und die Wirksamkeit der Zusammenarbeit auf diesem Gebiet haben ein grosses Potenzial. Um jedoch wirklich einen grossen Schritt weiterzukommen, sind die Staaten aufgefordert, mit einer entsprechenden Gesetzgebung Vorschub zu leisten. Um diesen Ansatz zu fördern und damit die Kinder ihr Schicksal ein Stück weit selbst in die Hand nehmen können, hat das Forschungszentrum Innocenti (CRI), mithilfe weiterer Instanzen, die international geltenden UNO-Richtlinien so umformuliert, dass sie auch Kindern leichter

zugänglich gemacht werden können. Des Weiteren zielen die Aktivitäten des CRI darauf ab, in einigen Ländern die Kinder vermehrt in die administrativen und gerichtlichen Verfahren einzubeziehen. Es geht dabei vor allem ums Recht auf Anhörung, sowie um die Ausbildung entsprechenden Personals, um Investitionen im Bereich der Infrastruktur und die Erfassung von Grundlagendaten. Aus dieser Voranalyse lassen sich drei gesetzliche Vorgehensweisen im Bereich Kinderopfer/-zeugen unterscheiden : 1. doppelte Gesetzgebung, für Erwachsene einerseits und Kinderopfer/-zeugen andererseits. 2. Erlass spezifischer Gesetze und Bestreben einer kindergerechten Politik. 3. Unterstützung von Spezialmassnahmen zum Schutz der Kinder, während spezifische Gesetze fehlen.

### **Resumen**

Los niños, desafortunadamente, no pueden siempre contar con el sistema de justicia penal para la protección de su dignidad humana y de su integridad física. Los instrumentos internacionales y el impacto de la cooperación que conciernen este sujeto tienen un alto potencial, sin embargo la clave para dar un paso adelante consiste, para los Estados, en la introducción de una legislación nacional apropiada. A fin de promover una aplicación de la ley y hacer a los niños dueños de su destino, el Centro de Investigación Innocenti ha puesto a punto, con la ayuda de otras instancias, una versión de las líneas directrices de la ONU accesible a los niños. Además, las investigaciones actuales del CRI sobre la participación de los niños en los procedimientos jurídicos y administrativos en los países seleccionados, revelan prácticas tales como la extensión del derecho a ser entendido, la formación del personal, las inversiones de la infraestructura, la selección de datos. Tres enfoques sobre el tratamiento de los niños víctimas/testigos emergen de este análisis preliminar: 1. La producción de leyes a la vez para adultos y víctimas/testigos; 2. La introducción de leyes y políticas especialmente concebidas para los niños; 3. Favorecer las medidas especiales de protección que tratan del niño, en la ausencia de las leyes específicas.

### **Summary**

Unfortunately children cannot always count on the Criminal justice system for protection of their human dignity and physical integrity. International instruments and cooperation impacting on this issue have strong potential, however, the key to moving forward is for States to introduce relevant national legislation. To promote law enforcement and child empowerment, the Innocenti Research Centre has produced with other instances a child-friendly version of the UN Guidelines. Moreover, IRC's current research on participation of children in legal and administrative proceedings in selected countries reveals practices such as extension of the right to be heard, staff training, investments in infrastructure, data collecting.



Three ways of dealing with child victims/witnesses emerge from preliminary analysis: 1. producing victims/witnesses laws for both adults and children; 2. Including laws and policies specially designed for children; 3. Allowing for a special measure of protection concerning a child, in the absence of specific law.

\* \* \*

I am delighted that this important meeting has gathered so many friends and partners with whom we have had the pleasure of working over the years. We look forward to learning from your strong expertise and experience and to benefit from your insightful suggestions. We hope this meeting will provide a special opportunity to consolidate further our collaboration with all of you.

This meeting is a momentous occasion for all of us. The discussions of the next few days will be an opportunity to move forward the strategic agenda shaped by the UN Study on Violence against Children, conducted under the leadership of Professor Paulo Pinheiro. The unique momentum generated by the UN Study continues to spread across regions, with numerous national and regional initiatives successfully marking the process of implementation.

This meeting is taking place in the lead up of the World Congress III against Sexual Exploitation of Children and Adolescents, which will be held next month in Brazil. We are all committed to enhance the safeguard of children's rights including the right to human dignity and physical integrity and the effective protection of children from all forms of violence, including sexual abuse and exploitation. The outcome of this meeting will serve as a basis for further discussions that will take place in Brazil, being one of the important topics in its workshops and sessions.

It is of utmost importance to protect children who are victims and witnesses of crime, in particular in the context of sexual exploitation. Children who have been exposed to sexual violence are particularly vulnerable and in need of special protection, assistance and support, including as a result of the physical, psychological and emotional damage they have endured. Special measures must be designed to ensure that crime prevention and criminal justice practices are addressed in a manner compatible with the rights of the child and sensitive to children's special needs, while avoiding any risk of further victimisation of children.

Unfortunately children cannot always count on the criminal justice system for protection. Children are often seen as unreliable witnesses, child victims of sexual exploitation and abuse often must endure lengthy and rough police investigation, followed by cross examination by the judge, prosecutor and defense lawyer in court. They are intimidated by the lengthy and public process, often defined by adult perceptions and standards, insensitive to the needs of children in general and vulnerable groups, including girls, in particular. Children are often treated as perpetrators of crimes, especially when they have been instrumentally used in criminal activities. Children who have been trafficked for prostitution often fail to be protected as victims. If illegally in other country, they are frequently subjected to arrest, detention and deportation.

There is a range of international legal instruments, specifically dealing with this issue, notably article 8 of the Optional Protocol on the Sale of Children, Child Prostitution and Child Pornography, the Palermo Protocol, the Rome Statute of the International Criminal Court, and the ECOSOC Guidelines on Justice in Matters involving Child Victims and Witnesses of Crime.

The current legal framework dealing with and impacting on this issue has the potential to provide the impetus for the creation of mechanisms sufficient to challenge and deal with this problem. Although existing laws aiming at protection of victims and witnesses of crimes are well developed, they are not sufficiently utilized. Hence, the key to moving forward the legal protection mechanisms is for States to introduce relevant national legislation and efficient mechanisms of implementation to respond to the needs of children. International technical cooperation has a significant potential to support efforts to ensure that national systems are made more effective for combating violence against children while avoiding their revictimisation, standards are made better known and professionals given the necessary information and training to act in the light of the best interest of the child.

These are dimensions that have also been central to the work of the Innocenti Research Centre. Legislation is only meaningful when it is effectively implemented. To make law enforcement a reality it is important to inform and empower children and to enable their effective engagement in the process of implementation. It is for this reason that UNICEF IRC has joined efforts with a number of partners to produce a child-friendly version of the UN Guidelines on Justice in Matters involving Child Victims and Witnesses of Crime. The child-friendly version addresses special protection measures for child witnesses and envisages children as actors in the process. The Child-Friendly Guidelines were launched in April 2007, at the Crime Prevention Commission in Vienna and are available in all official UN languages.

Article 12 of the Convention on the Rights of the Child mandates States Parties to assure to children the right to express their views freely in all matters affecting them and for those views to be given due attention. This right is significant because it recognises the child as a subject of rights, with integrity and personality, and with the ability to participate in decision-making process. It is for this reason that UNICEF IRC is engaged in research on the participation of children in legal and administrative proceedings.

*The research reviews the legislation of selected countries, including laws that establish fixed limits concerning the age at which a child can or must be heard in various types of legal and administrative proceedings (such as child protection, family law and criminal proceedings).*

It further examines the ways in which laws are applied in practice in different legal systems, including the flexibility of the criteria as practically applied and the extent to which the views of children are actually taken into account.

Examples are also provided of efforts made by selected countries to make children's participation in legal and administrative proceedings child sensitive, such as making the courtroom less intimidating, barring repeated interrogation on sensitive subjects and establishing new modalities of cross-examination. It further reviews the advances made in some countries in recognizing children's right to legal services and legal representation.

Most of the countries covered by this study have taken some steps to expand the right of child to be heard in legal and/or administrative proceedings, but in most cases the steps are limited in scope. Only a few states have elevated the child's right to be heard to constitutional level, but none of the constitutional provisions identified in our study refer specifically to the right to be heard in legal proceedings.

Much of the law reform undertaken has been narrowly targeted and concerns family law, child protection and children victims of crimes. Usually this right is only recognized in broad, general terms, applicable to all legal and administrative proceedings, in the case of children's codes and comprehensive child right laws. (e.g. The Children's Act of South Africa)

Many of the countries studied have carried out training to inform judicial and other relevant personnel about the right of the child to be heard in legal and administrative proceedings and to help develop the skills needed to facilitate the participation of children in these proceedings.

A considerable number of countries report investments in infrastructure, such as separate rooms for interviewing children, recording of testimony prior to trial and facilities for recording interviews. But few report substantial investments in human resources, especially in developing the capacity to ensure that all children involved in legal or administrative proceedings or who wish to take legal action have access to competent professional, or at least paraprofessional assistance and support.

A small number of states have undertaken studies that quantify the extent to which children are actually heard and their views taken into account. Only in a few countries, the views of children on this issue have been collected and analysed (e.g. Sweden).

In many countries, age limits play a role in regulating children's right to be heard in legal and administrative proceedings. In most such cases, the age limits vary with the nature of the proceeding.

The relevance of the child's views for the decision to be taken is also a factor in some countries, especially Nordic countries.

Little information is available on the impact of the reforms made in various countries on questions such as how courts exercise discretion to allow younger children to be heard, the weight given to their views or testimonies and the extent to which measures designed to make their participation 'child-sensitive' alter the child's perception of this experience. It is therefore necessary to proceed with care in making recommendations as to the kinds of reforms that should be undertaken.

Our Innocenti Centre has also been supporting Professor Jaap Doek, the General Rapporteur of the Brazil Congress, in his important role. In order to facilitate the collection of updated information on actions undertaken by states, we have prepared a short compilation of measures undertaken to address and prevent the sexual exploitation of children. The compilation draws on the most recent concluding observations of the Committee on the Rights of the Child; where available, it is complemented by information provided by official responses to the questionnaire prepared for the UN Study on Violence against Children, official reports to the five year review of the UN Special Session on Children, and other relevant sources of information.

So far we have received the responses from 57 countries, 11 in the Western world, 10 countries in Central and Eastern Europe and the Commonwealth of Independent States, 8 countries in Latin America and the Caribbean, 6 in the Middle East and North Africa, 14 in Africa, and 8 in the Asian region.

According to the preliminary analysis of the country reports, it can be concluded that the issue of child victims/witnesses of crime is dealt with in three main ways. Some countries do not include special provisions focusing on children in particular, but rather contain general victims/witnesses laws and policies pertaining equally to both adults and children. The second group of countries contains laws and policies specially designed for children victims/witnesses of crime. The third group consists of those countries with general laws and policies on victims/witnesses of crime, but which allow for a special measure of protection to be taken when a child is concerned.

It is rare that court proceedings are specially designed for children victims/witnesses of sexual exploitation, although in general broader provisions of protection of children victims/witnesses of crime are foreseen.

Partnerships have been critical to move this process forward and that is why we appreciate joining hands with you today.

This is also why I would like to thank the organisers and Jean Zermatten very especially, for bringing up this important topic on the agenda and for organising this seminar. For the UNICEF Innocenti Research Centre it is a very special pleasure to participate in this important process.

## **DEUXIÈME PARTIE**

### **LA PAROLE DE L'ENFANT VICTIME OU TEMOIN**

# L'ENFANT VICTIME AUSSI DANS SA FAMILLE. DES EXPÉRIENCES DE JUGE

**OSCAR D'AMOURS**

Juge suppléant, Cour du Québec, Chambre de la jeunesse, Longueuil, Canada

## **Résumé**

C'est en les inscrivant en premier lieu dans une évolution historique de la société et de ses valeurs, que l'auteur partage ses expériences de Juge. Après un rappel de la profonde mutation de la cellule familiale depuis l'industrialisation du début du XIX<sup>e</sup> siècle, il explicite l'accroissement de la présence de l'Etat au sein de cette dernière. Une deuxième étape permet de retracer la mise en place de ressources adéquates pour garantir la protection procédurale des enfants, aboutissant à l'acquisition par ceux-ci du statut de sujets de droit. Des voies novatrices, tels que le droit collaboratif familial et la médiation ont émergé et l'auteur rend attentif au principe de non-ingérence dans le rôle des uns et des autres, tout comme à celui de la non-indifférence. En illustration de ses propos, il jette un regard sur plusieurs situations concrètes d'enfants victimes au sein de leur propre famille. En conclusion, quelques réflexions sur l'approche socio-judiciaire à privilégier sont exposées, ainsi que sa conception d'une approche éthique globalisante des audiences. Reste que la situation des droits de l'enfant demeure « une œuvre inachevée »...

## **Zusammenfassung**

Dem Redner ist es ein Anliegen, seine Erfahrungen als Richter in einem gesellschaftlichen Kontext zu betrachten. In einer Gesellschaft, die geprägt ist von einem Wertewandel und anderen historischen Wandlungen. Nach einem Hinweis auf die frappanten Veränderungen im Wesen der Familie seit der Industrialisierung zu Beginn des XIX. Jahrhunderts, verdeutlicht er die zunehmende diesbezügliche Bedeutung des Staates. In einer zweiten Etappe zeigt er auf, wie der Staat zunehmend Instrumente bietet, welche den verfahrensrechtlichen Schutz des Kindes garantieren sollen, im Erreichen des Status' einer Rechtlichen Person mündend. Neue Wege wie etwa das kollaborative Familienrecht und andere Formen der Vermittlung sind aufgetaucht und der Referent macht auf das Prinzip der Nichteinmischung in die Rolle der einen oder der andern aufmerksam, und auf dasjenige der Nichtgleichgültigkeit. Um seine Äusserungen zu untermalen macht er Beispiele von Kindern, die ihren eigenen Familien zum Opfer gefallen sind.

Abschliessend stellt er einige Überlegungen zu Gesellschaft und Gerichtsbarkeit an; -oder besser – zu einer möglichen neuen sozio-gerichtlichen Sichtweise der Dinge. Und zu seiner Konzeption eines ethisch-globalisierenden Ansatzes der Anhörung. Schliesslich endet er mit der Feststellung, dass die Situation der Kinderrechte einem noch nicht fertig geschriebenen Buch entspräche...

### **Resumen**

Inscribiéndolas en primer lugar en una evolución histórica de la sociedad y de sus valores, es como el autor comparte sus experiencias de juez. Después de un recordatorio de la profunda mutación de la célula familiar desde la industrialización de principio del siglo XIX, el autor explicita el aumento de la presencia del Estado en el seno de esta última. Una segunda etapa permite reconstituir la puesta en marcha de recursos adecuados para garantizar la protección procesal de los niños desembocando en la adquisición por éstos del estatuto de sujetos de derecho. Las vías novadoras, tales como el derecho colaborador familiar y la mediación han emergido y el autor hace hincapié sobre el principio de no injerencia en el papel de unos y otros, tanto como el de la no indiferencia. Ilustrando estos propósitos, echa una ojeada sobre varias situaciones concretas de niños víctimas en el seno de su propia familia. En conclusión, algunas reflexiones sobre el acercamiento socio-judicial a privilegiar son expuestos, así como la concepción de un punto de vista ético globalizado de las audiencias. Permanece sin embargo la situación de los derechos del niño como “una obra inacaba”...

### **Summary**

The author shares his experience as a Judge through the perspective of the historical evolution of society and its values. After an outline of the in-depth mutation of the family unit since the industrialization (beginning of the XIXth century), he details the growing State presence in this society. He then recalls the building of adequate resources to grant child protection in procedures, leading children owning the statute of subjects of rights. Ground-breaking practices, such as collaborative family law and mediation have emerged; in relation to them, the author points out the principle of non-interfering in each other's role, as well as the principle of non-indifference. He illustrates his lecture with glimpses of concrete situations of children victims within the family. The conclusion includes a few reflections on the hailed socio-judiciary approach, and the author's conception of a global ethical approach in court hearings. The situation of children's rights nevertheless remains an “uncompleted work”...



## INTRODUCTION

Dans un peu plus d'une année, nous marquerons le 20<sup>e</sup> anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) des Nations Unies que tous les pays, sauf quelques exceptions<sup>1</sup>, ont ratifiée.

Cette convention trouve application auprès de 45% de la population du globe qui a moins de 18 ans, soit au-delà de 3,4 milliards d'enfants. Bien qu'il en soit ainsi, je reconnais que des enfants sont encore les premières victimes des famines, des épidémies, des guerres et aussi du contexte socio-politico-économique dans lequel ils ont vu le jour sans l'avoir demandé.

Aujourd'hui, je dois vous faire part des expériences de juge concernant la situation d'enfants victimes dans leur famille. Paraphrasant Pierre Delanoë, je vous dirais que je n'aurai pas le temps, pas le temps de parcourir toute cette réalité, même en volant plus vite que le temps. Je n'aurai le temps dans la période qui m'est allouée de couvrir qu'une faible partie de cette réalité. J'admets d'emblée que mon exposé ne pourra être exhaustif.

Ayant établi mes frontières, je me propose donc de partager avec vous ces expériences en les inscrivant dans une évolution historique de la société et de ses valeurs ainsi que dans l'organisation des services à l'enfance, tant en amont qu'en aval, de l'intervention judiciaire que cette société a fait naître.

Par la suite, j'illustrerai la situation de ces enfants par quelques exemples dans l'espace de pratique de juge des mineurs dans un contexte canadien et québécois.

Enfin, je terminerai par quelques réflexions sur l'approche socio-judiciaire que l'on doit privilégier lors des audiences concernant les enfants et les familles en crise.

## ÉVOLUTION HISTORIQUE

Jetons d'abord un regard sur l'évolution historique.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, on convient que l'enfant était pris en charge essentiellement par la famille qui était l'institution servant de lieu de socialisation, d'éducation et de consommation. Avec l'industrialisation du début de ce siècle et

---

<sup>1</sup> Les États-Unis et la Somalie sont les deux pays qui n'ont pas ratifié la Convention.

la migration vers les villes, les responsabilités de la famille vont se transformer et un nouveau mode de vie familiale verra le jour<sup>2</sup>.

Par la même occasion, sous l'influence des groupes de pression, l'État se fera plus présent, tant dans son intervention au sein de la famille qu'à la mise en place de ressources plus adéquates pour assurer la protection des enfants.

Dès 1889, à Chicago une cour de justice pour mineurs<sup>3</sup> voit le jour et décriminalise la conduite délinquante des mineurs. Elle oriente son action sur les besoins spécifiques du mineur et non en fonction de l'infraction commise. À cette époque, l'enfant délinquant est considéré non pas comme responsable de ses actes mais plutôt comme une victime des circonstances et du caractère inadéquat de son milieu. Il doit donc être protégé contre ces facteurs qui lui sont extérieurs<sup>4</sup>. Cette approche sera largement répandue tant en Amérique du nord qu'en Europe et ce, jusqu'à la fin des années 70.

Il faut se rappeler que dans les années 60<sup>5</sup> et début des années 70<sup>6</sup>, la Cour Suprême des États-Unis jugea que les mineurs devaient bénéficier de la protection des règles de procédures et du « *due process of law* ».

Suite à ces décisions et à l'avènement des chartes des droits dans les années 70<sup>7</sup> et les années 80<sup>8</sup> le modèle de justice pour les mineurs aura droit de cité. Une redéfinition du traitement judiciaire du mineur délinquant et du mineur en danger s'imposera. Pour le mineur délinquant, l'accent ne devra plus porter uniquement sur ses besoins spécifiques mais on devra prendre en considération la nature de son acte délictuel tout en lui assurant les protections procédurales.

La situation du mineur en danger sera appréciée à la lumière des nouvelles données scientifiques et des progrès des sciences du comportement tout en lui garantissant les protections procédurales.

Parallèlement à la modification de l'approche judiciaire, le droit de l'enfant se précise. L'État s'arroge le droit d'intervenir au sein de la famille en redéfinissant les droits des parents tout en précisant que ces droits doivent être exercés dans

<sup>2</sup> D'AMOURS Oscar, *La complémentarité des institutions dans le domaine de la protection*, Revue de Droit, Université de Sherbrooke [1993], vol. 23, numéro 2, pp. 293-296; voir *Young c. Young* [1993], R.C.S. 3; voir *Motifs de M<sup>me</sup> la juge Claire L'Heureux* concernant l'évolution de la famille, pp. 33 et ss.

<sup>3</sup> TRÉPANIÉ Jean, *Le développement historique de la justice des mineurs, 100 ans de justice juvénile*, 5<sup>e</sup> Séminaire de l'IDE [1999], Institut universitaire Kurt Bösch, Sion (Suisse), [2000], pp. 21-41

<sup>4</sup> D'AMOURS Oscar, *Les grands systèmes : modèle de protection, modèle de justice, 100 ans de justice juvénile*, 5<sup>e</sup> Séminaire de l'IDE, [1999], Institut universitaire Kurt Bösch, Sion (Suisse), [2000], pp. 98-100

<sup>5</sup> *Kent vs United States*, 383 US 541, [1966]; in re *Gault*, 387 US.1, [1967]

<sup>6</sup> In re : *Winship*, 397 US 358, [1970]

<sup>7</sup> *La Charte de droits et libertés de la personne* (Québec), L.R.Q., c. C-12

<sup>8</sup> *La Charte canadienne des droits et libertés*, L.R.C., [1985], incorporée dans la loi constitutionnelle de 1982

l'intérêt de l'enfant<sup>9</sup>, concept que les tribunaux ont dû définir au hasard des situations particulières<sup>10</sup>.

Il fut une époque où les droits de l'enfant étaient établis en fonction du statut marital de ses père et mère<sup>11</sup>. Actuellement, il bénéficie de droits qui lui sont attribués comme personne; il bénéficie d'une protection de plus en plus grande tant au niveau du droit général que dans l'application des règles pour les enfants en situation précaire.

Dans des situations particulières, les tribunaux ont restreint l'absolutisme<sup>12</sup> de la puissance paternelle en utilisant le concept modérateur de *Commun Law* de l'intérêt de l'enfant. Par la suite, la puissance paternelle cède le pas à l'autorité parentale qui doit être exercée dans l'intérêt de l'enfant. De plus, on prévoit qu'un parent peut être déchu de ce droit pour des motifs graves et dans l'intérêt de l'enfant<sup>13</sup>.

Dans des situations déterminées, si les parents mettent en danger la sécurité ou le développement de leur enfant, les lois sur la protection des enfants trouvent application<sup>14</sup>.

Ainsi, selon la législation nationale, l'enfant doit désormais passer du statut d'*objet* de droits à celui de *sujet* de droits qui lui sont personnels<sup>15</sup>.

<sup>9</sup> En 1977, l'Assemblée nationale substitue au concept de la puissance paternelle celui de l'autorité parentale (projet de loi 65). C'était la fin de la puissance paternelle, laquelle était constituée de droits et aménagée pour répondre aux besoins de son titulaire. (Réf. : ULYSSE, Jacques et MARTIN, Yveline, Prix Charles-Coderre 1984, *L'autorité parentale, un droit ou un devoir pour qui ?*, Ed. Yvon Blais, pp. 18-19)

Pour sa part, l'autorité parentale est constituée de droits pour permettre aux parents d'assumer leurs obligations. L'autorité parentale devient non pas un droit personnel mais un droit de fonction. En d'autres mots, l'autorité parentale et les droits qui y sont attachés n'ont de valeur qu'en fonction des obligations que les parents assument à l'égard de leur enfant.

<sup>10</sup> *Stevenson vs Florant*, [1925], R.C.S. 532; *Dugal c. Lefebvre*, [1934], R.C.S. 510; *Young c. Young*, [1993], 4 R.C.S. 27; *Racine c. Woods*, [1983], 2 R.C.S. 173; *Thomson c. Thomson*, [1994], 3 R.C.S. 551; *Benson c. Director of Child Welfare (T.N.)*, [1982], 2 R.C.S. 716; *B. (R.) c. Children's Aid Society of Metropolitan Toronto*, [1995], 1 R.C.S. 315; *Francis c. Baker*, [1999], 3 R.C.S. 250

<sup>11</sup> Le Code civil du Bas-Canada, rédigé en 1866, est inspiré de la Coutume de Paris et du Code Napoléon de 1804. Jusque dans les années 70, il ne subira pas de changements significatifs, notamment en regard du droit des enfants et des règles relatives à la puissance paternelle. Ainsi, il accordait aux enfants des droits en fonction du statut marital des parents. (L.R.Q. c. C-12)

<sup>12</sup> *Stevenson vs Florant*, [1925], R.C.S. 532; *Stevenson vs Florant*, [1926], A.C. (Privy Council), pp. 21; *DugaL vs Lefebvre*, [1934], R.C.S. 510

<sup>13</sup> Par le projet de loi 65 en 1977, le Québec prévoit au Code civil la possibilité pour un parent d'être déchu de son autorité parentale à l'égard de son enfant pour des motifs graves et dans l'intérêt de l'enfant.

<sup>14</sup> *Loi sur la protection de la jeunesse*, L.R.Q., c. P-34.1; voir les articles 38, 38.1 et 38.2

<sup>15</sup> L.R.Q. c. P-34.1; voir chapitre II, *Principes généraux et droits des enfants* notamment l'article 3; voir aussi *Code civil du Québec*, articles 32, 33, 34; voir aussi CLAPROOD, Sonia, DUTILLY, Carine et al: *Protection de l'enfant : évolution*, Prix Charles-Coderre pour l'avancement du droit social, [1998], éd. Yvon Blais Inc. [1999]

## ORGANISATION CONTEMPORAINE

Toute société qui exprime ses choix dans une loi, a besoin d'une organisation et d'institutions pour supporter ses choix et d'en assurer la mise en œuvre. Comment s'articule cette organisation contemporaine ?

Donner naissance à un enfant est un acte social qui nous interpelle, tant individuellement que collectivement. Le législateur a la responsabilité de sanctionner des lois qui confirment cette responsabilité sociale.

Ainsi, la famille quelle que soit sa forme, doit bénéficier de l'attention particulière de l'État afin de lui permettre d'assumer ses obligations à l'égard de l'enfant. L'enfant a le droit à une famille et il a le droit de vivre et de s'épanouir auprès de ses parents; l'enfant a le droit à ce que sa sécurité et son développement ne soient pas compromis et que si tel était le cas, il a le droit de bénéficier de l'engagement de la collectivité à son égard, que ce soit par le biais d'organismes sociaux ou au besoin, par une intervention judiciaire.

Comme le droit de l'enfant et de la famille a requis depuis la fin des années 70<sup>16</sup>, une approche pluridisciplinaire, cette approche a fait naître un processus d'analyse holistique dans l'appréciation à la fois du droit de l'enfant et des obligations des parents lesquels sont les fiduciaires des droits de leur enfant.

Parallèlement à cette approche pluridisciplinaire, la société a innové dans la recherche de voies de résolution de conflits notamment dans le domaine du droit de l'enfant et de la famille. Tout en maintenant l'appel au système judiciaire pour trancher les litiges dans une société de droit, de nouvelles voies comme le droit collaboratif familial et la médiation ont vu le jour. Ces modes de résolution de conflits misent sur la participation de la famille dans la recherche d'une solution collective acceptée plutôt qu'imposée par un tiers. En d'autres mots, les parents demeurent maîtres de la solution à condition que celle-ci tienne compte de l'intérêt de l'enfant.

---

<sup>16</sup> Après avoir institué en 1975 auprès de la Chambre de la famille de la Cour supérieure du Québec les services d'expertise psychosociale et en 1981, les services de médiation en matière familiale, le législateur a prévu en 1997, la médiation familiale obligatoire :

Article 814.3, C.p.c. : « Sauf les demandes visées à l'article 814.9, aucune demande mettant en jeu l'intérêt des parties et celui de leurs enfants ne peut être entendue par le tribunal, lorsqu'il existe entre les parties un différend relativement à la garde des enfants, aux aliments dus à une partie ou aux enfants ou au patrimoine familial et aux autres droits patrimoniaux résultant du mariage ou de l'union civile, à moins que les parties n'aient préalablement participé à une séance d'information sur la médiation et qu'une copie du rapport du médiateur n'ait été produite au moment de l'audience. » 1997, c. 42, a. 7; 2002, c. 6, a. 107»

Cette approche n'est pas sans danger. Une compréhension du rôle de chacun et des limites inhérentes à un tel fonctionnement doit nous amener à la prudence et éviter de croire que tout ce qui est nouveau doit remplacer ce qui fut avec succès.

Le principe de la non-ingérence dans le rôle des uns et des autres est une règle qui doit nous guider tout comme la non-indifférence à la recherche de la nécessaire complémentarité des rôles respectifs. En d'autres mots, le système judiciaire ne peut assumer le traitement, mais ne doit pas ignorer que le « passage obligé » des membres de la famille devant le juge doit faciliter l'approche thérapeutique qui va suivre. Il en est de même pour les intervenants sociaux à l'égard du système judiciaire.

En 2007-2008, pour une population de 1,7 millions d'enfants qui constituent 20% de la population globale de la province, les directeurs de la protection de la jeunesse du Québec ont reçu 68'651 signalements dont 43% furent retenus. Les signalements retenus avaient trait à des situations d'abandon (1%), d'abus physiques (11%), d'abus sexuels (4%), de troubles de comportement (21%) et de négligence (63%)<sup>17</sup>.

Du nombre de signalements retenus, environ 30% feront l'objet d'une orientation au tribunal. La loi prévoit que le directeur de la protection de la jeunesse, après avoir fait l'étude (enquête) du signalement, peut opter pour l'application de mesures volontaires à la condition que les personnes impliquées admettent les faits et consentent à l'application des mesures proposées.

Le choix de soumettre la situation d'un enfant au tribunal s'impose souvent lorsque les parents ou l'enfant n'admettent pas les faits ou encore, lorsqu'ils ne sont pas en accord avec le type de mesures proposées qu'ils trouvent non-respectueuses de leurs droits ou disproportionnées en regard de la problématique identifiée.

## **REGARD SUR DES SITUATIONS D'ENFANTS**

Jetons maintenant un regard sur quelques situations d'enfants qui ont requis une intervention judiciaire.

D'entrée de jeu, il faut malheureusement admettre que des enfants sont des victimes dans leur propre famille alors que celle-ci doit être un lieu où l'enfant doit s'épanouir. Victime directe ou témoin-victime, deux situations où l'enfant vit un

---

<sup>17</sup> Données fournies par l'Association des Centres Jeunesse du Québec : [www.acjq.qc.ca](http://www.acjq.qc.ca)

drame cornélien : dénoncer la situation dans laquelle il vit et comme conséquence, perdre ses parents ou encore vivre son mal en silence, garder le secret mais perdre sa vie, son équilibre. Des deux côtés, son mal est infini.

Au moment où j'écrivais ces lignes, un procès venait de se terminer. Les plaignantes aujourd'hui âgées de 60 et 62 ans, ont accusé leur père âgé de 93 ans de les avoir abusées sexuellement alors qu'elles étaient mineures. Déclaré coupable, le père attend sa sentence<sup>18</sup>.

Quelques semaines plus tard, une autre nouvelle<sup>19</sup>, un père maladivement autoritaire envers ses trois filles aujourd'hui majeures est déclaré coupable de voies de fait et d'agressions sexuelles. Même si les gestes posés remontent à la période de 1990-99, ce n'est qu'en 2003 que les plaintes sont portées. L'accusé fut évalué en psychiatrie et jugé apte à subir son procès. Sa sentence sera prononcée le 17 octobre prochain<sup>20</sup>.

Ces deux situations ont un point en commun : les tentatives de suicide furent dans chacun des cas l'élément déclencheur pour la saisie du tribunal. Ce qui les distingue est l'époque où les gestes furent posés. Dans la première situation, il n'existait pas de dispositions législatives créant une obligation de signaler les situations d'abus physique et d'abus sexuel alors que dans la deuxième situation, il aurait été possible de saisir les autorités compétentes pour protéger les trois enfants.

Les affaires judiciaires font souvent les manchettes des journaux<sup>21</sup>. J'en prends à témoin cette jeune fille de 17 ans originaire du sud-est de l'Asie qui a écrit une page d'histoire juridique. Lors de vacances familiales dans son pays d'origine, le père, un homme religieux et très strict, a arrangé le mariage de sa fille avec un homme qu'il avait choisi. Comme la famille avait immigré au Canada (Québec), la jeune fille a indiqué à son père, à son retour au Québec, qu'elle refusait ce mariage.

Le père ne voyait pas les choses de la même façon. Il était furieux. *Le refus obstiné de sa fille est vécu comme un véritable déshonneur*. À court d'arguments, il lui dit

« si tu ne le fais pas, je te tuerai ».

<sup>18</sup> Dossier de la Cour du Québec, Chambre criminelle (500-01-005058-034); voir *Journal La Presse*, Montréal (Qc), Canada, 9 septembre 2008; [www.cyberpresse.ca](http://www.cyberpresse.ca)

<sup>19</sup> *Journal La Presse*, Montréal (Qc), Canada, 20 septembre 2008, p. A-32

<sup>20</sup> Après les représentations du 17 octobre 2008, le juge imposera une peine le 30 novembre 2008 (dossier de la Cour du Québec, Chambre criminelle (500-01-005058-034))

<sup>21</sup> *Journal La Presse*, Montréal (Qc), Canada, 8 juin 2008, p. A-3

Le directeur de la protection est saisi de la situation. Les parents sont rencontrés. Ils nient tout. Ils ont de la difficulté à comprendre le mandat du directeur de la protection de la jeunesse.

En pareille circonstance, la situation de la jeune fille est soumise au tribunal qui a tenu audience pour apprécier l'ensemble de la situation. Ce dernier a ordonné son placement en famille d'accueil jusqu'à sa majorité en application de la loi du sol compte tenu de l'intérêt de l'enfant et de ses droits.

Par la suite, cette jeune fille a déclaré à une journaliste :

« J'aime mes parents. J'aurais voulu être une bonne fille, suivre les règles de mon père. Mais, je ne voulais pas me marier. »

Le tribunal peut être un phare pour les enfants mais parfois, il ne peut malheureusement empêcher les tempêtes, les ouragans et les naufrages de se produire.

J'ai un jour entendu la cause de Marie-Chantal<sup>22</sup> dont la mère faisait une consommation abusive de drogue et d'alcool. Changeant souvent de partenaires, elle exigeait que sa jeune fille qui partageait la même chambre qu'elle, aille sur le balcon, histoire de la protéger lors de ces visites nocturnes.

L'enfant est placée en famille d'accueil pour une période d'une année avec des mesures d'aide pour la mère afin de corriger la situation de compromission. Entre temps, la mère rencontre sa fille et lui demande si elle désire réintégrer le domicile familial. Fort de la réponse affirmative, la mère demande au tribunal de reprendre sa fille.

Le directeur de la protection de la jeunesse fait rapport au tribunal de la situation de la mère. La situation ne s'est pas améliorée.

Au su de toutes les personnes impliquées, l'enfant exprime le désir de me rencontrer en présence de son avocate. Après une mise en situation, elle me raconte qu'elle ne veut pas retourner chez sa mère tant que cette dernière n'aura pas changé son mode de vie. Pour ne pas lui faire de peine, elle lui aurait effectivement mentionné qu'elle voulait retourner chez elle. Elle ajoute enfin :

« Là ce que je vous dis, c'est la vérité vraie ».

Je lui rappelle que j'ai apprécié qu'elle soit venue m'en parler. Je lui explique qu'elle n'a pas à supporter la décision; que les adultes dont le juge, doivent prendre

---

<sup>22</sup> Nom fictif

les décisions dans son intérêt. Son avocate lui a expliqué la signification de mon message.

A 18 ans, elle est retournée chez sa mère. Dix-huit mois plus tard, j'apprenais qu'elle avait mis fin à ses jours.

Le tribunal est aussi souvent saisi de situations de négligence dans lesquelles les parents surévaluent leurs capacités et sous-évaluent les besoins de leur enfant.

Plus souvent qu'autrement, la participation des parents à un plan de redressement de la situation est loin d'être acquise. Ils préfèrent revendiquer leur droit à l'enfant et dénigrer ceux qui s'interposent à cette demande de reprise en charge.

Pour sa part, l'enfant ne veut pas perdre son parent. Il est souvent pris dans un dilemme : ses propres besoins et le désir de son parent inadéquat. L'enfant comptera sur la sagesse du juge pour prendre la décision.

Dans d'autres circonstances, ce sont les parents qui demanderont que leur grand ou grande adolescent(e) bénéficie d'une prise en charge soit par une aide de suivi social dans le milieu familial, soit encore par un placement en famille d'accueil ou en centre d'accueil.

Les faits sont généralement admis car les parents ne se présentent pas de gaieté de cœur devant le tribunal pour admettre leur incapacité, voire leur échec qui conduit parfois à la rupture de la relation conjugale.

Pour l'adolescent(e), les faits ne sont pas fondamentalement contestés. Ils sont souvent appréciés sous un autre angle, attribuant le mauvais rôle aux parents. Si le problème est identifié malgré tout, la recherche de la mesure est plus laborieuse.

Voici la situation de François<sup>23</sup>. Il est un adolescent de 16 ans. Son père et sa mère, mariés depuis 23 ans et faisant vie commune, se déclarent dépassés par la situation. Ils demandent l'hébergement de leur fils en centre d'accueil, car ils ont bénéficié de tous les autres services à domicile.

François ne respecte plus l'autorité familiale, ne fréquente plus l'école et commence à consommer des drogues. Pour se les procurer, il vole de l'argent à son père et à sa mère. La situation est claire. Les rapports d'experts sont unanimes sur la mesure sauf François qui a toujours réussi à manipuler ses parents qui, de guerre lasse, cédaient à ses demandes.

Par son avocat, François mentionne qu'il désire demeurer chez ses parents. Afin de s'assurer que le tribunal a bien saisi la justesse de sa position, l'ampleur et la profondeur de son engagement, il demande à s'adresser personnellement au juge

---

<sup>23</sup> Nom fictif



en audience, histoire de bien s'assurer que ce dernier comprend sa position. Il termine son réquisitoire par cette phrase :

« Donnez-moi ma dernière chance ».

Les parents maintiennent leur façon de voir la situation. Le tribunal félicite François pour son réquisitoire tout en lui mentionnant qu'il possédait d'excellentes qualités de communicateur et de plaideur qu'il faut encadrer.

« Oui, je vais te donner ta dernière chance... »

lui dis-je

« mais pas celle que tu réclames. Tu as 16 ans, c'est ta dernière chance de te faire aider. »

Il fut confié en centre d'accueil pour une période d'une année.

Pendant cette période, il a fait une fugue de trois mois, mais François est revenu de lui-même un soir au centre. Il demanda d'ajouter à sa période d'une année une autre période de six mois.

Deux ans plus tard, François m'a rendu visite. Il avait un emploi de vendeur pour une compagnie importante. Il avait bénéficié de sa dernière chance. J'ai toujours cru important d'écouter les enfants, mais parfois la demande d'un adolescent peut ne pas être dans son intérêt<sup>24</sup>. Il faut apprécier.

Enfin, soulignons la situation du parent plaideur quérulent. En plus d'avoir mis en péril le développement de l'enfant dans la famille, il va le traumatiser par des exigences procédurales sans limites suite à la saisie du tribunal. Le besoin d'avoir raison lui fait oublier que l'enfant est doublement victime. Par son entêtement et son acharnement, il le prive de son enfance.

Pour éradiquer la maltraitance sous toutes ces formes, il est essentiel, voire vital :

- que la loi prévoit l'obligation de signaler les situations d'enfant dont la sécurité et le développement sont compromis telles que définies dans une loi nationale;

---

<sup>24</sup> C.U. c. McGonigle, [2003], ABCA 182. La Cour d'appel de l'Alberta, s'en référant à la CDE, a mentionné que l'opinion de l'enfant ne pouvait supplanter le principe de l'intérêt de l'enfant.

- que toute personne même liée par le secret professionnel soit soumise à cette obligation; qu'une personne soit désignée pour recevoir ces signalements et en faire une évaluation;
- que des personnes puissent selon la loi déterminer l'application de mesures en conformité avec les droits de l'enfant;
- qu'en cas de désaccord, toute personne même l'enfant puisse à tout moment avoir la faculté de saisir un tribunal de la situation;
- que la collectivité rende accessible aux parents et à l'enfant en aval ou en amont de la décision judiciaire, tous les services dont ils ont besoin pour corriger la situation de compromission.

## UNE APPROCHE SOCIOJUDICIAIRE A PARTAGER

Dans ces situations, quelle approche le tribunal doit-il adopter ?

Au départ, il faut retenir que les règles de droit confèrent à l'acte judiciaire sa légitimité<sup>25</sup>. Pour le juge, la loi est le cadre dans lequel il doit puiser inspiration ou référence plutôt que solution lorsqu'il assume son rôle et qu'il rend justice. Il peut aussi s'inspirer des conventions ou règles internationales<sup>26</sup> pour rendre justice. Certains penseurs<sup>27</sup> émettent l'opinion que les juges devraient donner effet aux normes internationales dès que l'autorité d'un pays a ratifié un instrument international indépendamment du fait que cet instrument n'ait pas été incorporé dans le droit interne selon la doctrine classique pour la mise en œuvre des instruments internationaux<sup>28</sup>. En d'autres mots, le pays qui ratifie un instrument international engage sa responsabilité au plan international<sup>29</sup>.

---

<sup>25</sup> *Colombie-Britannique c. Imperial Tobacco, Canada Ltd*, [2005], 2 R.C.S., p. 473, par. 50-52

<sup>26</sup> *Baker c. Canada* [1999], 2R.C.S., p.817, par. 69-70: M<sup>me</sup> la juge L'Heureux-Dubé écrit: «Un autre indice de l'importance de tenir compte de l'intérêt des enfants dans une décision d'ordre humanitaire est la ratification par le Canada de la *Convention relative aux droits de l'enfant*. [...] Les conventions et les traités internationaux ne font pas partie du droit canadien à moins d'être rendus applicables par la loi. [...] Les valeurs exprimées dans le droit international des droits de la personne peuvent, toutefois, être prises en compte dans l'approche contextuelle de l'interprétation des lois et en matière de contrôle judiciaire.

<sup>27</sup> BRUNNÉE J. et TOOPE. S. J. *A Hesitant Embrace: The Application of International Law by Canadian Courts*, [2002], 40, *The Canadian year book of Int'l Law* 3

<sup>28</sup> ARBOUR, J.-Maurice, *Droit international public*, 4<sup>e</sup> édition, Éd. Yvon Blais Inc., Cowansville (Qc) Canada, [2002], pp. 161 et ss

<sup>29</sup> ARBOUR, J.-Maurice, *op. cit.* p.162

Il me semble important de dire quelques mots sur la tenue de l'audience car nous sommes dans une sphère de la justice qui requière une approche spécifique qui doit tenir compte des relations humaines.

Ainsi, la conception d'une approche dichotomique ou binaire des audiences doit céder le pas à une approche éthique globalisante. Par ailleurs, les règles régissant la présentation de la preuve doivent en garantir la fiabilité et l'objectivité. L'approche contradictoire ne doit pas nourrir un antagonisme entre les personnes impliquées ou concernées par la situation de l'enfant.

Dès le début, il faut préciser l'objectif poursuivi et la démarche à suivre. L'intervention judiciaire s'inscrit donc dans un processus qui garantit la satisfaction des besoins de l'enfant, la protection de ses droits et de ceux de la famille dans une société de droit.

L'audience ne doit pas être envisagée comme un exercice pour départager les bons des mauvais, pour déterminer un gagnant et un perdant mais plutôt comme un processus de protection des droits d'un enfant. Il faut que les personnes qui témoignent sachent qu'elles ne témoignent pas l'une contre l'autre, mais qu'elles participent à cette recherche d'une solution dans l'intérêt de l'enfant.

## CONCLUSION

En terminant, je vous dirais qu'en une pareille matière, il ne faut pas commettre l'erreur de conclure comme le soulignait Flaubert, car la situation des droits de l'enfant demeure une œuvre inachevée même après que 193 pays aient ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant et que 20 ans se soient écoulés depuis son dépôt.

L'usage que certains tribunaux font de cette convention est porteur d'espoir<sup>30</sup> pour tous les enfants en besoin de protection tant dans leur famille que dans les sociétés où les actions concrètes sont encore à venir.

Nous devons donc maintenir notre engagement pour améliorer la situation. Il nous faut aussi assumer pleinement notre responsabilité dans une démarche de concertation pour créer de l'espoir. Il faut donc agir localement mais penser globalement afin que les enfants puissent... encore rêver.

---

<sup>30</sup> TRAHAN, Anne-Marie, *Les droits de l'enfant, la Convention des Nations Unies et l'arrêt Baker: une trilogie porteuse d'espoir*, Mélanges Jean Pineau, p. 153; Baker c. Canada, [1999], 2 RCS, 817; A.P. c. L.D., [2001], R.J.Q., 16 (CA); MCCARNEY, Willie, *La mise en œuvre de la Convention des droits de l'enfant, le défi pour les juges*, Revue la Chronique de l'A.I.M.J.F., no. 1, vol. 13, [juillet 2004], pp. 1-5

## NOTE

Les lois et les décisions judiciaires du Canada et du Québec peuvent être consultées par internet aux adresses suivantes :

- Pour la Cour suprême du Canada : <http://csc.lexum.umontreal.ca/fr>
- Pour toutes les décisions des cours de justice du Québec : <http://www.jugements.qc.ca>
- Pour les lois canadiennes et provinciales : <http://www.canlii.org/fr>

# CHILDREN AS VICTIMS AND WITNESSES OF CRIME – KEY LEARNING'S FROM UNICEF INNOCENTI RESEARCH CENTRE RESEARCH ON CHILD TRAFFICKING

**LENA KARLSSON**

UNICEF Innocenti Research Centre, Firenze, Italy

## **Résumé**

Le Centre de Recherche Innocenti de Florence mène des recherches sur le trafic d'enfants, un souci actuel et global. Il s'est penché sur les données et recherches existantes, les standards et les mécanismes légaux et les politiques qui y répondent. L'assistance aux victimes à court terme prévaut dans la plupart des pays sur la prévention et les droits des enfants victimes. Les recommandations du CRI incluent donc une généralisation des principes de la CDE, la mise à jour des cadres légaux, l'élaboration de plans d'actions généraux, l'application d'une approche multisectorielle, des processus juridiques accessibles aux enfants, un contrôle et une évaluation. « Young people's Voices on Child Trafficking » est un programme d'entretiens avec des enfants affectés dans le sud est Européen, qui donne un aperçu de ce qu'endurent les enfants victimes de la traite.

## **Zusammenfassung**

Das Forschungszentrum Innocenti (CRI) in Florenz führt Studien zum Kinderhandel durch, einer aktuellen und weltweiten Besorgnis. Es hat sich mit vorhandenen Grundlagen und Forschungen auseinandergesetzt, die gesetzlichen Standards und Mechanismen untersucht und die Politik untersucht, mit der zu antworten versucht wurde. Kurzfristiger Beistand für die Opfer obsiegte in den meisten Länder gegenüber Präventionsmassnahmen und die Verabschiedung von Gesetzen zur Verteidigung der Rechte von Kinderopfern. Die Empfehlungen des CRI enthalten eine Generalisierung der Grundsätze des Strafgesetzbuches für Kinderrechte, zielen also auf eine Aktualisierung des gesetzlichen Rahmens hin, wie auch auf die Erarbeitung von allgemeinen Aktionsplänen, die Anwendung eines multisektoriellen Ansatzes, Zugang der Kinder zu einem gerichtlichen

Verfahren, Kontrollen und Auswertungen. «Young people's Voices on Child Trafficking» ist ein Unterredungsprogramm mit betroffenen Kindern aus Südosteuropa, das zeigen soll, was diese dem Kinderhandel zum Opfer gefallenen Menschen alles erleiden.

### **Resumen**

El Centro de Investigación Innocenti de Florencia dirige las investigaciones sobre el tráfico de niños, una preocupación actual y global. Se ha concentrado sobre los datos e investigaciones existentes, los modelos de referencia, los mecanismos legales y las políticas que responden. La asistencia a las víctimas a corto término prevé en la mayoría de los países la prevención y los derechos de los niños víctimas. Las recomendaciones del CRI incluyen pues una generalización de los principios de la CDE, la puesta en marcha de marcos legales, la elaboración de planes de acciones generales, la aplicación de un enfoque plurisectorial, procesos jurídicos accesibles a los niños, un control y una evaluación. « Young people's Voices on Child Trafficking » es un programa de entrevistas con niños afectados en el sureste europeo, que presenta una estimación de lo que sufren los niños víctimas de la trata.

### **Summary**

The Innocenti Research Centre in Florence conducts research on child trafficking, a topical and global concern. It has tackled the existing data and research, the legal standards and mechanisms, and the policy responses. Short-term assistance to victims prevails in most countries over prevention and the rights of child victims. IRC's recommendations therefore include mainstreaming the CRC General principles, updating legal frameworks, elaborating national action plans, applying a multi-sectorial approach, child-friendly judicial processes, monitoring and evaluation. Young people's Voices on Child Trafficking is a programme of interviews of affected children in South Eastern Europe, giving insights into what trafficked children endure.

\* \* \*

## **BACKGROUND**

UNICEF Innocenti Research Centre in Florence conducts research on child trafficking under the framework of International Standards, to assess the legal, policy and implementation frameworks in place to address this phenomenon which affects the life of untold number of children and families in all parts of the world. The research has been conducted in close cooperation with UNICEFs regional and national offices in West Africa, Europe, South East Europe, Central Asia and South Asia. – and are based on a literature review, and supplemented by primary data collection. Examples of program practices to prevent child trafficking are also presented.

Based on the analysis, advocacy messages and recommendations for strengthening programs are presented, including for global processes such as the World Congress III Against Sexual Exploitation of Children and Adolescents.

Essentially, the child trafficking research has three key objectives. These include contributing to:

- knowledge and awareness raising on a topical and global child rights concern;
- the establishment of conceptual clarity among actors engaged in the protection of children from all forms of violence, abuse and neglect;
- the development and sustenance of a critical review of approaches to child trafficking; the strengthening of evidence-informed policy, advocacy and programming.

This paper presents an overview of key findings and recommendations that have emerged from regional studies on child trafficking and comparative analyses across regions.

## **KEY FINDINGS**

Child trafficking occurs in many countries around the world, and trafficking routes are global in scope. There is no clear-cut distinction between countries of origin, transit and destination; in many cases trafficking routes lead both into and out of a country, and trafficking also takes place within the national boundaries of a country. Thus, states have multiple responsibilities to: protect children who may be risk of trafficking; prevent recruitment of children for the purpose of exploitation; identify children who have been trafficked; assist and protect them; and to prosecute traffickers.

Child trafficking is most commonly perceived and addressed in connection with sexual exploitation. However, research indicates that children are trafficked for various exploitive purposes. These include: labour, including domestic servitude and begging; criminal activities; exploitation in the context of armed conflict; forced marriage; debt release; dispute settling; exploitation in the context of adoption; and transplantation of organs or tissues.

Many positive initiatives have been undertaken to address trafficking in human beings. Strong commitment to prevent and address child trafficking in particular is seen among many governments, UN agencies, donor agencies and NGOs. Many countries have established specialized bodies and structures to plan, coordinate and implement policies on human trafficking. However, a number of challenges need to be addressed more effectively to prevent child trafficking and support children who are its victims.

### ***Data and Research***

There is an absence of mechanisms for harmonized and systematic collection, analysis and dissemination of data on child trafficking at the international, regional and national levels. Few reliable estimates exist of the magnitude of the phenomenon. Statistics are often limited to criminal justice data on cases of cross-border trafficking and prosecution of traffickers, and they often are limited to cases of sexual exploitation. Data are seldom disaggregated by age, gender, national origin or form of exploitation. Little information is available on the social background of persons who have been trafficked and the modus operandi of traffickers. Where disaggregated qualitative and quantitative data exist they provide important information and evidence that can inform national policies and other responses, such as information about risk factors and children's views of available services.

### ***Legal Standards and Mechanisms***

Many important international and regional standards have been adopted to prevent and combat trafficking in human beings and to protect children's human



rights<sup>1</sup>. To create a comprehensive legal framework for preventing child trafficking, these international standards need to be seen as complementary and applied in the light of the Convention on the Rights of the Child (CRC). However, some countries have not yet ratified these standards, compromising the effectiveness of child protection efforts.

Most international standards on trafficking in human beings focus on adults. This results in a tendency to address child trafficking as a sub-issue of trafficking in human beings rather than granting special attention to safeguarding the human rights of children. The same approach is often seen in national legislation. Specific legal provisions on child trafficking are often lacking, and some national laws do not distinguish between women and children.

Many countries have criminalized trafficking in human beings, often through law reform conducted in the context of ratifying the Palermo Protocol. However, some countries fail to criminalize all aspects of trafficking in human beings as required under the Palermo Protocol. Some countries only criminalize certain aspects of trafficking, such as for sexual exploitation.

In many countries, child trafficking is defined in a narrow way, as for example the sale or recruitment of children into exploitation. As a result of the varying definitions and approaches, trafficking falls under the responsibilities of different ministries. This hinders an effective approach at national level and in regional and international cooperation. Also, legislation does not always include welfare components such as medical, psychosocial and legal assistance; compensation; victim-witness protection; and other measures to ensure the safety and well-being of a child who has been trafficked.

Legal protection of trafficked children is still insufficient. In many countries, assistance and regularization of status of children from another country are conditioned on the child's ability and willingness to cooperate with law enforcement and the outcome of legal proceedings. Few countries explicitly protect children by law from criminal prosecution for offences committed in the context of the trafficking process. Children who have been trafficked risk being misidentified as undocumented migrants, asylum seekers, unaccompanied minors or juvenile

---

<sup>1</sup> Convention on the Rights of the Child (1989); Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Sale of Children, Child Prostitution and Child Pornography (2000); Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict (2000); UN Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children (Palermo Protocol 2000) supplementing the UN Convention on Transnational Organized Crime; and ILO Convention No. 182 on the Worst Forms of Child Labour (1999). These international standards are supplemented by regional standards on trafficking and by non-binding international recommendations, principles and guidelines.

delinquents. Child victims of trafficking are therefore exposed to numerous forms of secondary victimization, including through detention, legal sanctions, prosecution and deportation. Another concern is the risk of stigmatizing children who have been trafficked, due to insufficient protection of the child's right to privacy in the criminal justice process, the media or the process of family tracing and repatriation.

Some national frameworks grant different standards of services and protection for girls and boys. For example in some legislation boys are less protected from sexual exploitation than girls, and the minimum age of marriage may be lower for girls than for boys. This latter point is relevant where "early marriage", or "forced marriage" are closely linked to child trafficking.

### ***Policy Responses***

Comprehensive policy frameworks are in place in many countries to address trafficking in human beings. They include specialized national bodies and institutions and national action plans or other policy tools, including mechanisms for multi-stakeholder, bilateral and regional cooperation. Many countries have created specialized national structures to plan, coordinate and implement government policies on human trafficking. These include national working groups, inter-ministerial groups, national focal points or coordinators and specialized law enforcement units. However, national institutions with a specific mandate to address child trafficking are rare.

Coordination is critical when developing and implementing national policies, especially when multiple bodies share the responsibility for the effective protection of the child. However, not all countries have assigned an institution to take the lead in developing and implementing such policies. Where lead institutions exist, their institutional affiliation varies within and across regions.

Insufficient attention has been paid to preventing child trafficking and to the rights of child victims. Protection measures tend to focus on short-term assistance to victims; identifying risk groups and addressing root causes tend to receive less attention. Children's and adolescents' experiences, recommendations and actions to prevent child trafficking are often overlooked during development of programmes and initiatives.

Children and young people are seldom consulted about their views on existing services or involved in the development of their own reintegration programmes. Consideration of children's views and the best interests of the child should be given primary consideration in all responses.

A more comprehensive approach is required to place the rights of the child at the centre of all actions and to identify the linkages between child trafficking and other child protection concerns, including their rights during migration.

### ***Collaboration with NGOs and Community-Based Organizations***

Community-based organizations and networks play an important role. They monitor for crime prevention, report traffickers, help identify children who are victims or at risk, and assist with reintegration. Sensitizing communities is important to reduce stigma and exclusion, which often lead to secondary victimization and risk of re-trafficking when children return to their communities. This is especially true for children who have been trafficked for sexual exploitation.

## **RECOMMENDATIONS**

### ***Mainstreaming the CRC General Principles***

The Convention on the Rights of the Child contains four general principles or rights that cut across all actions, decisions and other matters affecting a child. These are the right to non-discrimination (article 2); the best interests of the child (article 3); the right to life, survival and development (article 6); and the right of the child to have his or her views heard and taken into account (article 12). These rights need to be considered in all actions to address and prevent child trafficking and to assist children who have been trafficked. The general measures of implementation are also important guidelines for making the Convention a reality.

### ***Harmonizing National Legal Frameworks***

States should ratify all international legal instruments aimed at addressing and preventing child trafficking. Existing laws need to be revised and amended and new laws enacted, to ensure conformity with international standards and to more effectively address trafficking within a human rights framework.

This includes recognition of all forms and patterns of trafficking, attention to the particular concerns of children and ensuring that all forms of trafficking and exploitation are criminalized in national law. Legislation should further provide for assistance and protection for victims of trafficking, including medical, psychosocial, legal and other kinds of rehabilitation assistance; victim-witness protection; and specific measures to ensure the empowerment and protection of

children who have been trafficked. Children need to be protected by law from secondary victimization and from prosecution or sanctions for offences they may have committed in relation to their situation as victims of trafficking.

### ***Elaborating and Implementing National Action Plans***

Any country that does not have a national action plan addressing child trafficking should develop one – as a separate plan of action, as part of the national action plan on trafficking in human beings or as part of the national plan of action for children. Countries that have national action plans should revise them for clarity and comprehensiveness and to coordinate with other national planning processes.

### ***Developing Child Protection Systems***

National child protection systems framed by children's rights should be developed or strengthened and made operational at national and community levels. Child protection systems need sufficient resources to undertake a wide range of preventive and responsive measures to address child trafficking, violence, exploitation and abuse. These measures include empowerment of children and youth; awareness-raising; provision of child-friendly legal, medical and psychosocial services; training of service providers; and development of data collection tools to monitor the prevalence of child trafficking. A systematic approach is necessary to recognize linkages between violence, abuse, exploitation and trafficking and to address root causes of child protection issues.

### ***A Multi-sectoral Approach***

Guided by the Convention on the Rights of the Child, multi-sectoral collaboration against child trafficking should be promoted to enable comprehensive and multidisciplinary initiatives to address child trafficking. All relevant departments and community members should participate, including law enforcement agencies; social, medical and psychosocial service providers; and legal counsellors. All these actors have a critical role to play in establishing a holistic and child-friendly approach. Collaboration among key actors is essential, including civil society and children's organizations.

### ***Prevention of Trafficking and Other Abuses***

Prevention initiatives must address the root causes of trafficking and factors that place children at risk, such as social and economic marginalization, institutional and home-based discrimination, violence, and abuse. A preventive approach should address both the ‘demand’ and ‘supply’ sides of harmful child labour and sexual exploitation. Promoting safe and regulated livelihood opportunities, especially in the most vulnerable communities, should be an important component of prevention. The demand for sexual and other forms of exploitation should also be addressed through legislation and by challenging social norms and attitudes.

### ***Victim Identification and Child-Friendly Reporting***

It is important to establish a uniform system to identify children who have been subject to abuse and exploitation, whether as a result of trafficking or otherwise. The issue of identification must be addressed not only by government authorities but also by civil society organizations working with children. However, quality services should be available and accessible to all children independent of identification, and whether they would like to testify against their trafficker or not. Services should respond to each child’s rights and individual needs and should not be based on a child’s ‘category’ according to national procedures.

Reporting mechanisms should be developed or strengthened for children and families to use in situations of trafficking, violence, exploitation or abuse (or the risk of such situations), including establishing telephone help-lines and community-based outreach services for children.

### ***Training of Professionals***

Children can be better protected if there is broad awareness of child trafficking. Professionals working with and for children should be screened and trained to ensure they fully respect children’s rights and avoid risks for trafficked children when they speak about abuse and exploitation. Capacity building should include information on child development, protection and child participation.

### ***Child-friendly Judicial Processes***

The judicial process in all countries should be refined to include formal witness protection procedures for victims of trafficking. It should also ensure privacy and support the child’s psychological well-being through *in camera*

proceedings, provide adequate protection and compensation to victims, and expedite prolonged legal processes through fast-track child-friendly courts and the use of recorded video testimony. Children should be informed about their rights and have access to legal support and/or other representation and support from and adult before during and after the legal process. They should also participate in developing their rehabilitation programmes. The UN Guidelines on the Protection of Children as Victims and Witnesses is an invaluable reference in these matters.

### ***Care, Protection and Reintegration***

It is important that countries support establishment of psychosocial care systems by developing national minimum standards of care, protection and reintegration. Each country needs to develop national rules to register, inspect and regulate care facilities, as well as technical guidelines and protocols for practice. To ensure uniform quality of care for children trafficked across borders, minimum standards should be harmonized across the region.

### ***Research, Data Collection and Information Sharing***

Mechanisms for systematic collection, analysis and dissemination of quantitative and qualitative data on trafficking, abuse, migration and disappearances of children and adolescents are urgently needed. Such systems also need to cover traffickers. National authorities need to make use of new technologies and the Internet and should coordinate with service providers and other information holders.

Data should be disaggregated by age, gender, national origin and type of exploitation. In addition, data should be collected on specific vulnerability factors, including the social background of victims and the modus operandi of traffickers. Standard indicators need to be developed to enhance data comparisons internationally and to facilitate long-term monitoring of progress. A system is needed to enable routine sharing of research, good practice and experience among stakeholders at national and international levels, including law enforcement officials and social service actors.

Research is needed to fill gaps in knowledge, such as the links between child trafficking and migration, domestic abuse, neglect and violence.

### ***Monitoring and Evaluation***

It is important to monitor and evaluate the implementation of programmes and practices and their impact on children in order to improve the effectiveness of

responses, consolidate prevention mechanisms and promote the sharing of experiences and good practices with other countries or locations. To this end, governments, NGOs and international partners need to develop mechanisms for systematic monitoring, evaluation and adjustment of anti-trafficking initiatives. To ensure the evaluation is child centred, children should be involved in and associated with monitoring and evaluation practices. Also, mechanisms (such as ombudspersons or children's commissions) should be created to provide a forum for children's views.

### ***Multi-stakeholder, Regional and International Cooperation***

Many of the most effective practices are those that benefit from collaboration among key actors and agencies within and across countries, and those that have a clearly identified leading agency. Key actors include civil society and children's organizations

Provisions for child protection need to be designed and implemented in conformity with relevant international and regional instruments. Also essential is harmonization of international and regional definitions and policies on trafficking and establishment of focal points and other mechanisms that make cooperation effective. Bilateral collaborations and agreements needs to include provision for empowerment and victim protection.

### ***Children's Involvement in Trafficking Policies and Measures***

Children should be recognized as social agents with the right and capacity to be consulted on matters that affect them, to express their opinions freely and to have them taken into account, to seek, receive and impart information. Children have to be given the opportunity to influence social policies and measures that address trafficking. Listening to child and learning from their experiences and recommendations are key to designing and implementing effective preventive and protective mechanism.

Child-friendly structures, including decision-making structures, also are needed to enable action based on what children are saying. Adults also need to be sensitized on child participation and on how to consult with children. Notably, acknowledging the agency and expertise of young people is not a substitute for, but a compliment to, adults and state action.

## YOUNG PEOPLES VOICES ON CHILD TRAFFICKING – EXPERIENCES FROM SOUTH EASTERN EUROPE

Mindful of the important contribution that young people can make to our understanding of the issues that concern them, in 2005 and 2006 UNICEF arranged for children and young people who had been trafficked while under 18 years of age, to be interviewed in their home countries<sup>2</sup>. Interviews were conducted in Albania, Kosovo, Moldova<sup>3</sup> and Romania. Each of the children and young people described their lives before recruitment, their experiences during exploitation, and how they got away from the traffickers. They also spoke of rebuilding their lives once they were free. The interviews formed part of a broader assessment of strategies to counter child trafficking in the region<sup>4</sup>.

Each child's experience is unique, yet the different views and perceptions presented provide important insights into what trafficked children endure. The aim of the report is not to identify regional trends or patterns or presume that the experiences of the 31 children interviewed (30 girls and 1 boy) represent the reality of all trafficked children in the region. Rather, the report is intended to stimulate thinking and action, based on the active participation of children and young people.

The report indicates that some of the children and young people were particularly vulnerable to exploitation and abuse, including trafficking, due to multiple forms of violence and neglect at home and in institutions. Poverty, domestic violence and abuse and parental alcohol addiction were broadly reported as interrelated factors. In many cases, violence was directed towards the children and their mothers, and took the form of physical or psychological violence or sexual abuse, or both. Without support or safe alternatives, many of the children responded to family violence and other problems by leaving home.

“I was questioned twice by the police while I was abroad. They were not concerned about me; they were more concerned about how to catch others... who were behind me... I am still

---

<sup>2</sup> For the purpose of this study, the terms “home country” or “the child’s own country” refer to the place of habitual residence of the child or young person before he or she was trafficked.

<sup>3</sup> The interviews were conducted in 2005 and 2006 prior to a change in the UN country name for the Republic of Moldova on 6 October 2006. The country is now referred to as “Moldova”

<sup>4</sup> The results of this assessment were published in August 2006 in a joint UNICEF/Terre des Hommes report written by Mike Dottridge, *Action to prevent Child Trafficking in South Eastern Europe: A preliminary assessment*, United Nations Children’s Fund Regional Office for CEE/CIS and Terre des Hommes, Geneva, August 2006. The report is based on a review of research and agency reports as well as interviews with organizations implementing prevention initiatives. It can be downloaded at: <[www.unicef.org/ceecis/media\\_4857.html](http://www.unicef.org/ceecis/media_4857.html)>.



afraid of those guys that I reported in the police station... maybe when they are freed they will come and look for me.”

The testimonies of the children and young people in this study also reveal that professionals who had the responsibility to protect the children, in accordance with national and international standards, did not always meet their obligations. Article 19 of the Convention on the Rights of the Child (‘the Convention’), to which all countries in the region are party, recognizes that

“States Parties shall take all appropriate legislative, administrative, social and educational measures to protect the child from all forms of physical or mental violence, injury or abuse, neglect or negligent treatment, maltreatment or exploitation, including sexual abuse, while in the care of parent(s), legal guardian(s) or any other person who has the care of the child.”

Testimonies from half of the children interviewed indicate an absence of protection by professionals.

Only 11 children reported that they had been able to consult a lawyer while they were in an assistance programme. Most of those respondents who provided evidence to the police, were not represented by a lawyer (15 children). Some of these children had been told by the police that they could contact an attorney, but had no financial means to do so. Many therefore perceived justice to be a matter of money.

“Justice is not served and you need a lot of money.”

“There is no money to contact a lawyer or to seek justice.”

Under article 12 of the Convention, that

“States Parties shall assure to the child who is capable of forming his or her own views the right to express those views freely in all matters affecting the child, the views of the child being given due weight in accordance with the age and maturity of the child.”

Most of the young people interviewed in this study felt that their views were not always taken into account. Furthermore, some of the interviews suggest that the guiding principle of the best interests of the child, as afforded by article 3 of the Convention, may have been neglected.

Finally, the report demonstrates that when children who have been trafficked are given the opportunity to make their experiences known and to express their views, they provide important insights. They are “experts” on the factors that make children vulnerable, their reasons for leaving home, and their special needs regarding prevention, assistance and protection. Children and young people have

an important role to play in helping to identify areas for intervention, design relevant solutions and act as strategic informants of research.

## **ANNEX**

### ***Norms and Standards***

- Convention on the Rights of the Child and its Optional Protocols
  - Optional Protocol on the Sale of Children, Child Prostitution and Child Pornography
  - Optional Protocol on the Involvement of Children in Armed Conflict
- Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, supplementing the Convention against Transnational Organized Crime (Palermo)
- ILO Convention on the Worst Forms of Child Labour (No. 182)
- The Hague Convention on Inter-country Adoption
- Regional Instruments  
(EU, Council of Europe, OSCE, SAARC, ASEAN, UNIAP, etc.)

### ***Guidelines***

- UN High Commissioner for Human Rights Recommended Principles and Guidelines on Human Rights and Human Trafficking (2002, UNOHCHR Principles and Guidelines);
- UNHCR Guidelines on Policies and Procedures in Dealing with Unaccompanied Children Seeking Asylum of the UN High Commissioner for Refugees (1997, UNHCR Guidelines)
- UNICEF Guidelines for the Protection of the Rights of Children Victims of Trafficking (2006, UNICEF Guidelines)
- International Organization for Migration Handbook on Direct Assistance for Victims of Trafficking (2007, IOM).
- Guidelines on Justice in Matters Involving Child Victims and Witnesses
- UNHCHR Recommended Principles and Guidelines on Human Rights and Human Trafficking (2002)

***Commitments***

- World Congresses against Commercial Sexual Exploitation of Children (Stockholm, Yokohama)
- UN Special Session on Children
- UN Study on Violence Against Children
- Upcoming World Congress III Against Sexual Exploitation of Children and Adolescents, Brazil

# PSYCHOSOCIAL NEEDS OF THE CHILD VICTIM AND WITNESS

**AN MICHELS**

Clinical psychologist, Consultant, Vienna, Austria

## **Résumé**

Les besoins psychosociaux de l'enfant victime doivent être abordés dans le but de prévenir les crimes, de faciliter la participation des enfants au procès et d'assurer réparation et soulagement pour les enfants et leurs familles. L'impact d'un crime est différent pour chaque enfant victime, toutefois cela affecte son bien-être physique, psychologique et social et les conséquences en sont immédiates, aussi bien que sur le long terme. Les enfants recrutés par les forces armées ont à régler des conséquences émotionnelles et morales complexes : avoir été victimes et avoir commis eux-mêmes des atrocités. Tous les enfants victimes ont besoin d'un environnement sûr et prévisible pour les soutenir (spécialement durant leur implication dans le système judiciaire), et pour les protéger de nouvelles atteintes. Pour définir les besoins psychosociaux des enfants victimes, les interventions doivent être appliquées avec une approche basée sur les droits. Les stratégies ne peuvent être un succès que si elles s'attachent à redonner le contrôle aux enfants et à stimuler leur action et leur résilience.

## **Zusammenfassung**

Opferkinder bedürfen einer psychosozialen Betreuung, mit dem Ziel, Verbrechen vorzubeugen, die Teilnahme des Kindes am Prozess zu ermöglichen, sowie Wiedergutmachung und Entspannung für die Kinder und deren Familie sicherzustellen. Die Folgen eines Verbrechens sind bei jedem Kind unterschiedlich, beeinträchtigen aber in jedem Fall dessen körperliches, seelisches und gesellschaftliches Befinden und die Folgen und Konsequenzen sind sofort und häufig auch langfristig spürbar. Von bewaffneten Streitkräften rekrutierte Kinder sehen sich in der Folge oft mit komplexen emotionalen und moralischen Folgeproblemen konfrontiert: selber Opfer, jedoch auch selber Gräueltaten ausführend. Alle Kinderopfer brauchen ein sicheres und absehbares Umfeld, das ihnen Halt geben kann (im Speziellen während der Zeit von Verwicklungen mit dem Gesetz), und das sie vor neuerlichen Schädigungen bewahrt. Um die psychosozialen Bedürfnisse der Kinderopfer bestimmen zu können, müssen die

Interventionen im Sinn eines auf Recht basierenden Ansatzes erfolgen. Die angewandten Strategien können nur Erfolg haben, wenn sie darauf angelegt sind, den Kindern die Stabilität zu geben, die ihnen erlaubt, die Kontrolle über sich selbst wieder zu übernehmen und selbst schlagkräftig und aktiv zu sein.

### **Resumen**

Las necesidades psicosociales del niño víctima deben ser abordadas con la finalidad de prevenir los crímenes, de facilitar la participación de los niños en el proceso y asegurar reparación y alivio para los niños y sus familias. El impacto de un crimen es diferente para cada niño víctima, sin embargo esto afecta a su bienestar físico, psicológico y social y las consecuencias son inmediatas, al igual que sobre el largo plazo. Los niños reclutados por las fuerzas armadas tiene que hacer frente a consecuencias emocionales y morales complejas: haber sido víctimas y haber cometido ellos mismos atrocidades. Todos los niños víctimas tienen necesidad de un medio seguro y previsible para apoyarles (especialmente durante su implicación en el sistema judicial ), y para protegerlos de nuevas heridas. Para definir las necesidades psicosociales de los niños víctimas, las intervenciones deber aplicarse con un enfoque basado sobre sus derechos. Las estrategias no pueden tener éxito si no se vinculan a devolver el control a los niños y a estimular su acción y resiliencia.

### **Summary**

Psychosocial needs of child victims must be addressed in order to prevent crimes, facilitate the child's participation in the process, and secure reparations and remedies for children and their families. The impact of a crime is different for every child victim, however it affects the physical, psychological, and social well-being, and the consequences are immediate as well as long-term. Children recruited by armed forces deal with the complex emotional and moral consequences of beings victims and having committed atrocities themselves. All victim children have need for a safe and predictable environment, for support (especially during their involvement in the justice system), and for protection from further harm. In order to define the psychosocial needs of child victims, psychosocial interventions must be applied with a rights-based approach. Strategies can only be successful if they focus on giving back control to children and stimulate their agency and resilience.

## **INTRODUCTION**

This presentation gives an overview of the psychosocial needs of child victims and witnesses. It focuses on four questions: Who are the child victims? What is the psychosocial impact of victimization? What are the needs and rights of child victims? And finally, what are the implications for the justice system?

The questions reflect different aspects that are crucial for the development of a psychosocial approach and for the protection of rights of children participating in justice processes. The goal of this presentation is not to give an in-depth analysis of the psychosocial needs of these children but rather to summarize some central concepts to show the importance of a psychosocial approach for victims and witnesses as well as for the justice process as a whole.

The importance of looking through a psychosocial lens at child victims and witnesses is twofold. Psychosocial problems of children, including issues that arise within their families, can be indicators of their vulnerability. Understanding the dynamics and consequences of psychosocial problems children face can thus help to prevent crimes against them and to prevent repeat victimization.

Secondly, it is important to address psychosocial needs of child victims and witnesses to protect these children from further harm and prevent revictimisation by the justice process. Adopting a psychosocial lens will also facilitate the proceedings. It may improve the quality and truthfulness of a child's statement, can facilitate the child's participation in the process and can also contribute to better decisions regarding remedies and reparations for children and their families.

Psychosocial support can be defined as any local or outside support that aims to protect the psychosocial well-being and/or prevent mental disorder<sup>1</sup>. A psychologist or other psychosocial experts can offer this support, but it can also consist of child-friendly measures implemented by all professionals dealing with children in justice processes.

## **WHO ARE THE CHILD VICTIMS AND WITNESSES?**

Crimes of violence, abuse or exploitation are the most damaging to children's development. Victims suffer very often from harm after physical, sexual or psychological violence or neglect committed by parents, caretakers or strangers. In

---

<sup>1</sup> IASC. 2007. IASC Guidelines on Mental Health and Psychosocial Support in Emergency Settings, p. 1-2.

addition, it is important not to lose sight of children who are victims and witnesses of particular crimes, such as trafficking or – in conflict-settings – specific war-related crimes such as recruitment of children by armed groups, sexual slavery or maiming.

Various underlying factors can increase the vulnerability of children to become a victim of violence, abuse or exploitation. Understanding these factors is crucial to prevent violence, to evaluate the impact of their victimization and to identify needs of child victims.

The UN Study on Violence against children divides risk factors into different categories<sup>2</sup>. Firstly, parent or family-related factors play an important role. As research shows, a substantial proportion of physical and sexual violence against children is committed by caretakers or other people close to the child. Dysfunctional or disrupted family-relationships, stress, social isolation, violence between parents or poor parent – child interaction can therefore be indicators of a heightened risk for violence or neglect in the family<sup>3</sup>. At the same time, a stable family environment is also an important factor in the protection of children against violence and exploitation outside the family.

Secondly, factors related to the child contribute to the risk to become victim of violence. The child's gender is particularly important. Girls are at a higher risk to become victim of sexual abuse and exploitation<sup>4</sup>. In some societies, girls also suffer relatively more neglect than boys, especially throughout early childhood<sup>5</sup>.

Age also plays a role. Forms of violence to which a child could be exposed vary according to age and stage of development. Infants and young children are at a higher risk to be victimized by primary caregivers and other family members, while older children, who are less dependent of caretakers and interact more outside their home, are more likely to be harmed by people outside the family. Also, among adolescents steep increases in the rates of violent victimization (and perpetration) have been recorded<sup>6</sup>. Disability, previous exposure to violence and

<sup>2</sup> Pinheiro, P. 2006. *World Report on Violence against Children*. New York: United Nations.

<sup>3</sup> Pinheiro, P. 2006. *Ibid*, 68-70.

<sup>4</sup> A review of epidemiological surveys from 21 countries, mainly high- and middle-income countries, found that at least 7% of girls (ranging up to 36%) and 3% of males (ranging up to 29%) reported sexual victimization during their childhood. Finkelhor, D. 1994. *The International Epidemiology of Child Sexual Abuse*. *Child Abuse & Neglect*, 18 (5), 409-417. Quoted in Pinheiro, P. 2006, *Ibid*. p. 54.

<sup>5</sup> Rehn E., Sirleaf Johnson, E. 2002. *Women, war, peace*. Progress of the World's Women. Vol. 1. New York: UIFEM.

<sup>6</sup> Pinheiro, P. 2006. *Ibid*, p. 287

other child-related factors can also increase the risk to become victim of violence, abuse and neglect.

Thirdly, socio-economic and societal factors should be taken into consideration. Poverty, lack of access to education, war, weak laws to protect children, societal tolerance towards some forms of violence and other aspects can considerably impact on the risk to become victim of violence.

Different risk factors also interact. For instance, children with a history of violence, abuse or neglect in the family may show an increased risk to become a victim of violence again, in their childhood but also later in life. As a result of their experiences, they might miss skills to cope with stress, to confront pressure or to be assertive. They might as well lack the capacity to distinguish between genuinely caring relationships and abusive relationships. Because of these challenges children may lack the tools to protect themselves against repeat violence.

A psychosocial approach, such as a psychosocial assessment of the child victim or witness and his or her family, individual counselling prior to the procedure or other measures may bring these factors to light and contribute to decisions that protect children from further harm.

## **WHAT IS THE PSYCHOSOCIAL IMPACT OF VICTIMIZATION?**

The impact of a crime is different for every child victim. The age, personality, history and background of the child, the type and severity of the crime, as well as the available support given to victim are all factors that determine the level of harm a child will suffer. Has a child the maturity to understand what happened? Which potentially harmful experiences the child suffered from previously? Is the child living in a stable family environment? Has the violence occurred once or was it recurrent over a long time? Is the perpetrator someone the child trusted?... are all questions that can offer information to assess the impact of victimization.

The impact of crime can be physical, psychological or social and a distinction has to be made between immediate and long-term consequences. Violence, abuse and exploitation can lead to the development of behavioural, cognitive and emotional problems in children. For instance, children - who generally perceive the world from a much more self-centered perspective than adults do - will easily develop feelings of shame and guilt over what happened. In many cases of long-term child abuse, the perpetrators have told victims that they were “provoking” the abuse or they were “asking for it”. Very often child victims also feel responsible for the fact that their perpetrator will be punished, a fact that can be disturbing, especially in case he or she is someone close to the child.



Young children who have suffered from violence committed by a parent or caretaker can develop problems with attachment and loss of basic trust. Such violence, abuse and neglect often entail the disturbance of a primary bond which models relationships with significant others in later life. Also other aspects of physical, emotional or cognitive development can be disturbed. Victimization can lead to anxiety, depression and other trauma-related reactions; it can also trigger learning disabilities or even cause a delay in physical and motor development of children.

Immediate reactions after violence or abuse differ between age groups. Examples of reactions of children under five are increased clinginess and crying, nightmares or intense fear. Children between six and twelve can show temporary regression, including bed-wetting, psychosomatic problems, poor concentration and aggressive or sexualized play. Older children in the age group between 13 and 19 can show signs of withdrawal, depression, eating disorders or substance abuse.

The impact of crimes may result in problems later in life. Often, child victims of serious violence, exploitation and neglect suffer from mental health and/or relational problems later in life. In some cases, they become perpetrators of the same acts they suffered from.

Some specific crimes lead to specific problems. Long-lasting sexual abuse, trafficking and other serious crimes can lead to severe trauma. Some child victims develop survival strategies, which helped them to survive at the time of the crime but which can lead to behavioural and relational problems later on. Sometimes the development of these reactions can make it difficult for victims to seek and benefit from assistance. This can be the case for victims who have developed emotional numbness or who have – often as a result of severe manipulation, emotional pressure or threats – have started to identify with and protect their aggressor.

Children who have been recruited by fighting forces or armed groups very often have to carry a double burden: they are victims but often also committed atrocities themselves. They have to deal with the complex emotional and moral consequences of that fact and often develop a specific pattern of problems as a result. Many of them suffer from behavioural disturbances such as poor control of aggression or inappropriate risk-behaviour; mood swings or numbness, nightmares and flashbacks, anxiety and substance abuse<sup>7</sup>. Some children find it difficult to

---

<sup>7</sup> Michels, A. 2007. Expert Witness Report: The psychosocial impact of war-related crimes on victims of the Sierra Leonean conflict. Freetown: Special Court for Sierra Leone, p. 3.

disengage from the idea that violence is a legitimate means of achieving their aims, particularly when confronted with frustration or a feeling of injustice<sup>8</sup>.

Although the impact of crimes on children can be severe, many children also show remarkable resilience and manage to recover from the harm done to them, on the condition that they are protected from further violence and that they can recover in stable environment where appropriate support is made available to them.

## **WHAT ARE THE PSYCHOSOCIAL NEEDS OF CHILD VICTIMS?**

An analysis of the impact of different crimes makes it clear that children have specific psychosocial needs. However, child victims are not only passive recipients of care, they also have rights. It is important to stress this fact and to apply a rights-based approach in the implementation of psychosocial interventions. This approach improves the effectiveness of the support provided and contributes to the creation of a common language, understood by everyone involved in justice processes involving child victims and witnesses. Indeed, strategies for psychosocial support of child victims and witnesses can only be fully successful if they focus on giving back control to children and stimulate their agency and resilience. In addition, psychosocial support also contributes to the realization of the rights of children. Within a rights-based approach, principles of psychosocial support should also be in line with international instruments that provide standards for the protection of children, such as the Convention on the Rights of the Child, and the UN Guidelines on Justice in Matters involving Child Victims and Witnesses of Crime<sup>9</sup>

Child victims and witnesses of crime have need for a safe and predictable environment; they also have need for support and protection.

First and foremost, after having suffered from a crime which per definition makes victims feel powerless, children have need for a safe and predictable environment in which they feel in control. Such an environment is crucial to help children to tap their resources and thus create conditions for recovery and resilience. The psychosocial response to this need can be framed in terms of rights. It correlates with a child's right to be informed, to express views and concerns, to

---

<sup>8</sup> Machel, G. 2001. *The impact of war on children*. New York: UNICEF, p.20.

<sup>9</sup> UN Economic and Social Council Resolution, 2005/20 of 22 July 2005.

have access to special preventive measures and their right to be protected from hardship and further harm.

Secondly, child victims and witnesses are in need of support before, during and after their involvement in the justice system, in order to help them understand what happened to them, to deal with the physical and psychosocial consequences and to recover. Offering this support contributes to the realization of child victims' rights of effective assistance, to be treated with dignity and compassion as well as their right to reparation.

Finally, child victims and witnesses are in need of protection. They need to be protected against further physical and psychological harm, but also against pressure from their family, from the perpetrator or media. This corresponds with their right to be protected from further harm and to have access to special measures.

## **WHAT ARE THE IMPLICATIONS FOR THE JUSTICE SYSTEM?**

The fact that child victims and witnesses have specific needs and rights has important implications for the justice system. Measures should be put in place to ensure that child victims and witnesses can participate in the process while at the same time their needs are taken into consideration and their rights are respected.

First of all, in order to create a safe and predictable environment for child victims and witnesses, their psychosocial well-being should be considered a responsibility of all actors contributing to the justice process. Therefore, provisions for support and protection mechanisms need to be reflected in the statutory framework of the justice mechanism, in order to assure that guidelines are implemented and interventions are developed and that sufficient leverage to make available human and financial resources is available.

The responsibility for the well-being of child victims and witnesses should also be included in any code of conduct for magistrates, lawyers and any other staff involved. Furthermore, all staff dealing with children should receive training on issues related to child rights and communication with children.

Procedures should be made as child-friendly as possible so that every child, regardless of his or her age, understands and can fully participate in the proceedings. Children should be given time and space to give an account of the incident(s) in their own words. The use of neutral pre-interview questions can be helpful to enhance the child's comfort level and confidence. Encouraging child-friendly communication will make the trial procedure also more efficient and will

improve the quality of children's statements. The Guidelines on Justice in Matters involving Child Victims and Witnesses of Crime give guidance in this respect.

In addition to making procedures as child-friendly as possible, judges should demonstrate maximum flexibility so that the process may be adapted to the special needs of the child victims and witnesses while taking into consideration procedural limitations and restrictions. It is imperative that judges control inappropriate questioning by the parties.

Specialized staff with expertise in psychosocial support and child protection should be involved in any step of the process to provide specialized support to children if necessary and to offer guidance and expert advice to magistrates, lawyers and staff dealing with child victims and witnesses.

Child victims and witnesses have the right to be accompanied by a support person, chosen by the child, throughout the procedure. This person should build up a relationship of trust with the child and help to offer support and create a predictable environment, by being present with the child at hearings, ask information on behalf of the child and explain procedures in case they are unclear. Having access to sufficient and child-friendly information can make participation easier and safer for children.

Finally, it should be recognized that the safety of a child victim or witness is an objective determination but that fear also arises from personal perception. Therefore, the child's perception of fear must be addressed along with the objective assessment of the child's safety.

## **CONCLUSION**

This presentation addressed different aspects that are crucial for the development of a psychosocial approach and for the protection of rights of children participating in justice processes.

An analysis of risk factors can give more information on the background of child witnesses and can contribute to appropriate measures to protect them. Understanding the impact of victimization is essential to comprehend the child victims' need for support, protection and for a safe and predictable environment. Finally, a number of measures needs to be put in place in order to assure that the justice process is adequately adapted to respond to the psychosocial needs of child victims and witnesses.

# SUPPORTING CHILD VICTIMS AND WITNESSES OF CRIME

## **NADJA POLLAERT**

Director General, International Bureau for Children's Rights (IBCR), Montreal, Canada

## **TERRY WATERHOUSE**

Professor, Criminology and Criminal Justice Senior Associate, University of the Fraser Valley, Abbotsford, Canada

### **Résumé**

Les enfants sont susceptibles de victimisation qui ne pourrait affecter les adultes, et ceux qui font face à des défis supplémentaires sont encore plus vulnérables et nécessitent un soutien spécialisé. Le Bureau International des Droits de l'Enfant conjointement avec ses partenaires onusiens, a donc entrepris l'élaboration d'une boîte à outils : une Loi Modèle, un manuel de mise en pratique et un site Internet de formation fournissant douze modules de formation en ligne. Cela vise à assurer une connaissance chez les professionnels des Droits des Enfants victimes et témoins : y compris le droit d'être traité avec dignité et compassion, le droit d'être protégé de la discrimination, le droit d'être informé, le droit d'exprimer ses points de vue et soucis, le droit au respect de la vie privée, le droit d'être protégé des épreuves.

### **Zusammenfassung**

Kinder können auch in Situationen zu Opfern werden, wo dies für Erwachsene nicht der Fall wäre, und jene die zusätzlichen Herausforderungen noch die Stirn bieten müssen, sind noch viel verletzlicher und bedürfen spezialisierter Unterstützung. Das Internationale Bureau für die Rechte des Kindes (BIDE) hat zusammen mit seinen UNO-Partnern Werkzeuge erarbeitet: ein Mustergesetz, ein Kompendium zur Umsetzung und eine Bildungs-Website, wo zwölf Ausbildungsmodule online angeboten werden. Dies zielt darauf ab, bei den berufsmässig mit den Rechten der Kinderopfer/-zeugen betrauten Leuten genügende Kenntnis der einzelnen Rechte zu gewährleisten: einschliessend das Recht, mit Würde und Mitgefühl behandelt zu werden; das Recht, vor Diskriminierung geschützt zu sein; das Recht, informiert zu werden; das Recht,

seine Ansichten und Sorgen auszudrücken, das Recht auf Respektierung des Privatlebens; das Recht, vor Erpressung geschützt zu sein.

### **Resumen**

Los niños son susceptibles de victimización que no puede afectar a los adultos, y los que hacen frente a estos retos suplementarios son todavía más vulnerables y necesitan un apoyo especializado. El Departamento Internacional de Derechos del Niño conjuntamente con sus asociados de la ONU, han emprendido pues la elaboración de una caja de útiles: una Ley Modelo, un manual de puesta en práctica y un sitio Internet de formación que proporcionan doce módulos y formación en línea. Esto apunta a asegurar un conocimiento entre los profesionales de los Derechos del Niño víctimas y testigos: incluido el derecho de ser informado, el derecho de expresar sus puntos de vista y preocupaciones, el derecho al respeto de la vida privada, el derecho de ser protegido de las pruebas.

### **Summary**

Children are susceptible to victimization that might not befall adults, and those facing added challenges are even more vulnerable and deserve specialized support. The International Bureau for Children's Rights, jointly with its UN partners, therefore undertook the drafting of a toolkit: a Model Law, an implementation handbook, and a training website providing twelve on-line training modules. This aims at ensuring that professionals are well versed in the Rights of Child Victims and Witnesses: including the right to be treated with dignity and compassion, the right to be protected from discrimination, the right to be informed, the right to express views and concerns, the right to privacy, the right to be protected from hardship.

\* \* \*

## INTRODUCTION

Since its inception the United Nations has formulated numerous international instruments designed to enhance criminal justice policies and practices. The United Nations congresses on the prevention of crime and the treatment of offenders have contributed to this process of standard-setting, beginning with the First Congress, in 1955, which adopted the Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners. Since then, significant work has been done by the agencies of the UN, and national and international partners, which has led to the development of a number of instruments specific to various facets of criminal justice. This includes the adoption in 2005 of the *Guidelines on Justice in Matters involving Child Victims and Witnesses of Crime*. This paper will outline the rationale for the development of the guidelines, outline a training program currently being developed by the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), the International Bureau for Children's rights (IBCR) and the United Nations Children's Fund (UNICEF), as well as several partner agencies, and provide an introduction to the rights of child victims and witnesses which are addressed in the training program.

## ADDRESSING THE RIGHTS OF CHILD VICTIMS AND WITNESSES

In 1997, the International Bureau for Children's Rights published a global report, *The International Dimensions of Sexual Exploitation*. This report followed a series of hearings held in Paris, France (1997), Fortaleza, Brazil (1998) and Colombo, Sri Lanka (1999). One of the main challenges with regard to the sexual exploitation of children and their role in the criminal justice system was to assure the right of the child in the judicial process as well as to broaden the perspective with regard to the protection of the child as a witness and his or her right to express the opinion and participate before the process, during the hearing and after the criminal proceedings. These were the main motivations behind the subsequent decision to draft the Guidelines with the help and guidance of an international and multidisciplinary panel of distinguished experts.

Given their developing physical size and maturity, children are susceptible to victimization that might not befall adults. Children who face added challenges due to special needs or due to severe victimization are even more vulnerable and therefore deserving of specialized supports. Additionally, it is now well established that children can be further victimized through police interrogation and court

procedures which do not always grant children the same assistance provided to adults. It nevertheless took quite some time before legal protection for child victims and witnesses started to be considered as necessary and legitimate by national criminal justice policy makers and international organizations. Still this work is in its infancy and much remains to be done. The Guidelines aim to fill the gap between the specific context of a criminal process and two principles of the CRC, namely the best interest of the child (article 3) and the right to be heard (article 12).

In order, to move forward and provide State parties with assistance in this area, UNODC (the UN Office on Drugs and Crime), UNICEF and the International Bureau for Children's Rights, sponsored by the government of Canada, undertook the drafting of a toolkit which includes a model law; an implementation handbook and Interactive training modules. The implementation handbook, -a legislative review of about one hundred countries done in Arabic, French, English, Spanish and Portuguese- intends to provide a reference to existing legislation and a framework for the implementation of the guidelines on a domestic level. To be selected, abstracts had to emanate from States' or international organisations' official websites and/or to be cross-checked with respect to their reliability with other websites, publications or references. The interactive training aims for a more comprehensive overview of the practical measures to be taken in relation to every single right by each professional category. The model law has been completed, but not yet adopted by the United Nations. The goal of the model law is to assist States in drafting national legislation and developing institutions to protect child victims of violence and mistreatment. This includes children not willing to be interviewed by authorities or unwilling to testify. It extends further to child suspects who have been victimized, intimidated or forced to commit a crime. Prior to the inclusion of this provision within the model law, it was fully acceptable to provide protection only for those child victims and witnesses willing to testify. This is no longer the case. The model law, building on international standards, outlines the rights of child victims and witnesses: specifically the right to be treated with dignity and compassion; the right to be protected from discrimination; the right to be informed; the right to express views and concerns and to be heard; the right to effective assistance; the right to privacy; the right to be protected from hardship during the justice process; the right to safety; the right to special preventive measures; and the right to reparation.



## **RESPONDING TO THE NEED FOR TRAINING**

As stated, the model law and handbook are designed to support the training of professionals and citizens involved in the support of child victims and witnesses. The need for this is clear. All of those who work to support child victims and witnesses face daunting challenges. First and foremost they must commit to always acting in the child's best interests. In doing so they must work to develop the trust of the child while working across agencies and systems (criminal justice, health, education for example) and at the same time ensuring strict confidentiality is upheld. In order to effectively carry out these tasks, professionals, regardless of background, require special training to ensure they can work to guarantee the respect of the rights of the child.

The training program is divided into twelve modules which cover the rights of child victims and witnesses as outlined in the model law and the handbook. Each module outlines the objectives to be covered in the module, an introduction to the topic (including reference to relevant sections in the Guidelines) and, where relevant, other UN instruments, background information related to each right, and a series of strategies for how each right might be applied in key professional groups (such as Judges/Magistrates, prosecutors, lawyers, law enforcement, social workers, health-care professionals, community workers).

As stated, one of the key goals of the online training program is to ensure that professionals are well versed in the Rights of Child Victims and Witnesses. These Rights are detailed below.

### ***The Best Interests of the Child***

The best interests principle is widely used as a guiding principle in many documents related to the care of children. It has wide applicability far beyond criminal justice. The principle is presented in Article 3(1) of the Convention on the Rights of the Child (CRC). The principle asserts that when decisions are made or actions taken that affect children, the interests of the child should be a primary consideration rather than being placed after the concerns of parents, the community, or even the State. While recognizing the responsibilities, rights and duties of parents or, where applicable, members of the extended family or community as provided for by local custom, the CRC provides that States give primary consideration to ensuring necessary protection and care for the child's well-being.

Determining the best interests of a child victim or witness can be complex but should always take the individual circumstance of the child into account. It is determined by considering a variety of circumstances including the age and level

of maturity of the child, the presence or absence of parents, and the child's environment and experiences. In considering the best interests of child victims and witnesses it is important to remember that children become involved in the criminal justice system following difficult and often traumatic events. They are not there out of choice or because of any action or behaviour on their part. They are impacted by the acts of others and thus require a patient and empathic response from criminal justice professionals. When acting from the child's best interests professionals will ensure that all of the other rights bestowed upon them in the Handbook are protected. This includes working to ensure their maximum participation in all aspects of the criminal justice process.

### ***The Right to be Treated with Dignity and Compassion***

The CRC addresses the issue of dignity and compassion several times, though it is not listed as a specific right as it is in the Guidelines. The preamble to the CRC recognizes that

“the inherent dignity and the equal and inalienable rights of all members of the human family [are] is the foundation of freedom, justice and peace in the world”.

It continues by stating that all children should be raised with

“peace, dignity, tolerance, freedom, equality and solidarity”.

The dignity of the child is one of the key concepts underlying the *Guidelines*. It is first referred to as one of the four guiding principles (along with non-discrimination, the best interests of the child and the right to participation). Dignity is closely linked with the complimentary principle of compassion. The *Guidelines* state that operating from a perspective of dignity and compassion requires a responsibility to child-sensitive practice through caring and sensitive treatment throughout the process, limited interference in the child's private life and ensuring all interactions in an environment that considers special needs, abilities, age, intellectual maturity and evolving capacity.

Dignity and compassion are especially important rights for child victims and witnesses as they can help them cope with the often bewildering nature of the criminal justice system. Furthermore, feeling that the individuals and the system overall treat them with dignity and compassion may in turn contribute to the child's greater willingness to assist in the investigation and judicial process, while decreasing the likelihood of secondary victimisation.

### ***The Right to be Protected from Discrimination***

Ensuring non-discriminatory treatment and practices for child victims and witnesses is closely linked to the concept of equality, which is in turn a deeply rooted principle in human morality. Still, citizens face inequality or discrimination in many ways every day. Children are vulnerable to discrimination and different groups of children are accorded differing levels of respect which often result in discriminatory practices. These differences can limit the opportunities afforded to children. For example children from minority groups or indigenous communities frequently experience negative assumptions about their competence, their integrity and their abilities to learn. In all these cases, children's self esteem and sense of self worth is undermined and their opportunities for growth diminished.

Professionals must be aware that discrimination against child victims and witnesses can be perpetrated in many ways. The State may discriminate through action or omission. A direct act of discrimination would include legislation barring children from involvement in criminal proceedings in which they are a victim or witness. An act of omission would occur in cases where the State fails to protect the child. Further, parents or caregivers may discriminate through their power over their child. Other individuals, through media, schools or religious organizations, may also perpetrate discrimination. Finally, peers may discriminate against the child.

Professionals have two types of responsibilities when working to support non-discrimination of child victims and witnesses. The first set of responsibilities is often called negative duties. These require professionals to be conscious of their own actions and to abstain from discriminatory practices. The second, called positive duties, involve the responsibility to ensure the absence of discrimination in policies and practices through information, encouragement and protection regarding the equality rights of victims and witnesses.

### ***The Right to be Informed***

In essence the right to be informed is the child's right to hear and understand what is going in relation to their involvement in the criminal justice system. This means that from their first contact with the justice system and throughout the justice process, child victims and witnesses, their families and the people who defend them have the right to be told about the availability of support services, the status of the criminal case and their rights in relation to that case.

Many states have legislation that requires information be provided to victims, but often only when they request it. While these "opt-in" provisions aim to protect the victim against feeling harassed by undesired information, it may result in the

victim missing useful information that he or she would actually have wished to receive. The same respect of the victim's wish not to know about the proceedings may be achieved through an "opt-out" option, which allows the victim to automatically receive all relevant information unless he or she expressly requests not to receive it.

It is important that children and their families are informed about risks related to their involvement in the justice process and the protective measures in place, so that they are able to make an informed decision about their involvement and, where necessary, ensure that steps for protection are taken. In addition they should be properly informed about potential outcomes of the case, and the consequences of their involvement, so that realistic expectations are created. Where applicable, such information should include information on the victims' right to restitution and/or compensation.

### ***The Right to be Heard and to Express Views and Concerns***

The CRC recognizes that all children are capable of determining their own point of view on matters related to them. As such they are also entitled to have it taken into account. It is important that children are given guidance and support to express their views. With the appropriate assistance, all children – no matter how old they are – are capable of expressing their views and participating in decisions that affect them. The use of child friendly communication techniques is one of the ways children can be offered guidance and support to express themselves. Children's views however, should be given "due weight" in accordance with their age and maturity. So, the greater the age and capacity of the child, the more seriously their views should be considered. Hence, the CRC encourages adults to listen to the opinions of children, to give these opinions due weight and to involve them in decision-making.

### ***The Right to Effective Assistance***

For children the impact of crime can have far-reaching effects on their psychological development, on relationships with caregivers, siblings and peers, on their ability to learn and thus on their future as adults. In order to prevent or reduce these consequences as much as possible, and allow for the harmonious development of the child, proper assistance to child victims and witnesses is required as early as possible after the discovery of an offence. In the case of a child who has been traumatized, every step should be taken to enable the child to enjoy his or her return to a healthy development. This assistance may consist, depending on the child's specific needs, of financial, legal, counselling, health, social and

educational services, physical and psychological recovery services or other services necessary for the child's reintegration. Assistance can take different forms depending on the context and culture in which the child lives.

One way to provide child victims and witnesses with effective assistance is by use of a multi-disciplinary approach throughout the entire court process. There are a number of ways that professionals can cooperate and in so doing assist in making the process more child-friendly. For example, cooperation between all criminal justice agencies involved in investigations can reduce the number of times a child has to be interviewed.

### ***The Right to Privacy***

Privacy is a fundamental human right. It is important that children be provided with the same opportunities provided to adults to withhold personal and private information. This is especially true for child victims and witnesses. Strict confidentiality by every professional involved with child victims and witnesses allows for the building of trust, especially with children who are vulnerable due to repeated victimization, exploitation or exposure to violence. In the context of child victims and witnesses of crime, the right to privacy can be seen in two ways. First, it is closely linked to the right to be treated with dignity and respect while disclosing sensitive, personal information. Secondly, it relates to the maintenance of confidentiality, where possible, of personal information disclosed during court preparation, proceedings and post-trial events. For child victims and witnesses the right to privacy should provide mechanisms to limit the number of people privy to the child's private information, limit the disclosure of their name or other identifying information and removing the public and media from courtrooms during the child's testimony.

### ***The Right to be Protected from Hardship during the Justice Process***

The right of child victims and witnesses to be protected from hardship during the justice process requires that criminal justice processes do not further traumatize child victims and witnesses. It is well known that the court process is foreign and intimidating to children, therefore it is incumbent upon professionals to use their power to make the process easier for children, ideally even beneficial to them.

Preventing hardship during the justice process is an important step to ensuring that the best interests and dignity of child victims and witnesses are respected. By avoiding unnecessary stress to the child and improving his or her feelings with respect to the justice process, professionals contribute to making the child's participation in the proceedings easier and less harmful. Ultimately, protecting

child victims and witnesses from hardship increases their capacity to participate in legal processes, by improving the quality and reliability of their testimony. Specific measures to protect children from hardship include provisions that allow a support person to follow all aspects of the justice process with the child, speedy completion of proceedings and limit the number of times children must be interviewed or attend court.

### ***The Right to Safety***

Involvement as a victim and/or witness in a criminal process can be a frightening experience. Witnesses and victims can be at risk of intimidation because of their involvement in the justice process. The risk of intimidation of children should be given special attention, especially in cases of sexual abuse, trafficking or in cases where the alleged perpetrator is someone close to the child. In some cases, victims and witnesses may face threats to their lives. The right to safety may require physical and emotional protection during the judicial process, as well as ensuring their safety before and after the trial by either keeping their whereabouts confidential or taking action against an offender to stop potential intimidation and retaliation.

Beyond providing for the child's physical and emotional safety, every effort must be made to ensure the child is confident in personal decision-making so that they feel they can be an active participant in determining their best interests in the criminal proceedings and beyond. They must also be made safe within the criminal justice system so as to avoid harm by representatives of the system.

Clearly, creating a sense of safety for child victims and witnesses involves much more than simply providing for their physical security. One of the primary goals of criminal justice professionals must be the development of secure feelings for child victims and witnesses. Safety is an important step in the successful participation of a child victim or witness in the trial process; when safety is experienced the child is more able to fully participate in the trial process. There are several qualities that professionals can display to ensure a sense of safety is created. These are especially important for victims who have been harmed by serious assault, especially sexual assault. Such qualities include demonstrating respect for the child and the ability to develop a comfortable, trusting rapport with the child.

### ***The Right to Reparation***

The concept of providing supports to victims following victimization is not new. Most societies have traditional practices which see provisions for payments to

victims or their families. This is important as victims often suffer physical injury, emotional and mental trauma, and financial loss as a result of their experiences. Thus, victims should be granted the right to receive reparations as a way to redress harms. Reparation is in fact an official recognition of the harm that child victims have suffered. Reparations help child victims recover their health and well-being. It can also help children to start a new life.

Whenever possible, the decision to provide reparation should happen at the time of the trial, as long as the child is protected and his or her needs and views are considered. Other types of informal and community justice procedures, such as restorative justice, should be encouraged. Restorative justice focuses on repairing the harm caused by a criminal act and not on punishment. Reparation can come from different places and in different ways. The person who has been found guilty of breaking the law can be required to provide reparation to the victim. Reparation can also come from the government through programmes that help victims of crime. Whenever possible, reparation should pay for the cost of social and educational reintegration, medical treatment, mental health care and legal services. Rules should be in place to make sure that victims receive reparation.

Reparations help victims to recover, and ideally, to return to normal life by repaying them for their losses, providing medical and/or psychosocial support, as well as recognition for their suffering. Reparation is also meant to convey a sense of justice to child victims. However, it is important to note that the physical, financial and emotional costs cannot be measured monetarily. Thus the making of reparations is not intended to try and erase the experience; rather to acknowledge it and assist with the process of recovery.

### ***The Right to Special Preventive Measures***

The Right to special preventive measures means that child victims and witnesses have a right to be protected from further harm. Rules should be put in place to protect the rights of all children and to prevent them from being hurt and from suffering any harm. When there is a risk that a child victim may be harmed, special actions need to be taken to protect the child. Specific actions will be needed to protect children who have been hurt in their homes, children who have been used for sex, children who have suffered harm while living in institutions and children who have been moved from one country to another for purposes of work, sex or other abuses. Without such preventive measures, giving evidence might amount to a death sentence for some children. Being confronted with their torturer can be an ordeal, even for children who may have already done significant work to deal with associated trauma. These preventive measures are largely the responsibility of States who can address this issue by providing for a specified

range of protective measures such as expunging from the public record any names, or home or school addresses that would allow the child to be found.

## CONCLUSION

Our criminal justice system is predicated on the requirement of citizens to testify in court when they are victims or witnesses. However, giving court testimony is extremely stressful, especially for children. It is therefore important that all professionals do everything possible to protect children and make the process easier for children. This need is perhaps best summed up in a quote from Maud de Boer-Buquicchio, the Deputy Secretary General of the Council of Europe:

“...protecting children means using our powers to have their rights recognized and defended.

Protecting children also means transmitting our powers to them so that they have the possibility to exercise their rights and defend themselves... we may not have a magic wand but we do have powers. Powers bring responsibilities. All we have to do is put our powers at the service of a common cause: building a world fit for our children.”<sup>1</sup>

It is the goal of the Guidelines and the online training program to assist professionals as they endeavour to do this.

---

<sup>1</sup> International Bureau for Children’s Rights (2004). Making Children’s Right Work; National and International Perspectives: Final Report of the Conference held in Montreal, 18 to 20 November, 2004.



## **TROISIÈME PARTIE**

### **DU CONCRET**

# EXPERTISES DE CRÉDIBILITÉ = EXERCICE JUDICIAIRE DE HAUTE VOLTIGE

**PHILIP D. JAFFÉ**

Directeur de l'Institut Universitaire Kurt Bösch, Responsable de l'UER  
en Droits de l'enfant, Sion

## **Résumé**

L'auteur examine la nature des expertises de crédibilité, leur évolution historique, ainsi que quelques éléments de la méthodologie employée pour les conduire. Il décrit l'engrenage médico-socio-judiciaire susceptible de se mettre en route lors d'allégations d'abus sexuels sur des mineurs, de même que les buts visés par l'expertise. Une analyse des éléments qui ont induit une suspicion autour de la valeur du témoignage de l'enfant, met en lumière des raisons liées aux recherches d'éminents psychologues (notamment les travaux du Belge Varendonck). L'abandon progressif des différents filtres mis en place dans le fonctionnement judiciaire, en particulier anglo-saxon, a conduit de l'enfermement de la parole de l'enfant à sa libération progressive. Un exposé des méthodes utilisées pour son évaluation complète l'intervention. Celle-ci s'achève par la pose du cadre des multiples compétences nécessaires à la pratique d'expert en crédibilité.

## **Zusammenfassung**

Der Autor untersucht das Wesen von Glaubwürdigkeitsgutachten, deren historische Entwicklung, sowie einige methodologische Elemente zu deren Durchführung. Er beschreibt das medico-sozio-juristische Räderwerk, welches sich in Gang setzt, wenn es um Beschuldigungen zu sexuellen Übergriffen an Minderjährigen geht. Dann beschreibt er auch die durch diese Gutachten verfolgten Ziele. Eine Analyse derjenigen Elemente, die zu einer auf Zeugenaussagen von Kindern basierenden Verdächtigung geführt haben, bringt Gründe ans Licht, welche die Forschungen eminenten Psychologen (namentlich die Arbeiten des Belgiens Varendonck) bestätigen. Die schrittweise Aufgabe der diversen, zuvor in gerichtlichen Verfahren, insbesondere im angelsächsischen Raum, angewandten Filtermethoden, hat von einer Einkapselung weg, und hin zur schrittweisen Befreiung der kindlichen Wortmeldung, geführt. Die Darstellung der für seine Auswertung verwendeten Methoden, komplettiert sein Referat. Er endet mit der

Darlegung der umfangreichen Kompetenzen, die zur Tätigkeit als Experte für Glaubwürdigkeit unerlässlich sind.

### **Resumen**

El autor examina la naturaleza de las valoraciones de credibilidad, su evolución histórica así como algunos elementos de la metodología empleada para llevarlos a cabo. Describe el engranaje médico socio-judicial susceptible de ponerse en marcha durante las alegaciones de abusos sexuales con los menores, al igual que los objetivos pretendidos en el informe. Un análisis de los elementos que han inducido a una suspicacia en torno al valor del testimonio del niño, saca a la luz las razones relacionadas con las investigaciones de eminentes psicólogos (en particular los trabajos del Belga Varendonck). El abandono progresivo de los diferentes filtros puestos en marcha en el funcionamiento judicial, en particular anglosajón, ha conducido del mutismo del niño a su liberación progresiva. Un informe sobre los métodos utilizados para su evolución completa la intervención. Ésta se termina por el planteamiento del marco de varias competencias necesarias para la práctica de experto en credibilidad.

### **Summary**

The author deals with credibility assessment techniques, their historical evolution, as well as notions of methodology guiding their implementation. He describes the medico-socio-legal machine liable to set into motion in cases of alleged sexual abuse on minors, and the aims of related legal reports. Analyzing the motives for suspicion about a child's statement, he points out the research of eminent psychologists (including Varendonck). The progressive loosening of the filters imposed by the judiciary system (in particular of Anglo-Saxon orientation), has led to the progressive liberation of the child's word. New methods have arisen to proceed to a global evaluation of the child's expression. The lecture ends with a framework of the multiple skills needed to draft legal reports on credibility.

\* \* \*

De toutes les situations qui impliquent la participation d'un mineur dans un contexte judiciaire, l'allégation d'un abus sexuel subi par une victime est probablement celle qui est la plus difficile à gérer. Dans les quelques paragraphes qui suivent, nous examinons la nature des expertises de crédibilité, leur évolution historique et quelques éléments de la méthodologie employée pour les conduire. En conclusion, nous mettons en garde contre la réalisation d'expertises psychosociales, des mandats hautement techniques, par des professionnels qui ne sont pas au bénéfice d'une formation spécialisée et qui ne démontrent pas, dans leur pratique, un sens élevé de la déontologie.

## **POURQUOI EXAMINER LA CRÉDIBILITÉ DES VICTIMES D'ABUS SEXUELS ?**

L'allégation d'un abus sexuel concerne le plus souvent des événements qui se seraient déroulés hors de la vue de témoins à l'exception de l'auteur présumé et de la victime qui énonce les allégations. De plus, en raison de révélations souvent tardives, parfois des années après les événements allégués, ces situations ne livrent que très rarement des éléments de preuve matériels. La situation classique est donc celle de la parole du mineur qui accuse contre la parole de l'auteur désigné qui nie.

En Suisse, comme dans la plupart des pays d'Europe, un engrenage médico-socio-judiciaire se met alors en route et les actions suivantes s'enchaînent sans ordre prédéterminé : un examen pédiatrique, une évaluation sociale, une consultation psychologique ou pédopsychiatrique, une investigation policière, le plus souvent de nos jours avec une audition vidéo-filmée de l'enfant. Le tout est couronné par le dépôt d'une plainte pénale qui démarre une procédure d'instruction. Il se peut aussi que l'allégation émerge dans le contexte des soubresauts d'une procédure civile, dans la mêlée d'une implosion familiale, c'est-à-dire lorsque deux parents se disputent l'autorité parentale, la garde effective et les modalités du droit de visite.

Au bout de ces actions ou d'une partie d'entre elles, ce que ces situations ont en commun est qu'un doute plane sur le crédit à accorder à l'allégation, ou bien encore que cela arrange l'une des parties ou l'un des acteurs du système judiciaire que le doute soit entretenu sur la valeur à accorder à la parole du mineur. Intervient alors fréquemment la demande de l'expertise de crédibilité : un mandat technique ordonné par un magistrat, conduit en Suisse exclusivement par un psychologue ou un psychiatre.

Au mieux, l'expertise de crédibilité vise à :

- examiner et clarifier une situation qui comporte des allégations d'abus sexuels et dont les seuls témoins sont les protagonistes eux-mêmes, à savoir la victime présumée et l'auteur désigné. Il s'agit de la parole de l'un contre l'autre.
- entendre et décrypter le témoignage d'un mineur dans le contexte d'une allégation d'abus sexuel; expliquer les particularités de personnes en développement à des non spécialistes
- évaluer la validité de la procédure de recueil du témoignage conduit jusque alors par d'autres intervenants.

Et, au pire, une expertise de crédibilité est parfois :

- un artifice juridique déclenché de manière peu scrupuleuse pour essayer d'influencer l'issue de la procédure (par exemple en la retardant) ou
- un moyen de transférer la responsabilité de l'établissement des faits à un « psy ».

## **POURQUOI LA PAROLE DE L'ENFANT EST-ELLE JUDICIAIREMENT CONTROVERSÉE ?**

La crédibilité d'un témoin baigne depuis longtemps dans des controverses judiciaires complexes. Le premier élément qu'il convient de souligner est que ce type d'expertises s'applique presque exclusivement aux mineurs victimes. Quand bien même, une pratique germanique actuelle consiste à conduire des expertises de crédibilité sur des adultes, leur nombre est très réduit dans l'absolu. La raison en est que, historiquement, il existe une présomption de crédibilité qui est quasi automatiquement accordée aux adultes victimes et témoins en justice (les exceptions étant généralement des personnes souffrant d'un handicap mental), mais, encore trop souvent aujourd'hui, il plane une suspicion sur la valeur du témoignage des enfants, sur la valeur même de leur parole.

Nombreuses sont les raisons derrière ces suspicions, mais le mouvement psychanalytique, en particulier, a eu un effet durable sur cette question. Il a longtemps prôné que les allusions par des enfants à des relations sexuelles avec des adultes étaient l'expression d'une sexualité infantile aux fantasmes débordants. Penser autrement était pour certains, encore récemment, remettre en cause l'ordre social, celle de la raison adulte dominant la fantasmagorie sexuelle polymorphe infantile.

Les psychologues, mêmes scientifiques, ont également contribué à l'enfermement de la parole de l'enfant. Voici un siècle exactement, Varendonck (1911), un psychologue belge de renom, est intervenu dans un célèbre cas de viol et meurtre d'enfants. L'affaire était simple. La police tenait un suspect, mais les seuls témoins étaient des jeunes filles de 9 ans, compagnes de jeu de la dernière victime. Varendonck, un chercheur de qualité, a conduit d'excellentes recherches sur des groupes d'enfants qui démontrent, je le cite :

1. « On ne peut guère se fier aux déclarations des enfants quand ils déclarent avoir observé certains détails qu'ils décrivent.
2. Leur imagination leur joue parfois un mauvais tour.
3. Il suffit qu'une personne qui a de l'autorité sur eux se montre convaincue d'une chose pour que cette conviction soit immédiatement partagée par les enfants à qui l'on s'adresse.
4. Par des questions mal posées, volontairement ou involontairement, on peut obtenir des réponses qui stupéfient ».

Le fait est que Varendonck avait raison sur la base des données à sa disposition. Aujourd'hui, toutefois, la recherche scientifique de qualité sur la fiabilité du témoignage dicterait plutôt les affirmations suivantes :

1. On ne peut guère se fier aux déclarations des enfants et des adultes quand ils déclarent avoir observé certains détails qu'ils décrivent.
2. Leur imagination joue souvent un mauvais tour aux adultes et aux enfants.
3. S'il est clairement démontré que certains enfants, notamment les plus jeunes, sont suggestibles, mais pas autant qu'on le pense, certains adultes sont aussi très suggestibles, parfois plus suggestibles que des enfants.
4. Il existe beaucoup trop de professionnels qui ne savent pas conduire des entretiens avec des enfants et qui, par des questions mal posées, gâchent toute la valeur des témoignages des enfants. Pour illustrer ce manque de compétence professionnelle, que dire de cette question, en double négative, posée par un avocat à une enfant de quatre ans... :

« Le soir du 3 janvier, n'avez-vous pas rendu visite à votre grand-mère chez elle et n'avez-vous pas vu le suspect quittant la maison vers 7h30 après quoi vous êtes restée la nuit ? »

En examinant les références bibliographiques aux travaux de Varendonck par les générations suivantes de professionnels, dont de nombreux auteurs anglo-saxons, nous savons que son influence a été considérable jusqu'à la fin des années '80. Quelle était son opinion ? Les citations suivantes en disent long :

« Quand renoncera-t-on dans tous les pays civilisés à entendre les enfants en justice ? »

« Tous ceux qui ont l'habitude de vivre avec l'enfant n'attachent pas la moindre valeur à son témoignage, parce que l'enfant ne peut pas observer et parce que sa suggestibilité est incommensurable. »

« A quand une réforme de la loi qui empêchera la justice de se servir, sans avoir recours à des gens compétents, d'armes aussi dangereuses que les témoignages d'enfants ? »

## DE L'ENFERMEMENT DE LA PAROLE DE L'ENFANT À SA LIBÉRATION PROGRESSIVE

L'influence de Varendonck et d'autres a encouragé le système judiciaire à mettre en place des barrières visant à filtrer la participation d'enfants victimes et témoins aux procédures pénales et civiles. Le fonctionnement judiciaire anglo-saxon est saturé de ces filtres qui ont également quelque peu influencé des pratiques continentales. Aux Etats-Unis, il s'agit du *competency test*, c'est-à-dire la nécessité pour un témoin mineur de démontrer son aptitude à témoigner avant que sa parole ne soit prise en compte judiciairement. En invoquant ces filtres, la justice demandait aux mineurs de démontrer avoir suffisamment de capacités cognitives, mnésiques et morales et, dans le doute, ils étaient tout simplement écartés des procédures les concernant. Heureusement, voici une vingtaine d'années la plupart des états américains se sont débarrassés de ces examens.

Aujourd'hui, même si un enfant ne maîtrise pas très bien la notion de durée ou ne peut pas expliquer avec clarté la disposition spatiale de sa maison où des événements répréhensibles se sont peut-être déroulés, nous savons qu'il peut très bien dire/décrire, de manière détaillée, des sévices sexuels subis. Même un jeune enfant, qui ne sait pas expliquer de manière limpide la différence entre les notions de mensonge et de vérité, n'est pas pour autant nécessairement un mauvais témoin pour ce qu'il a directement observé ou subi. Pourtant vous avez encore des policiers et des experts en Suisse qui débutent leurs entretiens avec des jeunes enfants en s'assurant que la distinction vérité et mensonge est acquise (ceci étant, il est utile de motiver l'enfant à dire la vérité, car la recherche montre que la qualité du témoignage est améliorée avec cet encouragement préalable).

Une autre raison pour laquelle des expertises de crédibilité sont fréquemment demandées tient au fait que la communauté scientifique n'a pas encore produit des méthodes fiables pour détecter que des personnes ne livrent pas une version authentique des événements qu'ils allèguent. Il convient d'éviter l'utilisation du terme *mensonge*, car des témoignages délibérément mensongers par des enfants sont peu fréquents, bien moins fréquents que chez les adultes. Bien plus souvent les témoignages des enfants sont erronés en raison de biais affectifs ou parce que

leurs témoignages sont volontairement ou involontairement télécommandés par de tierces personnes, le plus souvent un parent.

Il n'y a pas donc pas de test qui permette de s'assurer qu'une personne dit la vérité. Il n'y a pas de sérum de vérité pour le témoignage véridique et fiable. Le Penthotal livre de piètres résultats. Les détecteurs de mensonge ne sont pas fiables. L'hypnose livre des résultats curieux et intéressants, mais trop erratiques pour pouvoir être acceptée comme une approche scientifique digne d'une acceptation judiciaire. Certaines pistes prometteuses concernent l'expression faciale et plus précisément le jeu nuancé des muscles du visage, mais il s'agit de recherches dont les résultats ne sont pas encore utilisables en justice. Cette situation oblige donc le système judiciaire à utiliser les meilleures méthodes à disposition, celles qui offrent des garanties plutôt bonnes sur le plan scientifique pour autant qu'elles soient utilisées avec soin par des personnes dont le professionnalisme et l'éthique sont irréprochables. Il s'agit encore, à l'heure actuelle, de l'expertise de crédibilité.

## **QUELLES MÉTHODES POUR ÉVALUER LA CRÉDIBILITÉ DES ENFANTS ?**

Quels sont ces méthodes ? Ce sont des approches qui, d'une manière ou d'une autre, sont fondées sur l'analyse approfondie et méthodique de la forme et du contenu des témoignages de personnes. Elles reposent sur le postulat dit d'Undeutsch, le psychologue allemand qui l'a proposé, à savoir qu'une narration décrivant des événements qui se conforment à la réalité présente des caractéristiques de forme et de contenu qui diffèrent d'une narration décrivant des événements qui ne sont pas conformes à la réalité. Dit autrement : l'hypothèse concernant l'examen de la *validité* d'une allégation est qu'un récit *faux*, ou à propos d'événements qui ne se sont pas déroulés, sera *différent* d'un récit *vrai* dont le narrateur a été témoin direct.

Que fait concrètement l'expert ? Sa première tâche: réaliser un entretien de qualité avec l'enfant. Or, cette tâche cache en fait des défis immenses résumés ci-après de manière lapidaire :

- La vaste majorité des adultes croient qu'ils savent mener des entretiens avec des enfants, alors qu'en réalité seule une toute petite minorité démontre les compétences nécessaires
- Il ne faut pas être pressé, car les entretiens avec des mineurs de tous âges doivent reposer sur une phase de mise en rapport de longueur variable selon les besoins de l'enfant. L'expert peut parfois passer plus d'une heure



à discuter avec des enfants anxieux, à dessiner et à jouer, avant d'aborder la phase substantielle de l'expertise, celle de leur demander de raconter ce qui leur est arrivé, cette deuxième phase ne durant que dix petites minutes.

- Les entretiens avec des mineurs dans un contexte judiciaire exigent des compétences techniques sur le plan de l'entretien pour que la parole de l'enfant, celle qui porte sur les faits allégués, soit livrée de manière à être éventuellement exploitée dans une procédure... en d'autres termes, l'entretien doit obéir à des règles de non suggestibilité et ne doit pas être influencé/contaminé par l'adulte. Ce qui est appliqué est le principe du récit libre de l'enfant - Raconte moi ce qui s'est passé ? -, suivi de questions ouvertes dites non suggestives -Pourrais-tu m'en dire plus ?-, puis de questions directives pour obtenir des précisions - As-tu touché M. Fontaine avec ton zizi ? - puis, éventuellement en dernier ressort, de questions suggestives - Ton papa t'a obligé à toucher son zizi, n'est-ce pas ? -.

L'entretien dit cognitif avec une victime alléguée se conforme aux étapes suivantes : accueil de l'enfant et établissement du rapport, explication des buts de l'entretien et rappel pour l'enfant qu'il/elle doit dire la vérité, ne pas inventer, ne pas deviner, demander à l'enfant une narration libre, s'enquérir s'il/elle se souvient de quelque chose de plus, poser des questions (ouvertes, puis éventuellement semi-directives), tenter une nouvelle fois un rappel de la narration, tester la suggestibilité de l'enfant, terminer l'entretien en remerciant l'enfant.

L'expert analyse ensuite le discours du mineur alléguant avoir subi des maltraitances et examine la présence ou l'absence, ainsi que la qualité de certains indices verbaux et conversationnels. L'expert analyse non seulement les échanges qu'il a lui-même eu avec le mineur alléguant des sévices, mais, si elles existent, les transcriptions d'entretiens conduits préalablement par d'autres professionnels. Pour cela l'expert dispose de différentes grilles d'analyse scientifiquement validées dont la plus utilisée dérive du SVA ou Statement validity analysis, une grille d'analyse germano-canadienne (voir par exemple Yuille, 1992). Le Modèle conceptuel de deYoung (1992) résume les éléments pris en compte dans l'analyse détaillée :

- Provenance de l'allégation
  - clarté
  - célérité
  - degré de certitude
  - stabilité temporelle
- Elaboration des détails

- détails spécifiques
- détails contextuels
- détails sur le secret qui entoure l'abus
- détails émotionnels
- détails corroborant
- Indicateurs d'abus sexuels
- Vulnérabilité de l'enfant
- Motivations de la personne à faire les allégations.

Ce dernier point est crucial. L'expertise de crédibilité doit être fondée sur la notion de la neutralité absolue de l'expert qui envisage l'allégation d'un abus sexuel subi comme une hypothèse de travail. Or, toute hypothèse doit être soigneusement examinée et des alternatives envisagées. En termes pratiques, l'expert doit toujours se demander : si ce que le mineur allègue ne s'est pas déroulé, quelles sont les autres raisons plausibles qui pourraient expliquer que ce mineur accuse cette personne de l'avoir abusé ? Est-ce que cela pourrait être quelqu'un d'autre ? Cette famille est-elle dysfonctionnelle et l'enfant a-t-il endossé une accusation pour un autre membre ? La victime présumée ment-elle ?

## **L'EXPERT EN CRÉDIBILITÉ : UN PROFESSIONNEL AUX COMPÉTENCES MULTIPLES**

Les implications complexes des questions à peine posées donnent une notion des compétences que l'expert doit avoir pour mener un travail de qualité. Voici un inventaire qui, sans être exhaustif, donne une idée des connaissances au sujet desquelles l'expert doit avoir des notions et une pratique avancées :

- Connaissances approfondies sur le développement de l'enfant... normal et pathologique, développement affectif, cognitif, de la sexualité normale et pathologique, développement du langage, particularités des liens relations que l'enfant tisse avec ses proches, ses pairs, etc.
- Connaissances approfondies sur le phénomène de l'abus sexuel comme phénomène de « criminologie » clinique. Sont inclus les comportements des agresseurs sexuels, qu'ils soient des membres de la famille incestueuse ou des pédophiles prédateurs, les patterns d'abus et leur cours, les conséquences psychologiques, les tableaux symptomatiques, les formes de résilience, etc.

- Connaissances du fonctionnement familial, théorie systémique, les recherches sur la séparation et le divorce, etc.
- Connaissances approfondies du fonctionnement judiciaire et du réseau socio-thérapeutique (Service de protection de l'enfant, Service du tuteur général, etc.)... les dispositions des Codes civil, pénal, tutélaire, les raisonnements et les pratiques variées des acteurs de la justice - avocats, juges -, les manières optimales pour communiquer avec la justice, et une compréhension aiguisée des attitudes et des raisonnements adoptés par les enfants qui sont confrontés au système judiciaire.
- Connaissances approfondies dans le domaine des techniques investigatrices d'entretien avec une classe aussi particulière que les enfants.

## EN GUISE DE CONCLUSIONS...

La première conclusion qui s'impose est que les experts doivent être des professionnels au bénéfice d'une formation, car nul ne peut s'improviser spécialiste dans tous ces domaines. Or, à ma connaissance, les formations d'experts sont très rares. En Suisse, la seule qui est complète et conduit à une certification universitaire est dispensée à l'IUKB ([www.expertpsy.ch](http://www.expertpsy.ch)). Cette réalité lancinante en dit long sur les risques que court la justice en confiant des expertises à des experts au bénéfice de formations incomplètes.

La deuxième conclusion porte sur l'exigence que l'expert adopte une approche professionnelle et éthique irréprochable. Les enjeux pour le travail de la justice, plus encore pour les protagonistes, la victime et l'accusé, sont trop importants pour être confiés à des personnes qui effectuent un travail approximatif. C'est pourquoi l'approche adoptée à l'IUKB est fondée sur un respect scrupuleux des droits de l'accusé et des droits de l'enfant.

### *Bibliographie*

- deYoung, M. (1992). Credibility Assessment during the Sexual Abuse Evaluation. In William O'Donohue and James H. Geer (Eds.), *The Sexual Abuse of Children: Clinical Issues*. Volume II. Hillsdale, NJ: Lawrence Erlbaum.
- Varendonck, M.J. (1911). Les témoignages d'enfants dans un procès retentissant. *Archives de psychologie*, XI(42), 128-171.

- Yuille, J.C. (1992). *L'entrevue de l'enfant dans un contexte d'investigation et l'évaluation systématique de sa déclaration* (69-113). Dans H. van Gijseghem (Ed.), *L'enfant mis à nu. L'allégation d'abus sexuel : La recherche de la vérité*. Montréal : Méridien.

# WITNESS / VICTIM PROTECTION ACCORDING TO THE KOSOVO LEGISLATION

**NESRIN LUSHTA**

Judge, Supreme Court of Kosovo

## **Résumé**

La législation du Kosovo inclut de nombreuses dispositions au sujet d'actes criminels dans lesquels la victime est un enfant. La loi prévoit une punition accrue dans ce cas, notamment lors de traite de personnes, de viols, d'abus sexuels et de proxénétisme. De plus, le Code Pénal Provisionnel inclut un chapitre sur les procédures à appliquer face à des délits commis contre des enfants. Lorsque l'on traite un cas où l'enfant est victime, la législation ne fixe pas d'âge limite pour témoigner, mais recommande une expertise psychologique. La confidentialité de la procédure est nécessaire en vue de protéger la vie privée de l'inculpé, du témoin et de la victime, et de protéger au mieux les intérêts des enfants impliqués.

## **Zusammenfassung**

Die Gesetzgebung des Kosovo beinhaltet einige Bestimmungen rund um Verbrechen, deren Opfer Kinder sind. Das Gesetz sieht in solchen Fällen ein erhöhtes Strafmass vor, besonders in Fällen von Menschenhandel, Vergewaltigung, sexuellem Missbrauch und Zuhälterei. Zudem enthält das vorläufige Strafgesetzbuch ein Kapitel zu den anzuwendenden Verfahren bei Delikten gegenüber Kindern. Behandelt man einen Fall, wo ein Kind das Opfer ist, gibt das Gesetz kein Mindestalter für Zeugen vor, empfiehlt jedoch ein psychologisches Gutachten. Die Vertraulichkeit des Verfahrens ist unabdingbar, damit die Privatsphäre von Beschuldigten, Zeugen und Opfer zu schützen und auch , um die Belange der betroffenen Kinder bestmöglich zu schützen.

## **Resumen**

La legislación del Kosovo incluye numerosas disposiciones concernientes a los actos criminales en los que la víctima es un niño. La ley prevé un castigo más importante en este caso, en particular en caso de trata de personas, de violaciones, de abusos sexuales y de proxenetismo. Además, el Código Penal Provisional incluye un capítulo sobre los procedimientos a aplicar cara a los delitos cometidos

contra los niños. Cuando se trata de un caso en que el niño es víctima, la legislación no fija una edad límite para testificar, aunque recomienda un estudio psicológico. La confidencialidad del procedimiento es necesario para proteger la vida privada del inculpado, del testigo y de la víctima, y para proteger lo mejor posible los intereses de los niños implicados.

### **Summary**

The Kosovo legislation includes numerous provisions about criminal acts where the victim is a child. The law foresees increased punishment in this case, notably for trafficking in persons, rape, sexual abuse or procuring. Moreover, the Provisional Criminal Code includes a chapter on the proceedings when dealing with criminal offence against children. When dealing with the child as a witness, this legislation does not set an age limitation to testify, but recommends an assessment by a psychologist. The confidentiality of procedure is necessary in order to protect the privacy of defendant, witness and victim, and to protect the best interests of the children involved.

\* \* \*

Due to the situation after the armed conflict in Kosovo, the judges had to deal with several different laws at the same time as the UN Administration, needed time to assist the country in adopting a new penal Code and penal procedural Code able to deal with the problems of today.

The most important changes are the following:

## **AGE**

The term “child” now means a person who is under the age of eighteen years. This is the new definition, because according to the previous law, the child was considered a person under the age of 14 years.

Now, our law is harmonized with the Convention on the Rights of the Child (CRC) and at the same time legal protection is foreseen as well for persons between between 14 and 18 years.

## **MORE SEVERE PUNISHMENTS IF THE CHILD IS VICTIM OF THE OFFENCE**

There are many new provisions in the criminal law about criminal acts where the victim is a child. In these cases, the law foresees more severe punishment than in a case where the victim is an adult.

Good examples for this policy are the following articles of the Provisional Criminal Code on:

### ***Trafficking in persons (art. 139)***

(1) Whoever engages in trafficking in persons shall be punished by imprisonment of two to twelve years.

(2) When the offence provided for in paragraph 1 of the present article is committed against a person under the age of 18 years, the perpetrator shall be punished by imprisonment of **three to fifteen** years.

### ***Rape (art. 193)***

Whoever subjects another person to a sexual act without such person's consent shall be punished by imprisonment of two to ten years.

In the following situation, the punishment will be increased:

- a) The perpetrator is the parent, adoptive parent, foster parent, step-parent, grand-parent, uncle, aunt or older sibling of the person and such person is between the ages of sixteen and eighteen years;
- b) The perpetrator shares a domestic relationship with the person and such person is between the ages of sixteen and eighteen years.

Furthermore, the same chapter provides for specific criminal acts where the child is the victim.

### ***Sexual abuse of persons under the age of sixteen years (art.198)***

Whoever subjects a person under the age of sixteen years to a sexual act shall be punished by imprisonment of one to ten years.

### ***Promoting sexual acts or sexual touching by persons under the age of sixteen years (art.199)***

Whoever brokers, furnishes or creates an opportunity for a person under the age of sixteen years to commit a sexual act with a third person who has reached the age of eighteen years shall be punished by imprisonment of six months to five years.

## **DUTY TO REPORT THE OFFENCE**

Any person is entitled to report a criminal offence which is prosecuted ex officio and shall have a duty to do so when the failure to report a criminal offence constitutes a criminal offence.

A social worker, a health care worker, a teacher, a tutor or another person working in a similar capacity who learns of or discovers that there is a reasonable suspicion that a child has been a victim of a criminal offence, and in particular of a criminal offence against sexual integrity, shall immediately report this.

This article provides for the implication of the public in protecting especially children from crimes against them and allows strengthening the fight against impunity.



## **DUTY OF ADULT PERSON TO TESTIFY IF THE VICTIM IS CHILD**

According to our law on criminal procedure (LCP), some persons are exempted from the duty to testify, because of blood relations, marriage or other close relations with the perpetrator but in case the victim of the criminal offence is a child, this exemption does not exist and the person is obliged to give the testimony.

The new regulation concerning the persons exempted is the following:

- 1) The spouse or extra-marital partner of the defendant (is exempted), unless proceedings are conducted for a criminal offence punishable by imprisonment of at least five years and he or she is an injured party of that criminal offence;
- 2) A person who is related to the defendant by blood in a direct line or in collateral line to the third degree or by marriage to the second degree (is exempted), unless proceedings are conducted for a criminal offence punishable by imprisonment of at least ten years or he or she is a witness of a criminal offence against a child who is cohabiting with or is related to him or her or to the defendant;
- 3) The adoptive parent or adopted child of the defendant (is exempted), unless proceedings are conducted for a criminal offence punishable by at least ten years or he or she is a witness of a criminal offence committed against a child who is cohabiting with or is related to him or her or the defendant.

In these cases, the new law breaks the taboo of entering into family matters, in order to better protect the child. The principle of protection of the family as a whole is balanced against the principle of the best interests of the child.

## **NO AGE LIMITS**

According to article 158 of LCP, a person shall be summoned as a witness if there is a likelihood that he or she may give information about the criminal offence, the perpetrator and important circumstances relevant for the criminal proceedings.

This means that there is no age limit and that a person of any age can be summoned to testify as a witness if it is likely that she/he may give relevant information.

The question was what to do in a case where the witness is very young, for example 4 years old. This child may *have* the information, but the judge may consider that this child is not able to *give it* and that he/she will be exempted of testifying.

There were also cases where other solutions were found, namely, that the psychologist or other specialist found that the child was able and mature enough to provide a testimony valid to base a decision on it.

## **SPECIAL WAY TO SUMMON**

The child perpetrator shall be summoned in person and through his/her parents, adoptive parent or guardian.

The same also applies to summoning a child victim.

There are further provisions preventing to summon a very young or very vulnerable witness to court, but rather to take the statement in her/his home or other place instead of the court or prosecutor's office, in order not to confront him/her with the perpetrator and to expose him/her to a formal judicial environment, a courtroom atmosphere.

## **VALIDITY/RELIABILITY OF HER/HIS TESTIMONY**

One of the most important rights of a witness, especially if it concerns a child, is the right to refuse to testify in cases regulated by law. But the children are not always informed about the right to refuse to testify.

A child, who in view of his/her age and stage of intellectual development, cannot understand the meaning of the right to refuse to testify, may not be examined as a witness, unless the court finds that he/she must undergo an examination to find out if he/she is capable to understand the importance to tell the truth.

## **PRESENCE OF OTHER PERSONS**

A person who has not reached the age of eighteen years, especially if that person has suffered damage from the criminal offence, shall be examined in a manner that avoids producing harmful effects on his/her health. When this person is a child and if necessary, a child psychologist, child specialist or any other expert should be asked to lead the examination of such a person.

## **CONFIDENTIALITY OF PROCEDURE**

The main trial shall be held in open court.

At any time from the beginning until the end of the main trial, the trial panel may exclude on the request of the parties or ex officio, but always after the parties have been heard, the public from the whole or part of the main trial if this is necessary for:

- Protecting the personal or family life of the accused, the injured party or of other participants in the proceedings;
- Protecting the interests of children; or
- Protecting injured parties and witnesses as provided for in Chapter XXI of the present Code.

## **OTHER WAYS OF PROTECTION (FOR ADULTS AS WELL AS FOR CHILDREN)**

These provisions apply for adults as well as for children

*Anonymity*, in case of a “serious risk” which means a warranted fear of danger to the life, physical or mental health or property of the injured party or the witness.

### ***Protective measures***

- Omitting or expunging names, addresses, place of work, profession or any other data or information that could be used to identify the injured party or witness;
- non-disclosure of any records identifying the injured party or witness;
- Assignment of a pseudonym;
- Sessions closed to the public.

Any combination of the above methods to prevent disclosure of the identity of the injured party or witness is possible.

- Temporary removal of the defendant from the courtroom if a witness refuses to give testimony in the presence of the defendant or if circumstances indicate to the court that the witness will not speak the truth in the presence of the defendant.

If a child is present at a hearing as a witness or an injured party, he or she shall be taken out of the courtroom as soon as his or her presence is no longer necessary.

## **THE CHILD VICTIM**

Rights to legal representation under the following conditions:

- The injured party shall have an authorized representative from the initiation of the criminal proceedings:
  - 1) If the injured party is a child;
  - 2) If the injured party has a domestic relationship with the defendant;
  - 3) If the proceedings are conducted for the criminal offences in Article 139 LCP (trafficking in persons).

It is for the first time that the criminal Code provides a possibility for a victim to get legal representation.

## **SPECIAL CHAPTER ABOUT THE PROCEEDINGS INVOLVING CRIMINAL OFFENCE AGAINST CHILDREN**

Again for the first time, a Criminal Code establishes a list of criminal offences committed against children to be tried before a Youth Court.

Trial of Adults for Criminal Offences Committed Against Children

## **SPECIAL CRIMINAL OFFENCES**

The juvenile panel and juvenile judge shall try adults for the following criminal offences committed against a child, as provided in the Provisional Criminal Code in the chapter crimes against sexual integrity:

- 1) Rape (Article 193);
- 2) Commission of Sexual Acts by Threat to Honour or Reputation (Article 194);
- 3) Sexual assault (Article 195);
- 4) Degradation of Sexual Identity (Article 196);
- 5) Sexual Abuse of Persons with Mental or Emotional Disorders or Disabilities (Article 197);
- 6) Sexual Abuse of Persons Under the Age of Sixteen Years (Article 198);
- 7) Promoting Sexual Acts or Sexual Touching By Persons Under the Age of Sixteen Years (Article 199);
- 8) Sexual Abuse by Abusing Position, Authority or Profession (Article 200);
- 9) Facilitating Prostitution (Article 201);
- 10) Abuse of Children in Pornography (Article 202);
- 11) Showing Pornographic Material to Persons under the Age of Sixteen Years (Article 203);
- 12) Sexual Relations within Family Units (Article 204);
- 13) Cohabiting with Persons Under the Age of Sixteen Years in Extramarital Community (Article 205);
- 14) Changing the Family Status of a Child (Article 209);
- 15) Unlawful Abduction of a Child (Article 210);
- 16) Mistreating or Abandoning a Child (Article 211);
- 17) Violating Family Obligations (Article 212);
- 18) Avoiding Maintenance Support (Article 213);
- 19) Prevention and Non-Execution of Measures for Protecting Children (Article 214);
- 20) Conscription or Enlisting of Persons between the Age of Fifteen and Eighteen Years in Armed Conflict (Article 123);
- 21) Establishing Slavery, Slavery-like Conditions and Forced Labour (Article 137);
- 22) Trafficking in persons (Article 139); and
- 23) Withholding Identity Papers of Victims of Slavery or Trafficking in Persons (Article 140);

## **SPECIALIZED POLICE OFFICERS**

Police officers who investigate such criminal offences shall be specialized in dealing with children.

## **EXAMINATIONS WITH PROFESSIONALS**

When conducting proceedings involving a criminal offence committed against a child, the authorities or institutions shall act with particular care in relation to the child who suffered harm from the criminal offence, bearing in mind his or her age, personal characteristics, education and the environment in which he or she lives, so as to avoid any possible harmful consequences for his or her upbringing and development. The examination of the child shall be conducted with the assistance of a pedagogue, psychologist or another expert.

## **ACTING WITH PARTICULAR CARE**

If a child against whom a criminal offence in the context of sexual integrity is committed, is examined as a witness, such examination shall be conducted at most twice. He may furthermore be examined in his or her own home or some other location where he or she is present or a Centre for Social Work rather than in the court.

The examination shall be conducted with the assistance of a pedagogue, psychologist or another expert. The court may order that the witness be examined outside the courtroom by means of closed circuit television.

Any technical recording of the examination conducted by closed circuit television shall be destroyed within five years of the entry into force of the judgment.

## **SPECIALIZED JUDGES AND PANELS**

The juvenile panel of the municipal court and the juvenile panel of the district court at first instance shall be composed of a juvenile judge and two lay judges. When the juvenile panel adjudicates at first instance a criminal offence punishable

by imprisonment of at least fifteen years or by long-term imprisonment, it shall be composed of two judges, of whom one is a juvenile judge, and three lay judges.

The juvenile panel of the Supreme Court of Kosovo shall be composed of three judges when adjudicating at the second instance. When the juvenile panel is adjudicating at the main trial a criminal offence punishable by imprisonment of at least fifteen years, it shall be composed of five judges, of whom three are judges for minors, whereas when it adjudicates at second instance with a hearing, the juvenile panel shall be composed of two judges for minors and three lay judges. When adjudicating at third instance and deciding on extraordinary legal remedies, the panel shall be composed according to the Provisional Criminal Procedure Code.

## **OTHER CHARACTERISTICS OF EXAMINATION**

Proceedings involving a criminal offence in the context of sexual integrity committed against a child shall be conducted expeditiously and without unnecessary delay.

The juvenile judge shall inform the competent Guardianship Authority of the facts and evidence that were established in the criminal proceedings to have contributed to or facilitated the commission of the criminal offence so that appropriate measures for the protection of the rights and the well-being of the child can be undertaken.

If it is established during criminal proceedings that the parent is abusing or grossly neglecting parental duties and rights or is violating the rights of the child, the prosecutor shall initiate non-contentious proceedings to remove the rights of parental care from the parent.

## **WEAK POINTS**

Unfortunately, we have to state that the new system, recognizing a new status to the child - victim or - witness, has still some weaknesses. At the moment several positions as foreseen in the new Code has not be brought to life. There are the position of specialized police, prosecutors and judges, but no specialization has taken place up to now since the new code came into force, nor already specialized persons have be nominated to these positions.

Sufficient training has not been provided as no complete module on Juvenile Justice is available for training purposes.

As to the adequate assistance foreseen in the context of legal representation to child victims, this again stays a theoretical provision unfortunately, until now.

## **CONCLUSION**

As a conclusion, one can confirm that even if the law isn't perfect, it's one of the most advanced laws in the field of Juvenile Justice, worldwide.

The problem for the country does not lie with the legal framework, but with the implementation thereof. As long as module training for specialization for judicial and assisting personal is not provided and financial input for the practical establishment is not granted, the protection of children involved in legal affairs will not improve.



# ENFANTS SOLDATS : VICTIMES, AUTEURS ET TÉMOINS D'INFRACTIONS

**CYRIL LAUCCI**

Expert, Bureau International des Droits des Enfants / UNODC,  
Conseiller juridique régional, Comité International de la Croix-Rouge, Délégation  
Régionale, Budapest, Hongrie

## **Résumé**

On estime à plus d'un million le nombre d'enfants de moins de 18 ans qui auraient participé activement à un conflit armé au cours des dix dernières années, rappelle l'auteur. L'art. 38 (2) et (3) de la CDE oblige les Etats à prendre toutes les mesures possibles pour veiller à ce que les personnes de moins de 15 ans ne participent pas directement aux hostilités et interdit leur enrôlement. Ceci fait également partie intégrante des règles du droit international humanitaire coutumier, telles qu'identifiées par le CICR, valeur confirmée par la Chambre d'appel du Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL). L'auteur développe l'apport du TSSL, instance compétente dont relève le crime mentionné, puis explicite le règlement de procédure et de preuve de ce dernier. Il atteste que ces évolutions jurisprudentielles constituent une première en droit international et, de fait, marquent une profonde évolution de la situation. Le statut de la Cour Pénale Internationale (CPI) est ensuite analysé. Et de conclure par le constat que celle-ci profite de l'expérience pionnière du TSSL afin de promouvoir encore davantage la protection des enfants.

## **Zusammenfassung**

Die Zahl der unter 18-Jährigen, welche im Verlauf der letzten zehn Jahre einer bewaffneten Konfliktsituation ausgesetzt gewesen sein dürften, wird auf über eine Million geschätzt, erinnert der Referent. Art. 38 (2) und (3) des CDE (Gesetz über die Rechte des Kindes) verpflichtet die Staaten, Massnahmen zu ergreifen und durchzusetzen, die sicherstellen, dass unter 15-Jährige nicht direkt an Kampfhandlungen beteiligt sind und auch nicht für solche angeworben werden dürfen. Das ist überdies integraler Bestandteil der Regeln zum internationalen Gewohnheitsrecht, die als solche durch das CICR anerkannt sind und deren Wert vom ‚Sondergerichtshof für Sierra Leone‘ (SCSL) bestätigt wurde. Der Redner

führt aus, welche Bedeutung in dem Zusammenhang dem SCSL, als kompetente Instanz im Bereich der genannten Verbrechen, zukommt. Dann erläutert er das Verfahrens- und Beweisführungsreglement bei letzteren. Er bestätigt, dass diese Entwicklungen in der Rechtssprechung im Internationalen Recht eine Premiere darstellten und faktisch eine tief greifende Entwicklung markierten. In der Folge wird Status des Internationalen Gerichtshofes analysiert. Am Ende seiner Rede hält er fest, dass dieser von der Pionier-Erfahrung des SCSL profitiere, und so noch mehr zum Schutz der Kinder beitragen könne.

### **Resumen**

Se estima a más de un millón el número de niños de menos de 18 años que habrían participado activamente en un conflicto armado en el curso de los diez últimos años, recuerda el autor. El art. 38 (2) y (3) de la CDE obliga a los Estados a tomar todas las medidas posibles para velar a que las personas de menos de 15 años no participen directamente a las hostilidades y prohíban su alistamiento. Esto forma igualmente parte integrante de las reglas de derecho internacional humanitario consuetudinario, como han sido identificadas por la CICR, valor confirmado por el Tribunal de apelación del Tribunal especial para Sierra Leona (TSSL). El autor desarrolla la aportación del TSSL, instancia competente del que releva el crimen mencionado, después explica el reglamento del procedimiento y de prueba de éste último. Atesta que estas evoluciones jurisprudenciales constituyen una primicia en derecho internacional y, de hecho, marcan una profunda evolución de la situación. El estatuto del Tribunal Penal Internacional (CPI) será después analizado. Para concluir con la comprobación de que éste aprovecha la experiencia pionera del TSSL a fin de promover todavía más la protección de los niños.

### **Summary**

The number of children actively involved in armed conflict during the past ten years is estimated at about a million. Articles 38(2) and (3) CRC bind State parties to take any possible measure to ensure that persons under 15 do not take part actively in hostilities, and to prohibit their enrolment. This is also enshrined in customary international humanitarian law, as identified by the ICRC, and has been a value confirmed by the Special Court for Sierra Leone (SCSL). When describing the novelty of this very SCSL (competent instance to judge the above-mentioned crime), the author explicits its procedure and evidence rules. He demonstrates how these evolutions in jurisprudence are a breakthrough in international law and the sign of in-depth change. The statute of the International Criminal court (ICC) is being analysed, leading to the conclusion that the latter benefits from the pioneer experience of the SCSL, reaching better promotion of child protection.

\* \* \*

La présente présentation a pour thème la situation d'enfants qui se trouvent bien souvent à la fois cumulativement en position de victimes, d'auteurs et de témoins de crimes, à savoir les enfants soldats : victimes du crime de recrutement d'enfants dans les forces armées ou de les faire participer directement aux hostilités; auteurs d'atrocités eux-mêmes dans la conduite des hostilités, avec la question incontournable de leur responsabilité pénale et des droits de leurs victimes à obtenir réparation; témoins de leur propre recrutement, de celui de leurs camarades et des nombreux crimes commis lors des conflits armés.

Selon le Global Report 2001 de la coalition pour mettre fin à l'utilisation des enfants soldats, en 2001, plus de 300'000 enfants de moins de 18 ans participaient activement à un conflit armé ou un autre dans le monde. Plus d'un million d'enfants auraient connu ce sort au cours des dix dernières années. Des centaines de milliers d'autres sont enrôlés dans les forces armées de pays où il n'y a pas actuellement de conflit armé. Cette situation n'est pas inhérente à une région ou à une époque. On trouve des enfants soldats, entre autres pays, en Afghanistan, au Sri Lanka, au Népal, en Birmanie, au Moyen-orient, au Libéria et en Sierra Leone, en République démocratique du Congo, au Soudan, en Colombie, etc. Des enfants soldats ont été employés lors de la Guerre de sécession américaine, lors des deux Guerres mondiales, lors des guerres d'indépendance, etc. Une longue et terrible histoire faite de trop courtes vies.

Le recrutement et la participation des enfants soldats dans les hostilités sont aujourd'hui interdits par le droit international. Le premier Protocole du 8 juin 1977 additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949, applicable en situation de conflits armés internationaux (Protocole I) oblige les États « à prendre toutes les mesures possibles dans la pratique pour que les enfants de moins de 15 ans ne participent pas directement aux hostilités, notamment en s'abstenant de les recruter dans leurs forces armées » (art. 77(2)). De son côté, le second Protocole additionnel du 8 juin 1977, applicable en situation de conflits armés non internationaux (Protocole II), prévoit que « les enfants de moins de quinze ans ne devront pas être recrutés dans les forces ou groupes armés, ni autorisés à prendre part aux hostilités » (art. 4(3)(c)), rabaissant ainsi à néant le niveau admis de participation aux hostilités dans les conflits armés non internationaux, par opposition aux conflits internationaux dans lesquels seule la « participation directe » est prohibée.

La Convention du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant oblige les États à prendre toutes les mesures possibles pour veiller à ce que les personnes n'ayant pas atteint l'âge de 15 ans ne participent pas directement aux hostilités (art. 38(2)) et interdit l'enrôlement de toute personne n'ayant pas atteint l'âge de 15 ans dans les forces armées (art. 38(3)).

Le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication des enfants soldats dans les conflits armés du 25 mai 2000 oblige les États à prendre toutes les mesures possibles pour veiller à ce que les membres des forces armées qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans ne participent pas directement aux hostilités (art. 1<sup>er</sup>), interdit l'enrôlement obligatoire des moins de 18 ans (art. 2) et oblige les États à relever l'âge minimum de l'engagement volontaire dans les forces armées nationales, tout en reconnaissant le droit des moins de 18 ans à une protection spéciale (art. 3). Il interdit enfin tout recrutement ou utilisation des moins de 18 ans par les groupes armés non étatiques (art. 4).

L'interdiction de recruter les enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou des groupes armés et l'interdiction de leur participation aux hostilités font parties des règles du droit international humanitaire coutumier, telles qu'identifiées par le Comité international de la Croix-Rouge dans son étude (Règles 136 et 137). La valeur coutumière de ces principes a également été affirmée par la Chambre d'appel du Tribunal spécial pour la Sierra Leone (ci-après « TSSL ») dans sa décision sur la requête préjudicielle aux fins d'incompétence (recrutement des enfants) du 31 mai 2004 dans l'affaire des *Civil Defence Forces* (Hinga Norman et autres) (ci-après « l'affaire CDF »).

Le TSSL et la Cour pénale internationale (ci-après « CPI ») et leur jurisprudence ont également réalisé de nombreux progrès dans la prise en compte des enfants soldats en tant que victimes, auteurs ou témoins de crimes.

## I- L'APPORT DU TSSL

Le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou des groupes armés ou de les faire participer activement à des hostilités constitue un crime relevant de la compétence du TSSL (Statut, art. 4(c)).

Le Statut exclut également la responsabilité pénale des personnes âgées de moins de 15 ans au moment de la commission des crimes (art. 7(1)). Il prévoit également l'application de peines spéciales pour les personnes de moins de 18 ans qui seraient reconnues coupables de crimes (art. 7(2)). Il est regrettable que cette limite de la responsabilité pénale n'ait pas été placée à 18 ans, mais la compétence du TSSL à l'égard des 15-18 ans était exigée par le gouvernement Sierra Léonais. Fort heureusement, l'article 7 est demeuré lettre morte et aucune poursuite n'a été engagée à l'encontre de moins de 18 ans. L'article 1<sup>er</sup> du Statut prévoit en effet la responsabilité du TSSL pour poursuivre les seuls « principaux responsables » des

crimes commis en Sierra Leone : il était fort improbable que de tels « principaux responsables » soient trouvés dans la tranche d'âge des 15-18 ans.

Comme indiqué précédemment, la Chambre d'appel du TSSL a reconnu la valeur coutumière de l'interdiction de recruter les enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou des groupes armés et de l'interdiction de leur participation aux hostilités. Dans la même décision du 31 mai 2004 dans l'affaire CDF, la Chambre d'appel du TSSL a également reconnu la valeur coutumière de la responsabilité pénale individuelle à raison de ces actes. Par son premier jugement rendu le 20 juin 2007 dans l'affaire *Armed Forces Revolutionary Council* (Brima et autres) (ci-après « l'affaire AFRC »), la Chambre de première instance du TSSL a rendu les premières condamnations à raison du recrutement des enfants soldats. Le jugement clarifie également la notion de « participation directe aux hostilités ».

Plusieurs enfants ont également été entendus devant le TSSL en qualité de témoins. Le Règlement de procédure et de preuve (ci-après « RPP ») du TSSL admet la recevabilité du témoignage d'un enfant sans limite d'âge, dès lors que la Chambre considère (i) que l'enfant est suffisamment mûr pour rapporter les faits, (ii) qu'il comprend l'obligation de dire la vérité et (iii) qu'il ne subit pas d'influence illicite (Règle 90(C)). Des mesures spéciales ont été appliquées afin de faciliter la comparution des enfants témoins et de limiter leur victimisation secondaire due au stress. Dans une décision du 8 juin 2004 rendue dans l'affaire CDF, la Chambre de première instance ordonne la comparution des enfants témoins au moyen d'un circuit fermé de télévision, avec distorsion d'images afin de cacher leur identité, et le maintien de la confidentialité de leur identité à l'égard du public. La Chambre autorise également la présence d'un psychologue accompagnateur aux côtés de l'enfant lors de son témoignage.

Ces évolutions jurisprudentielles constituent une première en droit international et marquent une profonde évolution de la situation des enfants victimes et témoins.

## II- L'APPORT DE LA CPI

Le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées nationales ou de les faire participer activement à des hostilités constitue un crime de guerre en vertu des articles 8(2) (b)(xxvi), pour les conflits armés internationaux, et 8(2)(e)(vii) du Statut pour les conflits armés non internationaux. Le Statut de la CPI exclut également la compétence de la Cour à l'égard des personnes qui étaient âgées de moins de 18 ans au moment de la commission prétendue d'un crime (art. 26).

Dans sa décision du 29 janvier 2007 sur la confirmation des charges dans l'affaire Thomas Lubanga Dyilo (ci-après « l'affaire Lubanga »), la Chambre préliminaire a précisé la différence entre « enrôlement » et « recrutement » et la notion de « participation directe aux hostilités », étendu la notion de « forces armées nationales » aux groupes armés non étatiques et identifié la connaissance de l'âge de l'enfant comme élément moral de l'infraction.

Le Statut de la Cour prévoit également le droit des victimes de crimes relevant de la compétence de la Cour, y compris les enfants quel que soit leur âge, de présenter leurs vues et préoccupations et de participer à la procédure (art. 68(3)) et de demander réparation de leur préjudice (art. 75). Dans le cas d'un enfant, le RPP de la CPI prévoit aussi la possibilité de faire déposer la demande de participation à la procédure par un représentant (Règle 89(3)). La Chambre préliminaire a jugé dans une décision du 17 janvier 2006 dans l'affaire Lubanga qu'un tel représentant pouvait être une personne physique (parent, etc.) ou morale (organisation non gouvernementale, association, etc). Par une autre décision du 20 octobre 2006 dans l'affaire Lubanga, la Chambre préliminaire a également admis les souffrances physiques et morales consécutives à l'enrôlement en qualité d'enfant soldat comme préjudice indemnisable devant la Cour.

En ce qui concerne la comparution des enfants témoins, le Statut de la CPI prévoit de faire une exception à la publicité des débats lorsque cela est justifié par la nécessité de protéger les enfants victimes ou témoins (art. 68(2)). Diverses mesures d'assistance et d'accompagnement des enfants témoins sont également prévues dans le RPP : mise à disposition d'un accompagnateur pour assister l'enfant pendant sa comparution (Règle 17(3)), assistance d'un psychologue ou d'un parent (Règle 88(2)), témoignage par voie d'enregistrement audio ou vidéo (Règle 112(4)), etc. Dans sa décision du 29 janvier 2007 sur la confirmation des charges dans l'affaire Lubanga, la Chambre préliminaire a décidé d'appliquer au témoignage d'un enfant les mêmes règles de corroboration de la preuve que celles applicables au témoignage d'un adulte.

La CPI profite à n'en pas douter ici de l'expérience pionnière du TSSL pour promouvoir encore davantage la protection des enfants victimes ou témoins.

# UN GUIDELINES ON JUSTICE IN MATTERS INVOLVING CHILD VICTIMS AND WITNESSES OF CRIME – SOME COMMON FEATURES OF SUCCESSFUL PROJECTS

**ANNE GRANDJEAN**

Justice for children specialist, UNICEF NYHQ, New York, USA

## **Résumé**

L'accès à la justice, un élément clé dans la protection des enfants, est défini comme la possibilité d'obtenir réparation lors de violations des droits. Cela concerne le côté de l'offre (système qui permet de traiter avec des enfants) et celui de la demande (sensibilisation aux droits et soutien). Les huit initiatives de l'UNICEF « Justice for children » présentées par l'auteur, ont en commun les résultats suivants : accès à la justice pour tous incluant les exclus, traitements dans la ligne des droits de l'enfant, pas de victimisation secondaire, augmentation du pouvoir de décision des communautés au niveau légal et résultats équitables. Les caractéristiques communes de ces projets sont l'interdisciplinarité, la sensibilisation de populations de zones reculées et une approche systémique.

## **Zusammenfassung**

Der Zugang zur Justiz, als Schlüsselfaktor im Bereich des Kinderschutzes, ist definiert als die Möglichkeit der Wiedergutmachung bei Rechtsverstößen. Dies betrifft beide Seiten; die des Angebots (System zur Verarbeitung gemeinsam mit den Kindern) und jene der Nachfrage (Sensibilisierung für die Rechte und Unterstützung). Die acht Initiativen der UNICEF „Gerechtigkeit für Kinder“, die von der Referentin vorgestellt wurden, haben folgende Resultate gemeinsam : Zugang zur Justiz für alle, einschliesslich der sogenannten „Ausgeschlossenen“, Behandlungsweise im Sinne der Kinderrechte, keine sekundäre Viktimisierung, Stärkung der Entscheidungsbefugnis der Kommunalitäten vor dem Gesetz und nachhaltige Ergebnisse. Die gemeinsame Charakteristik dieser Projekte liegt in der Interdisziplinarität, der Sensibilisierung der Bevölkerungen abgelegener Gebiete und im systemischen Ansatz.



**Resumen**

El acceso a la justicia, un elemento clave en la protección de los niños, está definido como la posibilidad de obtener reparación en caso de violaciones de derechos. Esto concierne la posibilidad de obtener una reparación durante las violaciones de derechos. Se trata del lado de la oferta (sistema que permite tratar con los niños) y el de la demanda (sensibilización a los derechos y apoyo). Las ocho iniciativas de UNICEF “Justicia para niños” presentadas por el autor, tienen en común los resultados siguientes: acceso a la justicia para todos incluyendo a los excluidos, tratamientos en la línea de derechos del niño, sin victimización secundaria, aumento del poder de decisión de las comunidades a nivel legal y resultados equitativos. Las características comunes de estos proyectos son la interdisciplinariedad, la sensibilización de los pueblos de zonas alejadas y una aproximación sistémica.

**Summary**

Access to justice, a key element in child protection, is defined as the ability to obtain remedy for violations of rights. It concerns the supply side (system enabled to deal with children) and the demand side (awareness of rights and support). The eight UNICEF “Justice for children” initiatives presented by the author share the following outcomes: access to justice for all including the excluded, treatment in line with child rights, no secondary victimization, legal empowerment of communities, and fair outcome. Common features of those projects are interdisciplinarity, outreach to populations of remote areas, and systemic approach.

\* \* \*

The purpose of the presentation is to highlight some of the common features of successful projects supporting child victims and witnesses of crime.

## **ACCESS TO JUSTICE – A NECESSARY ELEMENT IN THE PROTECTION OF CHILDREN’S RIGHTS**

- Children’s rights do not mean much if children do not have the possibility to obtain a just and timely remedy for violations of these rights. Access to justice is a necessary element in the protection of children’s rights.
- Access to justice can be defined as the ability to obtain a just and timely remedy for violations of rights as put forth in national and international norms and standards (including the Convention on the Rights of the Child). Access to justice requires: physical access, lifting of all barriers (e.g. language, cultural or gender bias, etc.), a functioning justice system, proper information and support (including legal aid), trust in the system. Barriers to access can include economic barriers, legal and institutional discrimination, lack of awareness, lack of capacity, insufficient outreach, lack of trust of formal institutions, inadequate protection, fear of reprisal or lack of physical access.
- Deficient or discriminatory justice systems can undermine this basic human rights principle, and even more so for children. When denied access to justice, the vulnerable and marginalized become even more vulnerable and marginalized. Lack of access to justice is a defining attribute of poverty and an impediment to poverty eradication and gender equality.
- The elements of access to justice can be seen as the “supply” and the “demand” sides of justice: on the one hand, the national justice system in a given country needs to be enabled to deal with child victims and witnesses of crime in a manner consistent with their rights. On the other hand, children need to know about their rights and receive support in obtaining remedy.
- Concretely, for child victims and witnesses, a functioning, fair justice system (the “supply” side) would mainly include child-friendly police stations and courts as per the UN Guidelines on Child victims and witnesses; on the “demand” side, information to children and support in obtaining remedy could for example take the form of general child rights

education (in schools or extra-curricular) or outreach/community-based legal and paralegal support in accessing justice.

- Both aspects are complementary and necessary for all children to be able to exercise their rights.

## **EXAMPLES OF PROJECTS SUPPORTED BY UNICEF**

For the purpose of the present discussion, I will use the examples of eight projects supported by UNICEF in various parts of the world. I won't present the projects in details but rather focus on the common features that seem to make them particularly successful. I won't speak of good practices at this stage as these projects are still in the process of being evaluated. These projects have been selected because they illustrate various facets of access to justice, and are implemented in different regions of the world.

“Supply” side – a child friendly justice system:

- Child friendly police stations – Timor-Leste; the Philippines; Sudan
- Child friendly courts – Ethiopia

“Demand” side – community-based legal and paralegal support:

- Socio-legal defense centers – occupied Palestinian territory
- Para-legal committees – Nepal
- Children's rights promotion centers – Peru
- Legal aid – Kenya

These different projects share similar expected outcomes – or objectives – that can be summarized as follows:

- Access to justice for all including the excluded
- A treatment in line with child rights
- No secondary victimization
- Legal empowerment of communities
- A fair outcome (“justice”), including through a reliable and clear testimony; this last point illustrates that in this case the best interests of the child coincides with the interest of justice

## COMMON FEATURES OF SOME ACCESS TO JUSTICE PROJECTS

The eight projects mentioned above share the following common features:

➤ They are **inter-disciplinary**

The projects typically involve social workers, lawyers, paralegal professionals, community workers, psychologists, the police and the courts and are based on the premise that all these professionals have a specific type of expertise that is instrumental in supporting child victims and witnesses. All necessary support is therefore readily available for children.

Examples:

- Sudan: investigators, social workers, psychologists and doctors are part of the project; a medical examination room can be found in the Woman and Child Protection Unit in order to avoid long distance transportation;
- The Philippines: multi-disciplinary child protection teams work in the child-friendly police stations: lawyers, social workers, doctors, police all work together;
- Nepal: paralegal committees are made of frontline workers such as teachers, community health volunteers, community mobilisers;
- Ethiopia: child victims and witnesses in court are provided with psychosocial support.

➤ **They reach out to the most isolated & vulnerable/are decentralized**

The population living in remote areas is often denied proper access to justice, as are the poor and excluded. Outreach socio-legal defense centers or legal clinics often fill in a gap in the protection system and constitute a necessary link with the formal justice system, for people who would otherwise not be adequately protected.

Examples:

- All the outreach projects: Nepal, occupied Palestinian territory, Peru.
- Timor-Leste: community police workers conduct outreach visits to schools in surrounding villages to educate populations on the role of the police in child protection, children's rights and how to report violations of these rights;

- Sudan: social workers employed in the Woman and Child Protection Unit take a pro-active approach to community education, and regularly visit schools and community groups in order to educate both adults and children in ways of keeping children safe;
- Kenya: the legal aid projects offer legal services to children who could otherwise not afford legal representation.

➤ **They are part of a systemic approach**

All these projects take a comprehensive, systemic approach in the sense that they tackle simultaneously and in a complementary manner several elements of the child protection system: the legal, policy and normative framework, capacities of professionals and institutions, structures, outreach services, awareness raising within communities, monitoring of gaps and violations, and the skills of children themselves. All these elements must be in place if a sustainable impact is to be made on the way child victims and witnesses access justice.

Examples:

- Awareness campaigns (Nepal, Peru), child rights education workshops (occupied Palestinian territory), civic education programmes (Timor-Leste) take place in parallel to other activities;
- A capacity building component is systematically included as well (if possible, not only training but also technical supervision); for example, in Timor-Leste: inclusion of a module on interviewing children in police training manual.
- The Philippines: advocacy carried out in the context of the project resulted in the Supreme Court issuing a Rule on Examination of child witnesses (i.e. impact on the regulatory framework);
- Kenya: the legal aid project is the entry point for a broader programme: other professionals like counselors, psychologists and social workers work hand in hand with advocates and thus give an all-round support to provision of free legal services;

## **MAIN COMPONENTS OF CHILD-FRIENDLY POLICE STATIONS AND COURTS PROJECTS**

In addition to the above, child-friendly police stations and courts projects (“the supply” side) generally have the following common features. Their purpose is to make the whole process as little intimidating as possible and the children as

comfortable as possible. It also aims at ensuring their safety and protecting them against possible secondary victimization.

➤ **Child-friendly techniques and procedures: examples:**

- Sudan: the Woman and Child Protection Unit is equipped with video-recording facilities for victim-friendly interview purposes<sup>1</sup>; the video-interviewing protocols and the layout of the interviewing facilities are designed around the “Barnahus” system pioneered in Iceland. The idea is that one person will be the lead interviewer, with the other disciplines remote-viewing in order to ensure that all their interviewing needs are met.
- Ethiopia: a separate room is connected to the court via a closed circuit TV system; as a result, victims or witnesses do not have to appear in court. “Intermediaries” (social workers, psychologist, court staff – who got a one-week training on children’s rights and national laws pertaining to children) appointed by the court act as a bridge between the special room and the court room; the intermediary transmits the questions forwarded from the main courtroom to the child in a child-sensitive language and the answers provided by the child to the courtroom.
- The Philippines: videotaped or audio taped interview presented in court as evidence in lieu of the testimony of the child on the witness’ stand (under certain conditions).

➤ **A separate room or unit for children not to be in direct contact with the alleged perpetrator & a child-friendly environment: examples:**

- Sudan: a comfortable sitting room and play area can be found in the Woman and Child Protection Unit, as well as a bathroom for post-examination cleansing, and a sleeping area should the children require rest;
- Timor-Leste: the special room in the police station has been decorated by children themselves;
- Ethiopia: toys and friendly environment are to be found in the special room (linked via CCTV to court room);

---

<sup>1</sup> This is however not yet accepted by the courts; advocacy is underway.

➤ **Multi-disciplinary & Trained staff**

- Staff in the child-friendly stations and courts is trained on child rights and child-friendly procedures; they are usually working in a interdisciplinary manner (police, courts, social workers, psychologists, medical staff). In Sudan, there is also a medical examination room on the premises.
- An important challenge: In many countries, the majority of legal cases (up to 80-90% according to some estimates) are dealt with by informal justice systems (traditional, customary). An important challenge is to ensure the application of the UN Guidelines on justice in matters involving child victims and witnesses of crime in these informal settings as well. There is a need to gain more knowledge on how children's access these informal systems, how their claims are processed and what are the child rights implications.

## **ADDITIONAL COMMON FEATURES OF COMMUNITY-BASED LEGAL AND PARALEGAL SUPPORT PROJECTS**

- Types of services provided by community-based legal and paralegal support projects include: mediation/problem solving/conflict resolution, legal advice, referral, awareness raising, advocacy, monitoring (e.g. Nepal: maintaining a record of abuses, "human rights watchdog"). The legal aid projects are usually implemented through NGOs. Lawyers can be paid minimum fees that covers administrative expenses and transport to and from courts. They are also trained in child rights and child friendly procedures. They might be law students.
- All these projects are comprehensive in terms of the rights violations covered: they cover crimes (abuse and exploitation) but also civil/family law issues such as denial of child support, custody and family visits, school enrolment, family-based placement, birth registration, property disputes, discrimination (e.g. against lower caste individuals or HIV/AIDS widows and orphans).
- Successful projects along these lines seem to share the following features, in addition to these already mentioned above. We cannot actually speak of good practice as very few of these have been formally evaluated, but they can be considered as promising practices. Common features include:

➤ They are **community-based**

The community-based nature of these projects increases acceptance and legitimacy in the community and empowers the population to seek redress and obtain remedy for violations of their own rights. Such projects are generally run by NGOs and professionals from the community who are familiar with the people's concerns. They are also less intimidating than representatives of the national, formal system, especially for children, and therefore more easily accessible. In the process, communities become enabled to do surveillance to prevent child abuse, and take initial action against perpetrators if abuse occurs.

Examples:

- Nepal: the process starts with the endorsement of the local Village Development Committee, following a series of workshops to obtain community's ownership; in some districts, paralegal committees were born out of existing community groups. High importance is given to social inclusion when discussing membership: women, indigenous groups, ethnic minorities and untouchable castes are all included.
- Peru: children's rights promotion centers can be established by municipalities, schools, churches, community organizations and NGOs; as a result, more than 2,000 centers exist in the country;
- Kenya: community participation is enhanced through training of voluntary community paralegal workers in basic child rights, child protection, and laws affecting children. They play the role of advising, creating awareness, responding to cases of child rights violations and undertaking a quasi-judicial role in matters of child abuse within the community (this comes in complement to the legal aid project).

➤ **They offer sufficient flexibility to keep working in emergency settings**

Examples:

- occupied Palestinian territory: Socio-legal defense centers have proven to be instrumental in providing support to children and their families during emergencies; when most services are stopped by curfews, closures and blockades, the teams from the centers, thanks to their decentralized nature, manage to open outposts and to continue working for those in need. They are ready to shift to emergency modes whenever needed, dispatching some team members immediately and setting up groups for psychosocial support afterwards.



- Nepal: para-legal committees have also continued to work during conflict, managed not to take sides and to maintain credibility.

➤ **They inform upstream policies and advocacy**

Information on child rights violations gathered at community level can generally be used to inform policies and advocacy at the national level. Similarly, work at community level can help in identifying gaps in the system, to be fixed at the national level. The addition of individual problems naturally leads to the identification of structural problems. In that sense, the projects described in this presentation provide a voice for the poor and excluded to be heard at the national level.

Examples:

- Nepal: work of the paralegal committees feeds the policy dialogue: on the one hand, the work of the committees serves as a testing field of what works and what doesn't at community level, and on the other hand, identifies structural problems and assesses gaps in the system;
- occupied Palestinian territory: the decentralized data collection through case management allows, when collated and analyzed, identifying general trends and issues of concern; this data can then be used to support advocacy messages, using individual cases for general child rights advocacy;
- Kenya: As a result of the legal aid service, NGOs have generated unique experiences and information, which in turn influences and informs law and policy towards the realisation of free legal aid for all children in Kenya. This is done through:
  - Ongoing review of existing relevant laws with a view of identifying gaps and generating recommendations and options for action
  - Drafting of child specific bills, when relevant, to address the identified gaps in existing laws for consideration by relevant authorities
  - Lobbying of government and other relevant decision-making organs for adoption of child friendly provisions in laws and policies

- Public interest litigation as a way of influencing law and policy (cases are privately instituted in court to achieve the better interpretation of certain rights under the Children Act)

Experience gained through the provision of legal aid has led to legal reform. This includes contribution in drafting the Sexual Offences Act as well as lobbying for its enactment (July 2006) and for a section in the current draft constitution that deals exclusively with children.

- Those of these initiatives that provide mediation/problem solving/conflict resolution (e.g. Nepal) **offer an informal mechanism to solve disputes**. The judiciary becomes the next resort if the mediation did not work, or if the claimant is not satisfied with the result of the settlement. Such a mechanism contributes to ensuring access to justice to the poorest and marginalized who are often intimidated by the formal justice system, and contributes to unclog the judiciary (leading in turn to increased efficiency).

## **QUATRIÈME PARTIE**

### **CONCLUSIONS**

# **RAPPORT DES ATELIERS ET RECOMMANDATIONS**

## **ATELIER 1 : PEUR ? COMMENT ENTENDRE L'ENFANT : POLICE, JUSTICE, PSY... UNE QUESTION DE FORMATION**

Recommandations :

1. Mettre en place des standards minima de base pour la formation des professionnels, du point de vue du contenu, de la durée de ladite formation et des approches méthodologiques, adaptables à tout Etat.
2. Intégrer les standards minima de base dans les curricula de formation initiaux des professionnels.
3. Faciliter l'accès aux professionnels n'ayant pas reçu la formation de base sous forme de formation complémentaire aux standards minima.
4. Par le biais de la formation continue, vérifier et perfectionner le niveau des professionnels ayant déjà reçu la formation de base en lien avec les avancées techniques et scientifiques.
5. Mettre en place un système de contrôle de qualité desdites formations.
6. Etablir une certification reconnue sur le plan international des formations dispensant les standards minima de base.
7. Allouer des ressources adéquates pour mettre en place ces formations.
8. Privilégier les formateurs locaux comme personnes ressources dans la formation des autres professionnels.

La formation devrait permettre d'acquérir les compétences suivantes :

1. Tout professionnel doit accepter le témoignage de l'enfant sous toutes les formes d'expression verbale et non verbale.
2. Tout professionnel doit accorder le temps nécessaire à l'écoute de l'enfant.
3. Tout professionnel doit prendre en considération les particularités individuelles et socioculturelles de l'enfant, au besoin avec l'aide de tierces personnes.

4. Tout professionnel doit entendre l'enfant dans un lieu adapté.
5. Tout professionnel doit être capable de reconnaître les différentes situations d'urgence et d'en aviser les services compétents.

## **WORKSHOP 2: CHILDREN IN THE COURT: SPECIFIC PSYCHOLOGICAL NEEDS OF CHILDREN VICTIMS AND WITNESSES (PARTICIPATION, PRIVACY)**

### Recommendations:

1. We recognize that child victims and witnesses have psychosocial needs and the justice system has challenges which create additional needs and may, if not dealt with, cause harm to the child.
2. Comprehensive implementation of the Guidelines for V and W generally address many of these psychosocial needs.
3. Therefore we make the following general recommendation:
  - a. the Guidelines be fully implemented by Member States and thus reflected in legislation, applied to judicial processes and by extra-judicial service providers;
  - b. participation, in criminal justice systems in which appropriate support and protection services are fully implemented, may be beneficial for the recovery of the child and therefore should be encouraged;
  - c. inter-disciplinary teams must be developed and provided with on-going training;
  - d. bearing in mind that the majority of child victims and witnesses will be confronted with non-formal justice systems that these actors (religious leaders, community leaders, mediators, etc.) should be included in all training activities associated with child victims and witnesses.

### Recommendations specific to the trial process:

1. In addition to making procedures as child-sensitive as possible, judges should demonstrate maximum flexibility so that the process may be adapted to the special needs of the child victims and witnesses while taking into consideration procedural limitations and restrictions.

2. To ensure all child victims and witnesses the right to be protected from hardship during the justice process as expressed in Section 11 of the Guidelines and to ensure that no psychological harm come to the victims judges must control and intervene during inappropriate cross-examination. Also, prosecutors and where applicable the victim's lawyer, must challenge inappropriate lines of questioning.
3. The child's psychosocial well-being is enhanced, and the trial procedure is made more efficient, when given the time and opportunity to give a full account of the incident in his/her own words. Therefore all measures, including the use of neutral pre-interview questions, must be used to enhanced the child's confidence and comfort.
4. State parties should ensure that legislation prohibits media reports which identify child victims and witnesses before, during and after the trial process. In addition, journalists should be provided training on the Guidelines in order to ensure ethical reporting which avoids stigmatization.
5. It is important that all professionals recognize that safety is an objective determination and fear arises from personal perception. Therefore, the child's perception of fear must be addressed along with objective determination of the child's safety.
6. Knowing that children are often subject to external influences and pressures which can harm the child and judicial process. Therefore professionals must ensure expeditious interviews and other investigative processes in order to avoid harming the child and tainting the judicial process. Child victims and witnesses should have access to a lawyer from the commencement of the justice process in order to provide for the protection and support of the child.
7. Assistance before, during and also after the trial is important to ensure redress, reintegration and recovery for victims and witnesses as per Article 35 of the Guidelines. Therefore every child has the right to choose a support person and have access to a professional responsible for providing long-term support.
8. In some circumstances children, are both victims and offenders. Such children have unique psychosocial needs. Therefore, Article 33 of General Comment 10 which states that the minimum age of criminal responsibility be at least 12, and more ideally 14-16 years of age, and where appropriate, the Paris Principles which provide guidelines for children associated with fighting forces, should be applied.

### **ATELIER 3 : UNE AFFAIRE DE JUSTICE ET DE DROITS : LA QUESTION DES DROITS (COMPENSATION, PROTECTION), DES LOIS (RECOMMANDATIONS, LIGNES DIRECTIVES, STANDARDS MINIMA) ET DES GARANTIES PROCÉDURALES**

#### Recommandations

1. Promouvoir les modes de justice alternative dont la médiation ou 2<sup>e</sup> implantation communautaire pour aider la justice à apporter une réponse appropriée aux besoins des acteurs : victimes/témoins/auteurs présumés.
2. On ne peut forcer un enfant à témoigner en raison de son droit de garder le silence. Son témoignage ne peut être fait sous serment.
3. Eviter la confrontation de l'enfant victime/témoin à l'agresseur et garantir la présence de parents et/ou de professionnels spécialisés auprès de l'enfant.
4. Le système judiciaire doit garantir la dignité de tous les enfants qu'ils soient victimes/témoins ou auteurs présumés et une assistance par les professionnels spécialisés et qualifiés ainsi que les acteurs de la société civile.
5. La justice doit garantir l'équité du procès tant pour l'auteur présumé que la victime et le témoin.

Les systèmes de justice doivent garantir la sûreté des victimes, témoins et auteurs présumés pendant et à l'issue des procédures notamment en favorisant, lorsque nécessaire, leur réinsertion, réparation et protection

### **ATELIER 4 : LA POSITION PARTICULIÈRE DE L'ENFANT VICTIME D'EXPLOITATION SEXUELLE**

#### Recommandations

1. La législation nationale doit être conforme au standard international et appliqué à travers une mise à disposition optimale des ressources humaines, matérielles et financières.

2. Assurer que les enfants victimes (filles comme garçons) d'exploitation sexuelle notamment dans la prostitution et la traite ne soient criminalisés par la législation et par la pratique. A cet effet, les ressources nécessaires doivent être allouées pour la réhabilitation et la réintégration afin d'éviter la stigmatisation et la discrimination dans la société à travers la mobilisation de la communauté.
3. Organiser des campagnes de sensibilisation/formation au profit des professionnels et des entités de la société civile impliquées dans la protection des mineurs et plus particulièrement les magistrats, policiers et assistants sociaux et favoriser la coopération entre les acteurs. Les enfants victimes doivent être référés devant un juge spécialisé en la matière.
4. Pour mettre fin à l'impunité des agresseurs sexuels, il faudrait :
  - a. Mettre en place des mécanismes facilitant l'accès à la procédure de plainte par les enfants victimes d'exploitation sexuelle.
  - b. Assurer l'appui de l'Etat, ainsi que les organisations internationales pour la protection nécessaire aux organisations de la société civile travaillant dans le domaine des droits des enfants victimes d'agressions sexuelles, notamment pour assurer leur sécurité.
5. Lors du contact avec le système judiciaire :
  - a. L'enfant victime et témoin doit être informé des enjeux et des conséquences de la procédure judiciaire et il doit être impliqué activement dans le processus.
  - b. Il faut éviter tout contact de l'enfant victime avec son agresseur.
  - c. Préserver la vie privée, l'intégrité morale de l'enfant victime ou témoin en instaurant, par exemple, un code de conduite pour les médias.
  - d. Garantir le témoignage de l'enfant victime ou témoin et lui donner la même valeur probatoire que le témoignage de l'adulte.
  - e. Faire accompagner l'enfant par un même psychologue avant, pendant et après la procédure judiciaire.
  - f. Il faudrait mettre en place des dispositions appropriées pour assurer que les enfants handicapés, ceux non enregistrés à la naissance, et tous ceux qui appartiennent aux groupes dits vulnérables bénéficient des mêmes droits et les mêmes égards que les autres enfants.
  - g. Protéger les enfants victimes ou témoins qui refusent de témoigner
  - h. Les enfants victimes doivent avoir le droit d'être informés et d'accéder à des procédures de compensation. Un compte bancaire bloqué doit être ouvert à leur nom jusqu'à leur majorité.



6. Les garçons victimes d'exploitation sexuelle doivent bénéficier dans la législation et dans la pratique des mêmes niveaux de protection légale et des mêmes droits que les filles.
7. Les enfants doivent participer aux politiques, programmes et procédures les concernant.
8. La communauté internationale, en particulier les Nations Unies, doit renforcer les mécanismes de suivi des recommandations pour leur mise en œuvre au niveau pays.
9. Toute personne condamnée pour exploitation sexuelle est interdite de travailler avec les enfants en tout lieu et en tout temps.
10. Le coût de rapatriement des enfants dans le cadre de la traite doit être supporté par les deux pays concernés proportionnellement aux moyens de chaque pays.

## **ATELIER 5 : LA RECONSTRUCTION : QUELLES MESURES D'AIDE ET DE RÉHABILITATION POST TRAUMA; EXPÉRIENCES VÉCUES ICI ET AILLEURS**

Recommandations : « Services à mettre en place »

- 1.- Le gouvernement et les organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux doivent allouer des ressources (financières et humaines) spécifiques et suffisantes pour la protection des enfants victimes et témoins.
- 2.- Le gouvernement doit désigner une autorité responsable pour les enfants victimes et témoins (si possible parmi les autorités déjà existantes).
- 3.- L'autorité doit garantir la formation interdisciplinaire et inter institutionnelle de tous les secteurs concernés (curricula intégrée au système d'éducation en place).
- 4.- Chaque institution (ministères de l'intérieur, de la justice, affaires sociales...) doit s'assurer que son mandat inclut clairement ses responsabilités envers les enfants victimes et témoins ainsi que l'obligation de participer aux efforts de coordination.
- 5.- Cette autorité, ensemble avec les institutions concernées, doit développer et mettre en œuvre un protocole de coordination.

- 6.- Le gouvernement et la société civile doivent établir ou renforcer le mécanisme de suivi et d'évaluation du système de protection des enfants victimes et témoins.
- 7.- Le gouvernement et les organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux doivent impliquer les enfants dans tout le processus de développement et la mise en œuvre des programmes d'information sur leurs Droits.
- 8.- Le gouvernement et les organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux doivent mettre en place des services pour informer les communautés locales, enfants inclus, de leurs droits et les aider à les faire valoir.
- 9.- Le gouvernement et les organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux doivent impliquer les parents et les familles dans le travail de sensibilisation.
- 10.- Renforcer, opérationnaliser ou établir sur le plan national et transnational des services et des mécanismes\* de réhabilitation et (ré)intégration pour les enfants victimes et témoins dont ceux victimes de traite.  
\* Identification des victimes, retour en famille, accueil, le suivi...

# CLOSING REMARKS

## RENATE WINTER

President of the International Association of youth and Family Judges and Magistrates (IAYFJM), and President of the UN Court for Sierra Leone

I promised we would work, and we did! I also promised knowledgeable experts, workshop facilitators, and nice weather! I kept all promises!

After encouraging words of welcome by Jean Zermatten, the Director of IDE, Ms Eve-Marie Dayer-Schmid, President of the Canton Court of Sion, Ms Alexandra Souza Martins, Representative of the United Nations Office on Drugs and Crime, and myself, all of us wanted to awaken your interests and appetites for the issue on hand and with that in mind we began

## DAY ONE: BASICS

First, Professor Nevena Vuckovic-Sahovic from the Committee on the Rights of the Child outlined the Committee's position by explaining:

- the functioning of the Committee
- the problems encountered by the lack of legal documents to act effectively against violence against children
- the even more difficult problems in this regard to act effectively against violence against child victims or witnesses
- the entry into force of the Optional Protocol on the Sale of Children, Child Prostitution and Child Pornography which allows, for the first time, States Parties to be asked to report on victims and the measures they have taken.
- Professor Vuckovic-Sahovic came to the following conclusion for the Committee:
  - (a) organize a Day of General Discussion on a victim/witness topic
  - (b) ask for reporting on child victims/witnesses
  - (c) answers to be provided in the concluding observations
  - (d) general comment on child victims/witnesses

Jean-Pierre Rosenczveig, President of the Youth Court in Bobigny, France, spoke on:

- the history of juvenile justice
- the necessity of creating the material and logistical context for the implementation of the rights of the child in the justice system (technical incompetence should not be an excuse, good practices should be collected and disseminated)
- Mr Rosenczveig underlined the special problems of handicapped children
- Mr Rosenczveig concluded with three types of discrimination against child witnesses:
  - (a) A child is regarded often as “a child only”, therefore not trustworthy as a witness, with certainly no right to have his or her own perception
  - (b) The child victim is, most of the time, believed not to have the right to actively participate at trial but to have an adult person to do so on his or her behalf. The solution will then be forced on the child victim.
  - (c) The girl child is even more discriminated against in many jurisdictions because of her gender.

Recommendation: change attitudes and provide an appropriate place and active role for the victim in the justice process (special laws, adaptation of procedural legislation)

Cyril Laucci, judicial expert of ICRC, presented the draft of the UN model law on the protection of children as victims and witnesses of crime and discussed:

- its necessity as guidelines are not directly applicable and can only be promoted
- assistance for implementation can be provided by UN institutions
- cooperation with UNODC, UNICEF, International Bureau on Rights of the Child etc., functioned the following ways:
  - o Comparative study
  - o Identification of good practices (world wide)
  - o Establishment of a guide for “work in progress”
  - o Model Law (for all justice systems, for all procedures – penal, administrative)
- Presentation of the Model Law
- Definitions, general dispositions of protection, assistance during the whole juridical procedure and beyond

Lena Karlsson, expert from Innocenti UNICEF, spoke on behalf of Marta dos Santos Pais, Director of UNICEF Innocenti Research Centre, as Ms. Santos Pais unfortunately could not attend.

Ms Santos Pais underlined the importance of collaboration by the different UN organizations and the NGOs in order to fulfil the strategic agenda outlined in the UN Study on Violence against Children. She stressed also the importance of the outcome of the workshops that will take place during the Seminar for World Congress III in Rio next month.

Ms Santos Pais, joining the opinion of Mr Rosenscveig, deplored the fact that children are often seen as unreliable witnesses, that they often have to endure rough police investigation, especially in cases of sexual exploitation, and that they are again intimidated in Court. She strongly supported the right of children to be heard and to express their views as this right recognizes the child as a subject of right, not a mere object that might or might not be taken into consideration. Finally, Ms. Santos Pais focused on the extensive research of the Innocenti Centre, using 57 country reports to discover how Member States deal with child victims. She found that there are three main ways:

- (a) There are witness protection measures equal for children and adults;
- (b) There are special laws protecting child witnesses;
- (c) There are general laws on protection for witnesses with a few special measures taken when children are at stake.

Finally, Ms Santos Pais expressed her hope for future good collaboration and wishes that the participants would enjoy a successful Seminar.

After the first day, packed with information, participants enjoyed a pleasant social gathering at an evening event at St-Raphaël with “raclette”, a Valaisan speciality. Director Zermatten took the opportunity, in these pleasant surroundings, to provide more information on the Institute St-Raphaël, which deals with children at risk in different ways, according to their needs and age group.

## **DAY TWO: THE VOICE OF THE CHILD VICTIM/WITNESS**

Oscar D’Amours, Judge (Quebec, Canada) presented the child victim within the family and focused on:

- The history of juvenile justice
- The role of the family in protecting children; the need for protection of the family
- A multi disciplinary approach but non-interference in the respective role of the different experts
- That judges cannot give treatment but can order treatment and follow-up
- That judges can direct children and families as to where to seek and obtain assistance

- Discussion about child victims of violence within the family or witnesses of family violence not directed at the child and the difficult consequences for such children (should they dare to denounce or not?)
- When should a child denounce? When would it be too late? What evidence would be necessary?
- When to remove a child from the family? Permanently or temporarily? (Collaboration with the family as in most cases, the child wants to stay at home)
- To listen to children, but not necessarily doing what they want
- Need for a law obliging the denouncement of children in a situation of risk

Oscar D'Amours recommendations for trial:

- o Ethical approach in a global way
- o Procedural obligations do not mean setting parties against each other
- o Objectives and methods have to be defined from the beginning
- o Granting assistance to the child, and the family, in the context of a law abiding society.

Lena Karlsson, expert from Innocenti UNICEF spoke on the III World Congress against the Sexual Exploitation of Children and its preparatory process.

Basic document: Stockholm Declaration 1996:

- Criminalize sexual exploitation by enforcing adequate laws and policies;
- Prevent sexual exploitation through education, social mobilization, and development activities;
- Support for children that have been exploited;
- Assistance to families to protect their children;
- Collaboration of governments and organizations;
- Involvement of children;
- Increase financial and human resources.

Yokohama Commitments 2001:

- Implement the CRC (relevant articles) and reaffirm previous commitments;
- Address causes of sexual exploitation;
- Governments to develop plans of action;
- Take action against negative aspects of new technologies (Internet pornography).

### III World Congress will:

- Build on current achievements;
- Examine good practices;
- Secure more cooperation;
- Establish time-bound goals and monitor progress;
- Promote a systemic and inter-sectoral approach.

An Michels, Psychologist, spoke about the child victim and how to cope with his/her needs.

- Who are the child victims? Need for development of a profile;
- What is the psychological impact of victimization (depending on duration and severity of crime)? Need for long-term treatment for recovery;
- What are the needs and rights of child victims? (Need for safe and predictable environment, support, protection);
- Implications for the justice system. What can the justice system provide to alleviate the plight of child victims:
  - o Ensure safety;
  - o Encourage participation; the judge should take the time to listen;
  - o Child friendly environment, flexibility in cases of sudden fear, exhaustion, etc.;
  - o Support before, during and after testimony;
  - o Training of staff in order to deal correctly with child victims in a sensitive way and to avoid further damage.

Finally An Michels addressed the capacity of children for resilience, the capacity to mobilize their own strength in order to overcome traumatization. She warned however, that one could not simply rely on the resilience of the child without taking any action.

Nadja Pollaert, Director General of BIDE, and Terry Waterhouse, Consultant, UNODC/TCB explained the necessity to develop yet another tool for implementing new legal provisions that protect child victims/witnesses.

#### Developing an Online Training Tool:

- Outline of the project (specific modules have been developed for specific professions dealing with children in the different stages of procedure);
- Seek feedback;
- Request for national, regional and international best practices (policy, programmes of support);
- The modules (12 have been formulated):

- Content according to the specific rights of child victims and witnesses (mentioning each right and its consequences);
- Explanation of the right;
- Extent of the right;
- Challenges for granting the right;
- Links to other rights;
- Application to the relevant professional group.

The electronic version of this new training tool will be made available shortly.

A lively discussion followed this presentation.

The afternoon was devoted to a guided tour of the City of Sion and its environments for interested participants.

### **DAY THREE: GETTING PRACTICAL**

Professor Philip D. Jaffé, Director of Children's Rights Unit , IUKB spoke about the difference between “technical control” (video, medical) and credibility exam and competence evaluation of child witnesses, both of which he rejected, pointing out that a child is as credible as an adult, as capable of imagination, and as easy or as difficult to influence as an adult. He depicted different scientific methods to determine the aptitude of the child to testify, including critical analysis, coming to the conclusion that the child is less inclined to lie than an adult. Furthermore, Professor Jaffé:

- Illustrated that not many adults know how to interview a child in a competent manner
- Described a rather trustworthy working methodology, analysing:
  - If the allegation of a crime has been made in a clear, rapid, stable, assured way;
  - If the details are specific, in a context, include taboos, secret information, emotional details among others:
  - If there are indicators of abuse;
  - The level of vulnerability of the child;
  - The motivation of the alleging child to accuse a given person.

Professor Jaffé concluded: There is a need for well trained specialists with high ethical standards; and he stressed again that children do not lie easily.

Nesrin Lushta, Judge, Supreme Court of Kosovo, described the legal provisions protecting (child) victims and witnesses in Kosovo, as this legislation



was among the first in Europe to make specifications on the protection of children (victims/witnesses).

The Criminal Procedural Law contains the following regulations:

- Duty to report the offence – the public can report but professionals are obliged to do so;
- Duty of adult witness to testify if victim is a child;
- No age limit on capacity to testify;
- Special ways to summon children;
- Duty to provide information about procedural rights;
- Presence of support person;
- Flexibility as to giving statements (according to the needs of the child);
- Victim has to have a legal representative/legal assistant;
- Confidentiality of procedure;
- All technical means available for protection;
- More severe punishment for perpetrators if child is victim;
- Special chapter on criminal offences against children;
- Offences defined;
- Special police officers, judges, panels dealing with these offences;
- Particular care, special exams and special conditions for exams;
- Problem: specialised staff, training, assistance unavailable up to the present.

Cyril Laucci, in his second intervention, spoke about child soldiers and their double position as perpetrators and victims of crime. He mentioned:

- The long and terrible history of using child soldiers;
- The legal basis or its absence – mostly only “soft law” exists;
- Available: international, customary law (no recruitment of children under 15, no participation in hostilities)
- Achievement of the Special Court for Sierra Leone (SCSL): definition of conscripting, recruiting, active participation of child witnesses; no competence of the Court for dealing with child soldiers under the age of 15. competence of the Court is restricted to children above the age of 15, but this competence is not exercised;
- Establishment of individual responsibility of persons recruiting or using children;
- Responsibility for recruitment in armies and armed groups alike;
- Testimony in secure conditions, accompanied by psychologist;
- ICC shows slight differences in Court rules, but will build on established case law of SCSL.

Anne Grandjean, Juvenile Justice Specialist, UNICEF spoke on how to implement guidelines.

Access to justice means supply of a child friendly juvenile justice system and demand for different types of services (legal aid, mediation) and comprehensive coverage of rights violations in response to crimes (penal matters) and civil law matters (compensation). Supply and demand have to be:

- Interdisciplinary;
- Including the most isolated and vulnerable children in a decentralized way;
- Systematic (legal framework, capacity building, monitoring, policy making).

She established an excellent system, able to evaluate current practices.

Sabrina Cajoly, Programme Adviser, General Direction, Human Rights and Judicial Affairs, CoE, spoke about the most recent work of the CoE for a justice system, adapted to children. She first explained the status of members to the CoE and continued to stress the need to:

- Reduce traumatization for child witnesses;
- Sensibilise professionals;
- Enhance dependability and quality of justice rendered;
- Grant better access to justice for children, including:
  - o Avoidance of re-victimization;
  - o Collecting best practices;
  - o Strengthening the right for participation and representation.
- Create European guidelines applying to penal, civil and administrative procedures.

Lena Karlsson, expert from Innocenti UNICEF spoke about children as victims and witnesses of crime. She mentioned:

- Available norms and standards;
- Inadequacy of reporting systems;
- Reported trafficking routes;
- Multiple forms of exploitation;
- The need for research (knowledge on child rights standards, international documents, laws, policy);
- Child rights-based programmes and practices (vulnerability, risk factors, profile of trafficker and trafficked);
- Messages for advocacy;
- Cooperation of all concerned professionals and children (a case study has been made in South East Europe);

- Access to justice (fear, no assistance, no compensation)

Lena Karlsson recommended:

- Ensure political support;
- Promote national child protection systems;
- Capacity building of professionals;
- Child friendly juridical procedures (involvement of children);
- Multi-sectoral approach (legal, medical, etc);
- Support from both, receiving and destination country.

After intense deliberations, participants who took part in five workshops, dealt with the following major questions:

1. How to investigate when children are victims? (Need for training). To train in what subjects: (How to conduct an interview, when, under which conditions (uniform?), where?)
2. Specific needs of child victims/witnesses at Court (trial guidelines)
3. Questions on rights, laws and procedural guarantees. How to protect children, possibility for restorative justice, what are the best interests of the child if both victim and offender are children, difference in protecting a child witness and a child victim if victim does not wish to testify
4. Special position of child victim of sexual exploitation to provide:
  - Information concerning consequences of testifying
  - Secure financial compensation for child (bank account)
  - Costs of repatriation
  - Possibility for appeal of child victims for a long period after the crime
5. Measures of assistance and post traumatic rehabilitation
6. Following the deliberations, the participants handed over a set of recommendations.

Last but not least, I have to thank you all for what we have achieved. The IDE will publish the Seminar documents, where you will find all interventions and recommendations provided by the five groups, as well as the ones I have to edit to submit them to the Congress in Rio to achieve a comprehensive and efficient protection of children in the judicial process.

# TRAVAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE SUR UNE JUSTICE ADAPTEE AUX ENFANTS : DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS

**SABRINA CAJOLY**

Conseillère de programme, Direction générale des droits de l'homme  
et des affaires juridiques du Conseil de l'Europe

## **Résumé**

En avant-propos, l'auteure nous rappelle que le Conseil de l'Europe est à l'origine de plusieurs instruments destinés à promouvoir les droits de l'enfant. Par le biais d'exemples issus de la pratique, elle pose un certain nombre de constats qui démontrent la nécessité d'adapter et d'aménager les procédures judiciaires, et de former les professionnels à recueillir concrètement la parole de l'enfant. Le besoin de compréhension de la justice par l'enfant, à tout stade de la procédure, est également mis en avant. L'auteure retrace le développement des lignes directrices européennes, de même que l'utilisation de ses rapports initiaux comme base de discussion dans le cadre du séminaire de Stockholm 2008. Les conclusions de celui-ci sont détaillées et mention est faite des grands principes qui y ont été adoptés. S'en suit une explication de la valeur ajoutée des lignes directrices européennes, compte tenu de l'existence préalable de celles de l'ECOSOC. En conclusion, un regard sur les autres développements récents du Conseil de l'Europe en matière de droits des enfants est posé.

## **Zusammenfassung**

Im Vorwort erinnert, dass der Europarat Ursprung mehrerer Instrumentarien zur Verbreitung der Kinderrechte sei. Durch Beispiele aus der Praxis zeigt sie auf, wie nötig gewisse Anpassungen und Erweiterungen im Bereich der richterlichen Verfahren wären. Dazu gehöre auch die Ausbildung von Fachpersonal, das auf die Anhörung von Kindern spezialisiert sei. Der Bedarf an Verständnis seitens der Justiz, und zwar zu jedem Zeitpunkt eines Verfahrens, sei gross. Die Interventin zeichnet dann die Entstehung der europäischen Richtlinien nach, sowie die Verwendung derer erster Rapporte als Diskussionsgrundlage für das Seminar von Stockholm 2008. Die Schlussfolgerungen dieses Seminars sind detailliert und man

erkennt, dass die wichtigsten Prinzipien darin Eingang gefunden haben. Es folgt eine Erörterung des Mehrwerts, den die europäischen Richtlinien bewirkt haben, mit dem Hinweis auf die vorgängig schon existierenden Richtlinien von ECOSOC. Abschliessend wird ein kurzer Blick auf andere neue Entwicklungen seitens des Europarats geworfen – Entwicklungen und Tendenzen im Bereich der Kinderrechte.

### **Resumen**

En el prólogo, la autora nos recuerda que el Consejo de Europa se encuentra en el origen de varios instrumentos destinados a promover los derechos del niño. A través de ejemplos que resultan de la práctica, la autora plantea un cierto número de constataciones que demuestran la necesidad de adaptar y de habilitar los procedimientos judiciales, y de formar a los profesionales para recoger concretamente las palabras del niño. La necesidad de comprensión de la justicia por el niño, en cualquier estado del procedimiento, también es puesto de manifiesto. La autora reconstituye el desarrollo de las líneas directoras europeas, igual que la utilización de sus informes iniciales como base de discusión en el marco del seminario de Estocolmo 2008. las conclusiones de éste están detalladas y se mencionan los grandes principios que han sido adoptados. Se continua con una explicación del valor añadido de las líneas directoras europeas, teniendo en cuenta la existencia previa de las del ECOSOC. En conclusión, una cuestión ha sido planteada sobre los demás desarrollos recientes del Consejo de Europa en materia de derechos de los niños.

### **Summary**

In her introduction, the author reminds us that the Council of Europe has issued several instruments promoting children's rights. Through examples taken from practice, she shares a range of observations illustrating the necessity to adapt and suit judiciary procedures, and to train professionals to concretely collect the child's expressions. The child needs to understand the justice system at any step of the procedure. The author outlines the development of the European guidelines, as well as the use of their initial reports as background documents for the 2008 Stockholm Seminar. The conclusions of this seminar are detailed, along with the mention of the major ensuing principles. The European guidelines have provided added value to the pre-existing ECOSOC Guidelines. Other recent Council of Europe developments in the matter of child rights are dealt with in the conclusion.

## **AVANT-PROPOS : LE CONSEIL DE L'EUROPE EN BREF**

Le Conseil de l'Europe est une organisation intergouvernementale régionale regroupant 47 Etats membres. Il comprend notamment les 27 Etats de l'Union européenne, tous les Etats de l'Europe continentale à l'exception du Belarus, ainsi que la Turquie, la Fédération de Russie et les pays du Caucase. Le Canada, les Etats-Unis, le Japon, le Mexique et le Saint-Siège y ont un statut d'observateur.

Le Conseil de l'Europe vise à protéger et promouvoir l'Etat de droit, les droits de l'Homme et la démocratie pluraliste. La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) en est le bras judiciaire et l'organe le plus connu. Il est également doté de cinq autres institutions - le Comité des Ministres, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, le Bureau du Commissaire aux droits de l'Homme, le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux et la Conférence internationale des organisations internationales non gouvernementales (OING) - qui sont autant d'organes initiateurs de progrès en matière de droits de l'Homme suivant des approches convergentes et complémentaires.

## **VERS DES LIGNES DIRECTRICES EUROPÉENNES SUR UNE JUSTICE ADAPTÉE AUX ENFANTS**

Le Conseil de l'Europe est à l'origine de plusieurs instruments destinés à protéger et à promouvoir les droits des enfants, notamment les enfants victimes et témoins. Le texte qui suit pose, dans une première partie, un certain nombre de constats (I) démontrant l'intérêt du projet de lignes directrices européennes sur une justice adaptée aux enfants présenté en deuxième partie (II), avant de faire référence, dans une dernière partie, à quelques autres développements récents pertinents (III).

### **I. LES CONSTATS**

Pourquoi établir de nouvelles normes portant spécifiquement sur une justice adaptée aux enfants ? Cette initiative du Conseil de l'Europe répond à l'identification de besoins spécifiques liés à la problématique des enfants en justice. Les deux exemples suivants permettent de mettre certains de ces besoins en lumière.

***A. Sensibiliser et former les professionnels à l'aménagement des procédures dans l'intérêt de l'enfant et de la justice : un constat issu de la pratique***

Les affaires dont les juges - en particulier les juges des enfants et les juges des affaires familiales - traitent quotidiennement fournissent une multitude d'exemples montrant combien la prise en charge des enfants en justice est perfectible. Cet exemple, dont il n'est pas nécessaire de donner le contexte juridique précis, est tiré de l'expérience d'un magistrat français dans le cadre d'une affaire dont il a eu à traiter.

Un examen médical avait établi qu'une enfant avait potentiellement été victime d'abus sexuel. L'enfant, qui évoquait confusément une chute dans une salle de bains, était trop jeune pour exprimer clairement le déroulement de la scène. Le juge d'instruction en ordonna donc la reconstitution. Initialement, aucun aménagement n'avait été prévu et il était envisagé de placer l'enfant nue dans une baignoire sous l'œil attentif de plusieurs juges et avocats susceptibles de lui demander de reproduire les circonstances de l'événement autant de fois que nécessaire. Une telle épreuve aurait été incontestablement traumatisante pour l'enfant si les professionnels n'avaient finalement choisi de réduire au maximum la présence des adultes dans la pièce, de vêtir l'enfant d'un maillot de bain, de la faire accompagner d'un adulte rassurant dans la baignoire et de ne pas lui faire répéter la scène outre mesure.

Cet exemple issu de la pratique permet de dresser le constat de la nécessité d'aménager les procédures juridiques impliquant des enfants, d'abord dans l'intérêt supérieur de ceux-ci. En effet des aménagements, souvent simples, peuvent contribuer à réduire de manière significative le traumatisme que constitue inévitablement pour l'enfant le contact avec la justice.

Corrélativement, cet exemple révèle le besoin de sensibiliser et de former les professionnels du droit à ces questions. Tous n'auraient peut-être pas eu l'initiative de ces aménagements. Peut-être d'autres solutions, encore plus adaptées mais inconnues de ces professionnels, auraient-elles pu encore davantage protéger cette enfant. Aussi un texte guidant de façon concrète les professionnels du droit dans de telles démarches pourrait-il s'avérer être un outil utile.

Enfin, cet exemple montre qu'une justice adaptée aux enfants sert également le souci de fiabilité et de qualité de la justice. La tristement célèbre erreur judiciaire française dans l'affaire d'Outreau en est une autre illustration. Dans cette affaire, des enfants avaient accusé, partiellement à tort, partiellement à raison, plusieurs adultes de pédophilie. L'enseignement qui peut être tiré de cette affaire est celui de la nécessité d'adapter le système judiciaire et d'en former les professionnels à recueillir la parole des enfants correctement, sans faire preuve

d'une trop grande crédulité ni d'une trop grande incrédulité, ceci tant dans l'intérêt supérieur des enfants que dans l'intérêt de la justice elle-même.

***B. Permettre à l'enfant de comprendre la justice dans tout type et à tout stade de procédure : un constat issu de la jurisprudence de la cour européenne des droits de l'homme***

En 1993, au Royaume-Uni, deux garçons de dix ans avaient kidnappé et battu à mort le petit James Bulger, âgé de deux ans. Le droit anglais, fixant l'âge minimum de la responsabilité pénale à dix ans, les deux garçons furent, à l'âge de onze ans, jugés par une cour d'adultes et soumis à une couverture médiatique colossale. A l'issue du procès, ils furent condamnés pour homicide.

Tous deux firent appel devant la Cour européenne des droits de l'homme, alléguant entre autres la violation du droit à un procès équitable. Le 16 décembre 1999<sup>1</sup>, la Cour estima « qu'il est essentiel de traiter un enfant accusé d'une infraction d'une manière qui tienne pleinement compte de son âge, de sa maturité et de ses capacités sur le plan intellectuel et émotionnel, et de prendre des mesures de nature à favoriser sa compréhension de la procédure et sa participation à celle-ci ». En outre, la Cour considéra que « le formalisme et le rituel de la Crown Court [avaient] dû par moment être incompréhensibles et intimidants pour un enfant de onze ans », et qu'ils avaient donc été privés de la possibilité de « participer réellement à la procédure pénale diligentée contre eux ». La Cour conclut donc à une violation de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme qui garantit le droit à un procès équitable.

Cet arrêt a contribué à changer la façon dont les enfants sont jugés en Angleterre et aux Pays de Galle. En 2000, Lord Bingham, alors Garde des Sceaux, a initié certains aménagements permettant de rendre les tribunaux davantage adaptés aux enfants accusés de crimes graves. Entre autres, il est recommandé que les enfants ne soient plus mis sur un banc surélevé, que leur exposition aux médias et au public soient limitée et que les magistrats ne portent plus de perruques en leur présence.

Cet exemple montre que la justice adaptée aux enfants concerne non seulement les enfants victimes et témoins mais aussi les enfants auteurs d'infractions. Plus encore, il montre qu'il n'est pas rare que, dans le cadre d'une même affaire, les enfants soient simultanément auteurs *et* victimes d'infractions.

---

<sup>1</sup> CEDH, 16 décembre 1999, *T. c Royaume-Uni* et CEDH, 16 décembre 1999, *V. c Royaume-Uni*



Cet exemple montre également que la justice adaptée aux enfants implique de prendre des mesures à tous les stades de la procédure : avant, pendant et après.

Enfin, il rappelle la position constante de la Cour européenne des droits de l'homme selon laquelle « la justice ne doit pas seulement être rendue, il faut aussi que chacun puisse voir qu'elle est rendue », y compris aux yeux des enfants.

## **II. LES LIGNES DIRECTRICES EUROPÉENNES SUR UNE JUSTICE ADAPTÉE AUX ENFANTS**

### **A. Origines du projet**

Pour le Conseil de l'Europe, protéger et promouvoir les droits des enfants, en particulier leur accès effectif à la justice, est une priorité.

Au cours de leur 28<sup>e</sup> Conférence qui s'est tenue en Octobre 2007 à Lanzarote, Espagne, les ministres européens de la justice des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ont adopté la Résolution n° 2 relative à la justice adaptée aux enfants. Pour y faire suite, le Comité des Ministres a mandaté quatre comités du Conseil de l'Europe et les a chargés de prendre des mesures concrètes permettant d'améliorer l'accès à la justice des enfants. Ainsi sont actuellement en préparation des lignes directrices européennes qui serviront d'outil concret aux Etats membres et les aideront à adapter leur appareil judiciaire aux besoins spécifiques des enfants.

Ce projet est mené en coopération étroite avec le programme transversal « Construire une Europe pour et avec les enfants », mis en place à l'issue du 3<sup>e</sup> Sommet des chefs d'Etats et de gouvernements du Conseil de l'Europe (Varsovie, 2005). Il s'inscrit également en droite ligne avec les priorités fixées par plusieurs présidences du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, notamment la présidence suédoise (mai – novembre 2008) sous laquelle a été arrêtée une nouvelle stratégie en matière de droits des enfants pour 2009-2011 et dont la question de la justice adaptée aux enfants constitue un des principaux volets.

### **B. Méthode et étapes**

#### **1. Rapports préliminaires**

Trois comités majeurs du Conseil de l'Europe traitant respectivement du droit civil et administratif (le Comité européen de coopération juridique - CDCJ), du droit pénal (le Comité européen pour les problèmes criminels - CDPC) et des droits de l'Homme (le Comité directeur pour les droits de l'Homme - CDDH), en collaboration avec la Commission européenne pour l'efficacité de la justice

(CEPEJ), ont conduit la préparation de rapports préliminaires sur le thème de l'enfant en justice donnant une vue d'ensemble de la situation actuelle en Europe dans leurs domaines de compétence respectifs.

Ces rapports initiaux ont été présentés et utilisés comme base de discussion dans le cadre du séminaire « Vers des lignes directrices européennes sur une justice adaptée aux enfants : identifier les principes fondamentaux et partager les bonnes pratiques » qui fut organisé par le Conseil de l'Europe et le ministère de la justice suédois le 8 septembre 2008 à Stockholm. Ce séminaire s'est déroulé dans le contexte de la conférence de haut niveau intitulée « Construire une Europe pour et avec les enfants – Vers une stratégie pour 2009-2011 » (Stockholm, 8-10 septembre 2008). La conférence dans son ensemble a réuni plus de 300 participants, dont des représentants de gouvernements, d'organisations et d'institutions internationales, d'organisations non gouvernementales et de réseaux professionnels, des parlementaires, collectivités locales, médiateurs, juges et défenseurs de l'enfance, ainsi que des jeunes.

## 2. *Les conclusions du séminaire de Stockholm (8 septembre 2008)*

Le séminaire a démontré qu'adapter la justice aux enfants constitue un véritable défi. Même s'il existe des instruments normatifs au niveau international, certaines lacunes subsistent et les difficultés de mise en œuvre sont parfois considérables. Les présentations et échanges des participants, qui ont porté sur les systèmes de justice civile, administrative et pénale, ont cependant permis de définir un certain nombre de domaines qu'il y a lieu de couvrir dans la suite du processus d'élaboration des lignes directrices européennes.

### a. *L'enfant face à la justice civile et administrative*

Les procédures civiles dans lesquelles sont impliqués des enfants ont essentiellement trait à des affaires d'ordre familial et ceux-ci sont alors généralement représentés par leurs parents ou leur tuteur légal.

S'agissant de la justice administrative, il y a lieu de considérer la position de l'enfant au regard de l'action des pouvoirs publics dans des domaines comme l'état civil, la nationalité, le droit à l'enregistrement de la naissance, le droit à un nom, le droit à l'accès aux données personnelles ainsi que les garanties prévues dans la phase d'exécution et la procédure de placement mais aussi concernant les problèmes de droit d'asile et de migration.

Tant en matière de justice civile qu'administrative, le traitement de l'enfant englobe de multiples aspects pour lesquels les instruments nationaux et internationaux doivent prévoir un cadre normatif protecteur.

En particulier et entre autres garanties, l'enfant doit bénéficier d'un accès réel et efficace à la connaissance de la loi et aux informations concernant sa situation juridique et ses droits, d'un accès effectif et efficient à un conseil ainsi que d'un milieu judiciaire qui lui soit adapté.

*b. L'enfant face à la justice pénale*

Les procédures judiciaires doivent permettre de répondre aux besoins des enfants, qu'ils soient auteurs, victimes ou témoins d'infractions.

Ces deux dernières catégories requièrent une attention particulière étant donné les problèmes que les enfants peuvent avoir à affronter en tant que victimes et en raison de leur accès limité à la justice. Le séminaire a montré que des mesures spécifiques étaient nécessaires pour leur assurer un traitement adapté et équitable.

Les maisons des enfants en Islande et en Suède constituent l'un des exemples de bonnes pratiques présenté et discuté au cours du séminaire. Si la pratique diffère quelque peu entre les deux pays, le système prouve qu'une procédure judiciaire mieux adaptée aux enfants peut parfaitement être efficace. En effet, un environnement adapté aux enfants, où un personnel spécialisé issu d'autorités distinctes travaille au sein de cette même structure, peut au contraire permettre d'améliorer les enquêtes pénales et rendre la procédure plus efficace et plus régulière sur le plan juridique.

Le séminaire a discuté des droits des enfants qui doivent être considérés comme des droits fondamentaux de la personne incluant les droits à l'information, à la représentation et à la participation. S'agissant du droit à l'information, il doit être adapté à la capacité de compréhension de l'enfant. Pour ce qui est du droit à la participation, les participants du séminaire ont admis le risque de victimisation secondaire et par conséquent, pour éviter ce risque, la nécessité de procéder à une adaptation des structures et procédures judiciaires.

Il importe de reconnaître que s'il y a eu des avancées, il reste beaucoup à faire : des instruments juridiques ont été mis en place; des lois ont été modifiées mais la pratique est toujours à la traîne. Ainsi que l'a déclaré le Commissaire aux droits de l'Homme, Thomas Hammarberg dans son allocution, il existe un décalage entre les textes normatifs et la réalité.

*c. Questions à traiter*

Les participants ont estimé qu'il fallait étudier les aspects ci-après, notamment :

- l'information des enfants concernant leurs droits à l'information, à la représentation et à la participation;
- le recueil des preuves, leur recevabilité et le poids qui leur est accordé par la cour;
- le caractère contradictoire de certaines procédures, notamment dans les juridictions de « common law » où les tribunaux ont un rôle d'investigation moindre;
- la protection de la vie privée des parties et de la confidentialité des procédures (notamment dans les affaires de droit de la famille);
- les circonstances dans lesquelles les enfants ont le droit à une représentation légale distincte;
- l'évaluation, l'identification et la diffusion des bonnes pratiques, ce qui s'applique également à la définition d'objectifs et d'indicateurs de réformes juridiques au plan national.

La question de l'âge a également été discutée: doit-il y avoir un âge minimum pour témoigner en justice ? Le Conseil de l'Europe pourrait-il fixer un âge minimum de responsabilité pénale au niveau de ses Etats membres ?

Il a été relevé que 13 pays ont signé et ratifié la Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants, que 11 l'ont signée mais non ratifiée et que 23 Etats ne l'ont ni signée ni ratifiée. Il reste donc beaucoup à faire dans ce domaine. Les participants au séminaire comptent sur les Etats membres du Conseil de l'Europe pour faire avancer le processus de ratification de cet instrument.

#### *d. Grands principes*

Les participants ont considéré que l'élaboration des lignes directrices européennes aux fins d'une justice adaptée aux enfants devra tenir compte des grands principes suivants :

- le respect des droits consacrés dans la Convention européenne des droits de l'homme et la jurisprudence de la Cour;
- le respect des intérêts supérieurs de l'enfant au regard de la situation et des besoins de celui-ci;
- le respect des règles d'équité procédurale compte dûment tenu des droits de la défense;
- le droit de prendre part aux procédures en fonction des capacités et de la maturité de l'enfant;

- la nécessité de veiller à l'égalité de traitement et d'éviter toute discrimination (pas de distinction entre enfants « méritants » et « non méritants »);
- la nécessité d'éviter les délais excessifs et de trouver une solution rapide aux problèmes;
- la nécessité d'une recherche/d'un développement appropriés.

e. Aspects connexes

Enfin, à l'issue du séminaire, les participants ont estimé qu'il convient également :

- de disposer d'installations appropriées y compris dans les tribunaux et de pouvoir auditionner les témoins au moyen d'un système d'enregistrement vidéo adapté etc.;
- d'assurer une formation appropriée aux juges, procureurs, personnels de police et autres participants afin d'améliorer l'efficacité et d'éviter la victimisation secondaire;
- d'assurer également une coopération accrue et une coordination des activités au sein de l'administration judiciaire;
- de faire en sorte que les professionnels adoptent des approches pluridisciplinaires;
- de prévoir des alternatives aux procédures judiciaires, la médiation par exemple, afin d'éviter de traiter les enfants comme des délinquants;
- de trouver des alternatives à la détention des enfants et donc de financer des programmes de déjudiciarisation ainsi que la mise en place de structures spécifiques par les services sociaux et de police;
- d'identifier les catégories d'enfants particulièrement vulnérables par exemple, les victimes d'abus sexuels, les enfants handicapés et les mineurs non accompagnés.

3. *La mise en place d'un groupe de spécialistes*

Un groupe de quinze spécialistes sera constitué et chargé de procéder à l'élaboration des lignes directrices européennes sur une justice adaptée aux enfants avant la fin de 2009. Les rapports établis par les quatre experts du Conseil de l'Europe, les conclusions du séminaire de Stockholm ainsi que les travaux du séminaire « Enfants victimes et témoins. Une question de justice... et de droits. » de l'Institut international des Droits de l'Enfant (IDE) (Sion, 18 Octobre 2008),

fournissent de précieux éléments au Groupe de spécialistes dans l'accomplissement de la difficile mission qui lui est impartie.

### **C. Contenu**

Les lignes directrices européennes ont pour ambition de définir les principes cardinaux d'une justice adaptée aux enfants qui permettront de faciliter et d'améliorer l'accès à la justice des enfants en s'appliquant à toutes les circonstances dans lesquelles les enfants sont susceptibles, pour quelque raison et en quelque qualité que ce soit, d'être en contact avec la justice pénale, civile ou administrative.

Elles traiteront des questions de la place et de la voix de l'enfant à tous les stades des procédures, soit *avant* la procédure (par exemple le droit d'initiative procédurale et sa mise en œuvre pratique), *pendant* la procédure, et *après* le prononcé de la décision (procédures d'exécution) ou de la sanction.

Elles veilleront à ce que dans ces procédures, tant judiciaires qu'extrajudiciaires (notamment les mécanismes alternatifs de résolution des litiges), les droits d'information, de représentation et de participation des enfants soient pleinement respectés.

Elles s'appuieront sur les instruments internationaux, européens et nationaux existants et se référeront notamment à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.

Servant d'instrument pratique pour les Etats membres dans le processus d'adaptation de leur système judiciaire aux besoins spécifiques des enfants en justice, les lignes directrices présenteront des exemples de bonnes pratiques et proposeront des solutions pour remédier à d'éventuelles lacunes juridiques et pratiques.

### **D. Intérêt**

Compte tenu de l'existence des « Lignes directrices de l'Organisation des Nations Unies en matière de justice dans les affaires impliquant les enfants victimes et témoins d'actes criminels » (ECOSOC, 2005), quelle peut être la valeur ajoutée des lignes directrices européennes ?

Sans préjuger des résultats des travaux du futur groupe, il est permis de penser que les lignes directrices européennes pourront présenter plusieurs intérêts, dont celui d'offrir une traduction régionale concrète des Lignes directrices de l'Organisation des Nations Unies conçues au niveau international. Elles seront ainsi susceptibles de contribuer au renforcement de cet outil et à sa mise en œuvre

effective et efficace en prenant en compte les spécificités régionales tout en offrant d'aller plus loin que les instruments existants.

En outre, les lignes directrices européennes se baseront sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme qui, notamment grâce à la force obligatoire de ses arrêts jouit d'une autorité étendue, ainsi que sur les instruments internationaux existants dans le sens d'une cohérence et d'une complémentarité toujours plus grandes.

Sur le plan substantiel, les lignes directrices européennes ne couvriront pas seulement les situations dans lesquelles les enfants sont victimes ou témoins, mais toutes les situations dans lesquelles les enfants sont susceptibles d'être en contact avec la justice, y compris les enfants en conflit avec la loi, et s'appliqueront à tous les stades des procédures judiciaires et extrajudiciaires. Le champ d'application des futures lignes directrices sera étendu et défini de sorte à être aussi exhaustif que possible et à englober des situations dans lesquelles les enfants ne seront pas nécessairement auteurs, victimes ou témoins d'une infraction ou en conflit avec la loi mais partie ou « tout simplement » en contact avec la justice. Cette dernière expression vise à couvrir tout type d'hypothèses dans lequel un enfant est affecté par une procédure judiciaire telle que, par exemple, une procédure de saisie de biens par un huissier. Si elle touche au premier chef les parents, une telle décision n'est pas sans incidence sur le bien-être de l'enfant, tout particulièrement si elle est effectuée sous ses yeux et sans être entourée des précautions nécessaires à sa protection.

### **III. AUTRES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS EN MATIÈRE DE DROITS DES ENFANTS**

Au-delà des travaux en cours sur la justice adaptée aux enfants, le Conseil de l'Europe est à l'origine de plusieurs autres instruments récents pertinents concernant les enfants victimes et témoins, en particulier la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels et La Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (STCE No. 197).

#### **A. La Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels**

Ouverte en octobre 2007 à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi qu'à l'adhésion des Etats non membres, la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels

constitue une avancée internationale majeure dans la prévention des infractions à caractère sexuel à l'encontre des enfants, les poursuites contre les auteurs de ces infractions et la protection des enfants victimes.

L'entrée en vigueur de la convention exige 5 ratifications incluant au moins 3 Etats membres du Conseil de l'Europe. A ce jour, la Convention compte 27 signatures<sup>2</sup>.

### 1. *Objectifs de la convention*

La protection des enfants et de leurs droits est au cœur de ce texte. En effet, la convention privilégie le bien-être de l'enfant, la prise en compte de ses opinions, de ses besoins et de ses préoccupations et la défense constante de son intérêt supérieur.

Suivant une approche « holistique », la convention propose des mesures de prévention, de protection et d'assistance des enfants ainsi que la poursuite et la prise en charge des auteurs tout en encourageant la coopération nationale et internationale et en prévoyant un mécanisme de suivi garant de son application effective par les Etats parties.

### 2. *Engagements des Etats et dispositions cardinales*

Au titre des mesures de prévention, les Etats parties à la convention s'engagent à :

- sélectionner, recruter et former les personnes travaillant au contact des enfants;
- veiller à ce que les enfants connaissent les risques d'exploitation et d'abus sexuels, et sachent se protéger;
- prendre des mesures d'intervention, régulièrement contrôlées, auprès des délinquants sexuels avérés et potentiels, visant la prévention des infractions à caractère sexuel envers les enfants.

Concernant les mesures de protection, la convention prévoit que les Etats parties :

---

<sup>2</sup> Au 14 janvier 2009, les pays signataires étaient les suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, Lituanie, Moldova, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Saint-Marin, Serbie, Slovénie, Suède, Turquie



- mettent en place des programmes d'aide aux victimes et à leur famille et organisent une assistance thérapeutique et psychologique d'urgence;
- incitent à signaler les soupçons d'exploitation, ou d'abus sexuels;
- mettent en place des services d'assistance et de conseil par téléphone et sur internet.

Les mesures de droit pénal impliquent que les Etats parties :

- veillent à ce que soient érigés en infraction pénale certains comportements tels que les activités sexuelles avec un enfant n'ayant pas atteint l'âge légal pour de telles activités;
- érigent en infractions pénale le recours aux nouvelles technologies, surtout l'internet, pour faire subir des abus sexuels aux enfants, par exemple le « grooming » (sollicitation d'enfants à des fins sexuelles);
- établissent des critères communs et clairs pour mettre en place un système de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives;
- enregistrent et conservent les données sur les personnes condamnées pour des infractions sexuelles commises sur des enfants.

Rejoignant le souci de garantir une justice adaptée aux enfants, la convention exhorte les Etats parties dans le cadre des enquêtes et procédures judiciaires à :

- veiller à garantir la protection des enfants victimes pendant les procédures judiciaires et à ne pas aggraver le traumatisme qu'ils ont subi;
- protéger la vie privée, l'identité et l'image des enfants victimes;
- prendre des mesures adaptées aux besoins des victimes, dans le respect des droits des enfants et de leur famille;
- limiter au maximum le nombre des auditions avec les victimes et à exiger qu'elles se déroulent dans un environnement rassurant et qu'elles soient menées par des professionnels formés à cet effet.

### 3. *Infractions visées*

Outre les agissements constituant l'exploitation et les abus sexuels définis aux articles 18 à 23, la convention érige en infraction pénale les infractions concernant la prostitution et la pornographie enfantines ainsi que le « grooming ». De plus, pour lutter contre le phénomène de « tourisme sexuel infantin », la convention prévoit que l'auteur d'infractions graves perpétrées dans un Etat dont il n'est pas ressortissant et où son comportement ne constitue pas une infraction pénale, puisse être poursuivi dès son retour dans son Etat.

#### 4. *Délai de prescription*

Une attention particulière mérite d'être portée à l'article 33 de la convention, qui concerne le délai de prescription et revêt un aspect novateur. En vertu de cette disposition, les Etats parties à la convention s'engagent en effet à « prendre les mesures législatives ou autres nécessaires pour que le délai de prescription pour engager des poursuites du chef des infractions établies [au titre de la convention] continue de courir pour une durée suffisante pour permettre l'engagement effectif des poursuites, après que la victime a atteint l'âge de la majorité, et qui est proportionnelle à la gravité de l'infraction en question ».

#### ***B. La Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains***

Ouverte à la signature à Varsovie le 16 mai 2005 à l'occasion du 3<sup>e</sup> Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement du Conseil de l'Europe, la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2008 avec dix ratifications.

Même si d'autres traités internationaux existent déjà dans ce domaine, la Convention du Conseil de l'Europe, premier traité européen dans ce domaine, est un traité à vocation universelle axé essentiellement sur la protection des victimes de la traite et la sauvegarde de leurs droits. Ainsi la Convention n'est-elle pas réservée aux seuls Etats membres du Conseil de l'Europe mais, comme la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, ouvre l'adhésion aux Etats non membres ainsi qu'à la Communauté européenne.

A l'heure actuelle, la Convention compte 20 Ratifications<sup>3</sup> et 20 signatures non suivies de ratifications<sup>4</sup>.

---

<sup>3</sup> Au 14 janvier 2009, les Etats ayant ratifié la Convention étaient les suivants : Albanie, Arménie, Autriche, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, France, Géorgie, Lettonie, Malte, Moldova, Monténégro, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie.

<sup>4</sup> Au 14 janvier 2009, les Etats ayant signé mais pas ratifié la Convention étaient les suivants: Allemagne, Andorre, Belgique, Espagne, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Saint-Marin, Slovénie, Suède, Suisse, Ukraine.

## 1. *Objet et champ d'application de la Convention*

La Convention est fondée sur la reconnaissance du principe, déjà énoncé dans la Recommandation N° R(2000)11 du Comité des Ministres sur la lutte contre la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle, que la traite des êtres humains constitue une violation des droits de la personne humaine et une atteinte à la dignité et à l'intégrité de l'être humain.

La Convention du Conseil de l'Europe est un traité global visant à prévenir la traite, protéger les droits de la personne humaine des victimes de la traite, et poursuivre les trafiquants.

La Convention s'applique à toutes les formes de traite : qu'elles soient nationale ou transnationale, liée ou non au crime organisé; quelles que soient les victimes (femmes, hommes ou enfants); quelles que soient les formes d'exploitation (exploitation sexuelle, travail ou services forcés, etc.).

## 2. *Mesures prévues par la Convention*

Parmi les mesures principales destinées à prévenir la traite des êtres humains figurent les dispositions suivantes.

Des actions de sensibilisation des victimes potentielles de la traite et des actions visant à décourager les « consommateurs » sont mises en place.

Les victimes de la traite doivent être reconnues *en tant que telles* afin d'éviter que la police et les autorités publiques les traitent comme des migrants illégaux ou des délinquants.

Les victimes de la traite bénéficieront d'une assistance physique et psychologique ainsi que d'une aide à la réintégration sociale. Des soins médicaux, des conseils et des informations ainsi qu'un hébergement convenable sont parmi les mesures prévues. Les victimes auront également droit à une indemnisation.

Les victimes ont droit à au moins 30 jours pour se rétablir et échapper à l'influence des trafiquants et pour prendre une décision quant à leur coopération possible avec les autorités. Un permis de séjour renouvelable peut leur être octroyé si leur situation personnelle le requiert ou si leur séjour est nécessaire afin de coopérer dans une enquête pénale.

La traite est considérée comme une infraction pénale : les trafiquants et leurs complices seront par conséquent poursuivis.

La vie privée et la sécurité des victimes de la traite sont protégées au cours des procédures judiciaires.

Il est possible d'incriminer les utilisateurs des services d'une victime lorsqu'ils sont conscients que la personne est victime de la traite des êtres humains.

La Convention offre la possibilité de ne pas sanctionner les victimes pour leur participation à des activités illicites lorsqu'elles y ont été contraintes.

La société civile ayant un rôle important à jouer en matière de prévention de la traite et de protection des victimes, la Convention encourage la coopération entre les autorités publiques, les organisations non gouvernementales et les membres de la société civile.

### 3. *Suivi*

Le GRETA, un groupe d'experts indépendants sur la lutte contre la traite des êtres humains, est chargé d'assurer le suivi de la mise en œuvre de la Convention. A cette fin, il élaborera à intervalles réguliers des rapports évaluant les mesures prises par les Parties (les Etats ou la Communauté européenne qui ont accepté d'être liés et pour lesquels la Convention est en vigueur). Grâce à ce mécanisme, les Parties qui ne respecteraient pas pleinement les mesures contenues dans la Convention seraient obligées de renforcer leur action.

En outre, un Comité composé de représentants des Parties pourra également, sur base du rapport du GRETA, adopter des recommandations adressées à une Partie.

Selon les termes de la Convention, le GRETA doit être constitué dans l'année suivant son entrée en vigueur. Ainsi, le suivi commencera en 2009.

## CONCLUSION

Les travaux du Conseil de l'Europe au bénéfice des droits des enfants, notamment des enfants victimes et témoins, sont multiples et s'efforcent de relever le défi d'une protection et d'une promotion toujours plus étendues de leurs droits dans tous les domaines, y compris dans le domaine de l'accès à la justice. Pour continuer à vous tenir informés des derniers développements dans les travaux du Conseil de l'Europe en matière de droits des enfants, notamment concernant l'état des signatures et des ratifications des conventions pertinentes, des informations actualisées sont disponibles sur plusieurs sites de l'Organisation : sur l'accès à la justice des enfants et la protection contre l'exploitation et les abus sexuels : [www.coe.int/justice](http://www.coe.int/justice); sur le programme « construire une Europe pour et avec les enfants » : [www.coe.int/children](http://www.coe.int/children); sur la lutte contre la traite des êtres humains : [www.coe.int/trafficking](http://www.coe.int/trafficking).

# **WORLD CONGRESS III AGAINST SEXUAL EXPLOITATION OF CHILDREN AND ADOLESCENTS- UPDATE ON THE PREPARATORY PROCESS**

**LENA KARLSSON**

UNICEF Innocenti Research Centre, Firenze, Italy

## **Résumé**

Le troisième Congrès Mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants et adolescents, hébergé par le Gouvernement Brésilien, sera principalement axé sur les engagements adoptés lors des deux Congrès qui l'ont précédé, sur la Convention des Droits de l'Enfant et sur son Protocole Facultatif sur la vente d'enfants (2002). Les instruments internationaux adoptés depuis le dernier Congrès de Yokohama en 2001 (CDE Protocole Facultatif et le Protocole de Palerme, tous deux adoptés en 2000), constituent le noyau des progrès observés, de même que les deux Conventions du Conseil de l'Europe. Les Lignes Directrices de l'ONU y relatives diffusent ce travail dans la population et influencent les législations nationales. Ces Lignes Directrices incluent les Lignes Directrices de l'ONU en matière d'enfants victimes et témoins d'actes criminels (2005). Les efforts supplémentaires requis sont le développement de mécanismes pour la mise en œuvre et l'allocation de ressources, une meilleure utilisation des mécanismes de la CDE (ex. Comité) et la collecte de données.

## **Zusammenfassung**

Der dritte Weltkongress gegen die sexuelle Ausbeutung von Kindern und Jugendlichen, durchgeführt von der Regierung Brasiliens, wird hauptsächlich den Einsätzen und Versprechen aus den beiden vorhergehenden Kongressen auf der Spur sein. In erster Linie geht es um die Convention der Kinderrechte und ihrem fakultativen Protokoll zum Verkauf von Kindern (2002). Die seit dem Kongress von Yokohama im Jahr 2001 angenommenen internationalen Instrumentarien (CDE „Protokoll Facultatif“ und das Palermo-Protokoll, bilden den Kern der auszumachenden Fortschritte, wie auch die beiden Konventionen des Europarats. Die diesbezüglichen Richtlinien der UNO machen diese Arbeit in der Bevölkerung bekannt und beeinflussen die nationalen Gesetzgebungen. Diese Richtlinien

enthalten die UNO Richtlinien im Bereich Kinder als Opfer und Zeugen von Verbrechen (2005). Die zusätzlich erforderlichen Anstrengungen liegen im Bereich der Entwicklung von Mechanismen zur Implementierung und Zuteilung der Mittel, eines besseren Gebrauchs der Mechanismen des CDE (ex. Comité) und im Sammeln der momentanen Daten.

### **Resumen**

El tercer Congreso Mundial contra la explotación sexual de los niños y adolescentes, alojados por el Gobierno Brasileño, estará principalmente centrado en los compromisos adoptados durante los dos Congresos que lo han precedido, sobre la Convención de los Derechos del Niño y sobre su Protocolo Facultativo sobre la venta de niños (2002). Los instrumentos internacionales adoptados después del último Congreso de Yokohama en 2001 (CDE Protocolo Facultativo y el Protocolo de Palermo, ambos adoptados en 2000), constituyen la esencia de los progresos observados, igual que las dos Convenciones del Consejo de Europa. Las líneas Directrices de la ONU y las que están relacionadas difunden este trabajo en la población e influyen en las legislaciones nacionales. Estas Líneas Directrices incluyen las Líneas Directrices de la ONU en materia de niños víctimas y testigos de actos criminales (2005). Los esfuerzos suplementarios requeridos son el desarrollo de mecanismos para la puesta en marcha y la asignación de recursos, una mejor utilización de los mecanismos de la CDE (ex. Comité) y la colecta de datos.

### **Summary**

The World Congress III Against Sexual Exploitation of Children and Adolescents, hosted by the Brazilian Government, will build mainly on the commitments made at the two preceding Congresses, on Convention on the Rights of the Child, and on its Optional Protocol said on the Sale of Children (2002). International instruments adopted since the latest Congress in Yokohama in 2001 (CRC Optional Protocol and Palermo Protocol, both adopted in 2000), make up the core of the progress observed, along with the two Council of Europe Conventions. UN-related guidelines bring this work closer to the roots and has influenced national legislations. These Guidelines include the UN Guidelines in Matters involving Childs Victims and Witnesses of Crime (2005). Additional efforts required are the development of mechanisms for implementation and resource allocation, a better use of CRC mechanisms (e.g. CRC), and data collection.

\* \* \*

The Government of Brazil will host the World Congress III Against Sexual Exploitation of Children and Adolescents from 25-28 November 2008 in Rio de Janeiro. The Congress will build on the commitments made at the first and second World Congresses Against the Commercial Sexual Exploitation of Children (Stockholm 1996 and Yokohama 2001) and the States Parties obligations under the Convention on the Rights of the Child (1989) and its Optional Protocol on the Sale of Children, Child Prostitution and Child Pornography (2000). This process also builds upon the process of follow-up to the UN GA Special Session on Children (2002) and the UN Study on Violence against Children.

The Congress envisages mobilizing all countries to guarantee the right of children and adolescents to be protected from sexual exploitation by taking action to:

- Promote the sharing and cross-fertilization of experiences by governments, international organizations, independent institutions, the Committee on the Rights of the Child, NGOs, and others;
- Examine what works in different regions and identify channels to facilitate better exchange of experiences;
- Open channels and secure greater international cooperation on key issues (including cross-border, but also inter- and intra-regional cooperation);
- Examine persisting and new challenges and dimensions of sexual exploitation, and set more targeted strategies and measures to address them building on work achieved;
- Catalyze a systemic and inter-sectoral approach to guarantee children's and adolescents' right to be protected from sexual exploitation;
- Recommend follow-up action for the Congress.

In order to meet the objectives of the World Congress III Against Sexual Exploitation of Children and Adolescents, the Congress partners and members of the Planning Committee (The Government of Brazil, UNICEF, ECPAT and the NGO Group for the Convention on the Rights of the Child) are commissioning a background paper on each of the thematic areas of the Congress.

## **PROGRESS SINCE YOKOHAMA**

There is little reliable information and statistical data on the magnitude and scale of the sexual exploitation of children, at national, regional and international level. However the phenomenon has been given increasing visibility as a result of

the growing awareness and attention given to this child rights violation by the international community and key stakeholders at the regional and national levels.

New technologies present new challenges to the protection of children from sexual exploitation, including travel and tourism and through child abusive images. At the same time, new technologies have a unique potential to be used as a tool for preventing sexual exploitation, through, awareness-raising on the rights of the child and on the risks children may face, and by providing reporting mechanisms, such as those currently found on the internet. It is equally noteworthy that there are new dimensions of sexual exploitation due to globalization and new technologies, including grooming and peer to peer exchange of sexual abusive images.

Since Yokohama, there have been important developments in international human rights standards, including the adoption of new international instruments. One of two Optional Protocols to the Convention on the Rights of the Child, adopted by the General Assembly in 2000 and in force since 2002, provides detailed definitions of sale of children, child prostitution and child pornography. It requires ratifying States to take all measures to criminalize them as offences and provide support for child victims. The Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children, supplementing the UN Convention against Transnational Organized Crime, the Palermo Protocol contains the first agreed, internationally-binding definition of trafficking in persons and of child trafficking. It was adopted in 2000 and came into force in December 2003.

Two new ground-breaking, detailed Conventions have been adopted by the Council of Europe, on trafficking in human beings and on the protection of children against sexual exploitation and sexual abuse: these new treaties are open for accession also to non-member states of the Council and to the European Community. The two Conventions build on and reinforce the protection of children's rights provided by previous international instruments.

A range of new United Nations and UN-related guidelines and policies have been adopted. These are designed to promote good practices, including in the implementation and enforcement of legislation and the protection of child victims and witnesses – e.g. U.N. Guidelines on Justice in matters involving child victims and witnesses of crime, which has been discussed during this meeting

In 2006, the UN Secretary-General's Study on Violence against Children - the first comprehensive global study on this topic provided detailed recommendations and a further impetus for State action to prevent and respond to all forms of violence against children, including sexual exploitation.

Several countries in the world have amended their legislation to bring it in line with relevant conventions and other international standards. Guidelines have been adapted to various regional and national contexts and new programs and



services have been developed to prevent and respond to sexual exploitation in many countries in the world.

Additional effort is required for the:

- development of structures and mechanisms for implementation, resource allocation, monitoring of progress and child impact assessment;
- promotion of stronger cooperation and better use of existing mechanisms, such as through the CRC reporting process and other human rights bodies and special procedures, and regional bodies such as the Council of Europe and other regional bodies to promote effective implementation;
- development of mechanism for systematic and disaggregated data collection, analysis and dissemination on the prevalence and nature of sexual exploitation, especially on the new emerging manifestations of sexual exploitation
- development of legislation and other measures to address the impunity for perpetrators, criminalization of the victims, and the lack of protection and assistance for child victims
- promotion of preventive responses: including measures *to reduce* the demand..., poverty, harmful social norms, gender and other forms of discrimination – and measures *to promote* community mobilization, quality education for all children, livelihoods, child friendly information on sexuality and rights, etc.
- development of multi-sectoral and multi-stakeholder cooperation
- promotion of opportunities for children and adolescents to express their views and to participate in decision making processes
- development of a rights based “system approach” – to prevent and respond to all forms of violence, abuse and exploitation – as part of broader national development plans.

The following 5 key themes will be addressed at the World Congress: Theme 1: New Dimensions of Commercial Sexual Exploitation; Theme 2: Legal Frameworks and Enforcement; Theme 3: Integrated Inter-Sectoral Policies; Theme 4: Role of the Private Sector and Corporate Social Responsibility; Theme 5: Strategies for International Cooperation. Thematic papers are being prepared for each of the five themes and a number of thematic and regional consultation meetings are taking place to discuss sexual exploitation and prepare recommendations for the World Congress;

- Thematic expert consultation on child trafficking and sexual exploitation in travel and tourism, 21 - 23 April, Florence, Italy, UNICEF
- Thematic meeting on engaging men and boys in preventing sexual exploitation and violence 5 - 7 August, Mexico, Men Engage, ECPAT
- Manifestations of Commercial Sexual Exploitation of Children – Bangkok, Thailand, 14 – 15 August 2008 -ECPAT and global partners
- Regional Consultación, Latin America and the Caribbean, 20 - 21 August, Buenos Aires, Argentina, ECPAT, ILO-IPEC, UNICEF, SC
- South Asia Regional Consultation Meeting, Katmandu, Nepal 27 - 29 August
- Intra-familial Violence and Sexual Exploitation. Hong Kong, 4 – 6 September, UNICEF, ISPCAN
- Regional Preparatory Meeting for Europe and Central Asia. Geneva n 17 - 18 September ECPAT with ILO/IPEC.
- 24 - 25 September - African Technical Preparatory Meeting for Brazil - Dakar, Senegal, UNICEF (HQ, ESARO, WCARO) and ECPAT International
- Role of the Private Sector and Corporate Social Responsibility Canada, 25 - 26 September 2008 University of Winnipeg UNICEF, Canada NatCom
- European Consultation on Legal Frameworks for the Protection of Children and Adolescents from Sexual Exploitation Switzerland – Bern October 13 – 14, 2008, Government of Switzerland and UNICEF Swiss Natcom, UNICEF
- **Children as Victims and Witnesses A questions of Law and of Rights” – Sion, Switzerland, the International Institute for the Rights of the Child, in collaboration with UNODC, IBCR and UNICEF, Oct 14 – 18.**
- Expert meeting on “International and Regional Cooperation and Donor Support” Florence, 23 - 24 October Government of Italy, Italian Cooperation, IRC

The General Rapporteur for the World Congress, Professor Jaap Doek is drafting the Outcome document based on the thematic paper and the recommendations from the expert meetings. The recommendations from this meeting will therefore be considered in the outcome documents, to be finalized based on the discussions in Rio. It is expected that in total 3'000 government officials, NGOs, representatives from the civil society and the private sector will participate in the World Congress. In addition 300 adolescents will be present and participate in the panel and workshop discussions. They will also be members of the drafting group to finalize the outcome documents.

“The UN Convention on the Rights of the Child must be used as a guiding tool for all legislation, plans of action, and services related to fight against CSEC. We believe that, if children’s rights to survival, development, protection and participation are not ensured, we can NEVER eliminate CSEC”

### Final Appeal of Children and Young People Yokohama, 2001

For more information about the World Congress see:

- [www.iiicongressomundial.net](http://www.iiicongressomundial.net)
- [www.ecpat.net/worldcongress](http://www.ecpat.net/worldcongress) III
- [www.unicef.org](http://www.unicef.org)
- [www.ngo.org](http://www.ngo.org)

Cet ouvrage :  
« Enfant victimes et témoins. Une question de justice... et de droits. »  
sera accessible sur le site :

**[www.childsrights.org](http://www.childsrights.org)**

Octobre 2009

This book:  
« Children as Victims and Witnesses. A question of Law... and of Rights. »  
will be available on our Website :

**[www.childsrights.org](http://www.childsrights.org)**

October 2009